• Montréal vendredi 1er décembre 2006 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 42 64 pages, 5 cahiers 65 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 75 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

LES FÊTES EN IMAGES

FAITES SONNER LES CLOCHETTES AVEC LE CONCOURS PHOTO DE *LA PRESSE*
ACTUEL PAGE **1**

cyberpresse.ca
LA PRESSE

LA BÊTE SORT DE L'EAU

De retour d'une mission en mer de 430 jours sur le bateau de recherche *Sedna IV*, Jean Lemire estime que l'élévation du niveau des océans est le plus grand défi de l'humanité.

/// NOTRE ENTREVUE EN PAGE **A11**

PHOTO FRANÇOIS PRÉVOST

Jean Lemire photographie un phoque léopard, sur les glaces de l'Antarctique

HUMOUR
STÉPHANE ROUSSEAU REFAIT LE BATACLAN À PARIS
ARTS ET SPECTACLES PAGE **2**

STÉPHANE ROUSSEAU

2

4

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Avis aux automobilistes, il y aura souvent des barrages sur l'avenue Robert-Bourassa.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ACTUEL **8**
Astrologie du jour	A CTUEL **6**
Décès	ACTUEL **7**
Forum	A **22 et 23**
Horaire télévision	ARTS **4**
Loteries	A **8**
Monde	A **24 et 25**
P. annonces	ACTUEL **5 et 6**
Sudoku	AFFAIRES **4**

Météo
Pluie verglaçante, maximum -1, minimum -4, plus de détails en page ACTUEL **4**

L-V 6 21924 98765 1

Congrès d'investiture du Parti libéral du Canada

LE GRAND JEU DES ALLIANCES A COMMENCÉ

JOËL-DENIS BELLAVANCE
GILLES TOUPIN
ET HUGO DE GRANDPRÉ

Le congrès libéral à la succession de Paul Martin à Montréal a atteint son point d'ébullition hier avec des jeux d'alliances et de contre-alliances entre les candidats en prévision des deuxième et troisième tours de scrutin demain.

L'alliance la plus solide semble se dessiner entre deux des quatre favoris dans la course, soit Stéphane Dion et Gerard Kennedy. M. Dion est allé jusqu'à inviter M. Kennedy à son domicile, à Montréal, vers 23 h 30, mercredi, afin de discuter de stratégie pour assurer la victoire de l'un ou de l'autre au fil d'arrivée.

« Ce sera une course serrée, a déclaré M. Kennedy. Les délégués vont devoir prendre des décisions difficiles tout comme mes collègues candidats. »

Le candidat, qui est au troisième rang au chapitre des appuis pour le premier tour, a ajouté qu'il voulait rencontrer d'autres candidats afin de savoir ce qu'ils avaient à offrir.

« C'est dans la nature de ces congrès », a-t-il dit.

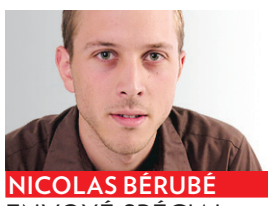
Un porte-parole de Stéphane Dion a pour sa part minimisé l'importance de la rencontre avec M. Kennedy en affirmant que l'ancien ministre de l'Environnement avait aussi rencontré d'autres candidats et de nombreux délégués.

›Voir PLC en page A4

PHOTO JUAN BARRETO, AF

Le président du Venezuela Hugo Chavez partage la vedette avec des figures légendaires, Simon Bolivar, Jose Marti et Fidel Castro sur une murale d'une rue de Caracas. Chavez veut aussi faire sa place dans la légende en étant réélu dimanche. Et tous les moyens sont bons : une prime de Noël équivalant à trois mois de salaire a été offerte aux employés de l'État. Habituellement, cette prime est versée avant Noël, mais elle l'a été au début du mois de novembre.

Chavez ouvre la voie à sa réélection en coupant des rubans



NICOLAS BÉRUBÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL
VENEZUELA

Notre reporter vient d'arriver au Venezuela en vue de l'élection présidentielle qui aura lieu dimanche.

CARACAS – Un pont majeur achevé il y a deux semaines. Une nouvelle ligne de train. Un barrage qui produit assez d'électricité pour en vendre aux Brésiliens. Une ligne de métro ultramoderne tellement grande qu'en comparaison, le métro de Laval a l'air d'un jouet.

Les réalisations inaugurées par le gouvernement d'Hugo Chavez ces dernières semaines sont impressionnantes. Plus impressionnant encore, c'est le synchronisme avec lequel ces projets ont été complétés, à quelques jours des élections nationales. De quoi rendre tout politicien jaloux.

Hector Navarro Diaz ne peut réprimer un sourire. « C'est sûr que ça tombe bien pour nous. Mais pensez-y. Ces projets ne se sont pas réalisés en deux semaines. Ni en deux mois. Ça montre que nous tenons nos promesses. »

Hector Navarro est l'un des stratèges de la campagne électorale du président Chavez.

›Voir CHAVEZ en page A26

Ces chefs mal-aimés

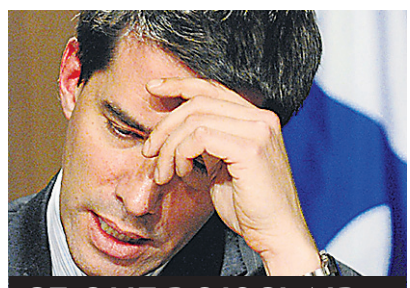
VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Considérant les relations entre le Parti libéral du Canada et ses anciens chefs, dont Paul Martin, qui a été honoré hier soir, et Jean Chrétien, qui refera surface demain, on se demande ce qui pousse tant de candidats à vouloir absolument le job.

Et à voir l'énergie que les équipes des principaux aspirants mettaient hier dans les couloirs du Palais des congrès à convaincre les délégués, un par un, poignée de main par poignée de main, il n'y a pas de doute possible : ils veulent vraiment le poste. Une vraie guerre de tranchées.

Pourtant, la vie des chefs politiques est bien ingrate.

›Voir CHEFS en page A6



CE QUE BOISCLAIR N'A PAS VU
LA CHRONIQUE D'**YVES BOISVERT** EN PAGE **A7**

N'attendez pas au 24.

Réservez vos voyages des Fêtes à l'avance.
viarail.ca

VIA Rail Canada

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

3406212A

Dans les coulisses

DES VERTS... VRAIMENT VERTS

On dit souvent qu'en politique, le *timing* fait foi de tout. Si c'est vrai, disons que le Parti vert du Québec souffre d'un grave problème de stratégie. Le jeune parti qui pourrait profiter du vent favorable pour les verts ces temps-ci au Canada a décidé de tenir son congrès en fin de semaine à Montréal... en même temps que le Parti libéral du Canada. Les verts du Québec avaient vérifié le calendrier des activités automnales des autres partis provinciaux, mais ils avaient oublié de faire de même avec les partis fédéraux. On sait pourtant depuis plus de six mois que le PLC serait réuni à Montréal en fin de semaine. Comme mauvaise planification, difficile de faire mieux.

PARLEZ-VOUS TU FRANÇAISE ?

Notre manchette d'hier sur l'absence du français au congrès libéral a causé un malaise et, apparemment, quelques engueulades dans la famille libérale, mais cela n'aura pas changé grand-chose, comme nous avons pu le constater encore hier dès l'enregistrement des médias. Les mea-culpa des libéraux du Québec n'auront pas permis non plus d'améliorer le site Internet du Parti libéral, bourré de fautes dans sa version française. Too bad...

LES CONDOMS ROUGES

On est libéral ou on ne l'est pas... L'aile jeunesse du Parti libéral du Canada a distribué à profusion hier des condoms rouges emballés dans un papier transparent sur lequel on peut lire l'appellation officielle Jeunes libéraux du Canada. Une question se pose cependant. Pourquoi les jeunes libéraux veulent-ils éviter un baby-boom rouge à Montréal ? À moins qu'ils ne soient simplement soucieux de leur santé ?

LA MÈRE DE TOUS LES DÉLÉGUÉS

Jean Charest est délégué d'office au congrès d'investiture du PLC puisqu'il est chef du PLQ. M. Charest est cependant absent. Pour qui voterait-il s'il participait ? Certains affirment qu'il voterait pour Michael Ignatieff en raison de l'ouverture de ce dernier envers le Québec. Mais Jean Charest est aussi délégué d'office à tous les congrès d'investiture du Parti conservateur du Canada puisqu'il a été chef du Parti progressiste conservateur fédéral, ce qui lui donne le droit de voter également pour le prochain chef du Parti conservateur.

GROSSE ORGANISATION, GROS SABOTS ?

Les nombreux supporteurs qui suivent Michael Ignatieff à la trace déplacent de l'air et une dame l'a appris à ses dépens. Cinq ou six personnes ont pratiquement piétiné une vieille dame qui était tombée devant la foule, hier, avant que quelqu'un lui vienne en aide. La malheureuse est tombée devant la ruée dans un couloir du Palais des congrès, après avoir été accrochée par un cameraman.

L'UNILINGUISME

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET TRISTAN PÉLOQUIN

Les principaux candidats à la direction du Parti libéral cachaient mal leur colère hier après avoir constaté les ratés sur le bilinguisme la veille à l'ouverture du congrès libéral.

Les dirigeants du parti ont tenté de corriger le tir au deuxième jour des délibérations afin de reléguer aux oubliettes l'unilinguisme qui régnait mercredi dans la majorité des ateliers visant à donner au parti de nouvelles politiques. Mais la machine libérale, normalement bien huilée dans les deux langues officielles, toussotait encore hier.

Conscient que cette bourde était en train de devenir un cauchemar de relations publiques pour le parti qui tente de redorer son blason au Québec, le député libéral Denis Coderre a tenté de détendre l'atmosphère en accueillant les journalistes francophones avec un « Bonnnjourrrr » à l'accent anglais bien senti.

Durant l'assemblée plénière au cours de laquelle les militants libéraux ont adopté les résolutions prioritaires du parti, les responsables ont dû corriger une erreur flagrante de français. Chaque fois qu'une résolution était adoptée, on affichait le mot « apprové » sur un écran géant. Incapable de corriger cette erreur avec la même police de caractère, on a glissé un « U » de façon artisanale pour obtenir la bonne épellation en français.

Quelques instants plus tard, un délégué s'est levé pour se plaindre que les résolutions prioritaires n'étaient lues qu'en anglais. Au même moment, ironiquement, deux interprètes gestuels traduisaient simultanément à quatre délégués malentendants le contenu des discussions.

Plusieurs militants libéraux du Québec interrogés par *La Presse* ont tour à tour soutenu que l'absence de modérateurs bilingues durant les ateliers de mercredi était « totalement inacceptable » de la part d'un parti qui a défendu l'égalité des langues officielles depuis plus de trois décennies.

L'un des meneurs de la course à la direction du Parti libéral, l'ancien premier ministre néo-démo-

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Bob Rae, Stéphane Dion, Gerard Kennedy ou Michael Ignatieff ? Impossible de savoir le choix de cette partisane libérale en se fiant uniquement à ses macarons.

ULYSSE NARDIN
DEPUIS 1846 LE LOCLE - SUISSE

Disponible **exclusivement** chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM
3434241A
3442774

JOE VOLPE

Le vilain petit canard

GILLES TOUPIN

Joe Volpe, l'ancien ministre de l'Immigration du gouvernement Martin, est le mal-aimé de la course à la direction du Parti libéral du Canada. Il l'est à un point tel que plusieurs partisans des favoris ne souhaitent pas que leur poulain reçoive l'appui du controversé personnage après le premier tour du scrutin.

« Ce serait un baiser de la mort », a confié spontanément à *La Presse* un organisateur de Michael Ignatieff.

N'ayant reçu l'appui que de seulement 4,8 % des délégués, ils sont seulement 226 à devoir voter pour Joe Volpe au premier tour.

La campagne de M. Volpe a connu en effet certains dérapages, dont le recrutement de dizaines de nouveaux membres dans la région de Montréal qui n'ont jamais eu à payer la contribution exigée de 10 $, ce qui était à l'encontre des règlements du parti. D'autres membres ont reçu des cartes sans en avoir fait la demande. Il y a même eu des cartes établies au nom de personnes décédées.

Le PLC avait décrété que M. Volpe n'était pas responsable de ces infractions. Le candidat a simplement été réprimandé pour trois autres infractions secondaires au code de conduite des candidats à la direction. Mais le mal était fait. Joe Volpe n'a jamais pu se relever de ces égratignures qui s'ajoutaient au feuilleton de ses dépenses extravagantes lorsqu'il était ministre.

Pourtant, selon la rumeur, Bob Rae aurait conclu un pacte avec Joe Volpe pour recueillir les voix de ses délégués. Interrogé hier sur la campagne difficile de son ami Joe, M. Rae a plutôt été élogieux envers le vilain petit canard de la course.

« Je connais Joe depuis longtemps, a dit M. Rae, et il est l'un des politiciens et parlementaires les plus pragmatiques et les plus accomplis de ce pays. Je pense qu'il peut apporter beaucoup à cette course et à la vie politique au Canada. »

Consensus sur le mariage gai

PRESSE CANADIENNE

Des candidats à la direction du Parti libéral du Canada (PLC) affirment qu'ils observeraient une ligne de parti stricte en cas de vote sur les mariages de personnes du même sexe, s'ils dirigeaient la formation, et pousseraient tous les membres du caucus à s'opposer à la réouverture du débat sur cette question, la semaine prochaine.

Le gouvernement conservateur a annoncé qu'il tiendrait un vote à la Chambre des communes afin de déterminer si le Parlement devrait revenir sur la décision de permettre aux gais et lesbiennes du pays de se marier.

Bob Rae a fait savoir de façon catégorique que les députés du parti devraient observer la ligne du parti. « C'est une question de droits de la personne, c'est une indication claire de notre engagement pour les droits de la personne car il n'est absolument pas nécessaire de ressusciter cette question », a déclaré M. Rae à des journalistes, hier.

Le député Michael Ignatieff, a déjà fait savoir publiquement qu'il obligerait le caucus à suivre la ligne du parti.

L'avocate torontoise Martha Hall Findlay partage quant à elle le point de vue de ses rivaux, MM. Rae et Ignatieff.

L'ancien ministre Joe Volpe s'est montré plus vague, affirmant avoir le sentiment que cette question avait déjà été réglée.

CONGRÈS DU PLC

MINE LES LIBÉRAUX

crate de l'Ontario Bob Rae, s'est dit insatisfait du niveau de bilinguisme qui a cours au congrès de son nouveau parti. « Franchement, je crois qu'il faut faire un meilleur effort pour s'assurer que les conférences soient absolument bilingues. On ne peut pas avoir un manque de traduction. Il faut que tout le monde puisse parler dans sa langue maternelle. Il faut que le parti soit tout à fait reconnaissant de la réalité bilingue du Canada », a affirmé M. Rae, qui maîtrise très bien les deux langues officielles.

Selon des informations obtenues par *La Presse*, hier les hauts dirigeants du parti ont eu des discussions animées sur les succès et les ratés de la première journée du congrès. Et la question du bilinguisme était le principal sujet à l'ordre du jour.

Les hauts dirigeants du parti ont eu des discussions animées sur les succès et les ratés de la première journée du congrès. Et la question du bilinguisme était le principal sujet à l'ordre du jour.

Seul Québécois en lice dans cette course, l'ancien ministre de l'Environnement, Stéphane Dion, a promis de redresser la barre s'il remporte la victoire demain. « Ce sera différent lorsque je serai chef », a déclaré à *La Presse* Stéphane Dion. Mais dans un point de presse quelques minutes plus tard, M. Dion a répondu à quatre questions en anglais sans prendre le temps de répondre aux questions des journalistes francophones.

Dernière dans cette course, Martha Hall Findlay a aussi déploré le manque de français au congrès. « Pour moi, le Canada est un pays bilingue et il devrait y avoir les deux langues et beaucoup plus de français ici. »

Le député libéral d'Outremont, Jean Lapierre, a soutenu que la situation s'explique par l'arrivée tardive des délégués québécois. « C'est comme d'habitude. Les délégations québécoises arrivent tranquillement. Je pense que plusieurs ont décidé de monter vendredi, que ça ferait pareil », a-t-il affirmé.

Réagissant à la nouvelle publiée dans *La Presse* hier, le ministre fédéral des Travaux publics, Michael Fortier, a accusé les libéraux d'être déconnectés des besoins des Québécois. « Les libéraux accusent le gouvernement Harper d'être inféodés aux Américains. Or c'est un dirigeant du Parti démocrate des États-Unis qui étaient leur invité d'honneur à l'ouverture du congrès. Ils donnent des leçons aux autres, mais ils ne sont pas forts dans la mise en application de ces leçons », a-t-il affirmé, de passage à Québec hier.

Avec Hugo de Grandpré

QUESTION DU JOUR
Qui, selon vous, sera le prochain chef du parti libéral ? Répondez à notre question du jour sur **www.cyberpresse.ca**

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Bob Rae s'est dit insatisfait du niveau de bilinguisme qui a cours au congrès de son nouveau parti.

La question afghane oppose Ignatieff à Rae

GILLES TOUPIN

La question afghane a encore fait des vagues hier au congrès d'investiture du Parti libéral alors que des positions radicalement opposées se sont affrontées, particulièrement celles des deux meneurs de la course, Michael Ignatieff et Bob Rae.

Même si la question de la présence militaire en Afghanistan n'a pas été retenue dans le cahier des politiques prioritaires du PLC, les passions soulevées par la mission afghane auprès des candidats démontrent qu'il s'agit bel et bien d'une priorité politique pour quiconque prendra les rênes du parti.

Les passions soulevées par la mission afghane auprès des candidats démontrent qu'il s'agit bel et bien d'une priorité politique pour quiconque prendra les rênes du parti.

Michael Ignatieff a mené la charge hier lors d'une rencontre de tous les candidats avec l'aile jeunesse du parti. Le meneur dans la course s'est porté à nouveau à la défense de la mission afghane, dans le but d'enfoncer son principal adversaire, Bob Rae.

« Nos soldats ont sept ans de travail à accomplir en Afghanistan. C'est une bonne mission canadienne parce qu'elle sert à défendre un bon gouvernement élu démocratiquement », a-t-il lancé avec conviction.

Bob Rae a évidemment contre-attaqué. « Je crois qu'il y a des défis importants à relever en Afghanistan, a dit l'ancien premier ministre ontarien. Je n'ai pas aimé la motion que le gouvernement Harper nous a imposée pour prolonger la mission. C'était une manière injuste de faire les choses. Je ne me sens nullement lié par cette décision de maintenir les troupes jusqu'en 2009. Le Parti libéral et le prochain gouvernement libéral devraient réexaminer à fond cette mission. »

Selon M. Rae, il faut aussi augmenter les efforts diplomatiques en Afghanistan et ne pas mettre tous les œufs dans le panier militaire. Il ne préconise toutefois pas le retrait immédiat des troupes canadiennes, comme l'exige le NPD. « Nous avons tout de même des obligations envers nos alliés de l'OTAN », précise-t-il.

Gerard Kennedy a également pris le contre-pied de la position du favori Ignatieff en s'opposant au changement de mandat de la mission des troupes canadiennes là-bas. Selon lui, la mission de combat des militaires Canadiens à Kandahar n'est pas en accord avec les valeurs canadiennes de maintien de la paix.

Martha Hall Findlay s'est davantage rapprochée de la position de Michael Ignatieff tout en rejetant une prolongation de la mission au-delà de 2009. « Il n'est pas question d'être là après 2009, a-t-elle dit, à moins d'être certains de faire une différence. On doit commander nos partenaires de l'OTAN après avoir déterminé ce que nous pouvons faire. »

Stéphane Dion a pour sa part pris ses distances de tout le monde en préconisant une autre approche pour l'Afghanistan, celle d'une initiative comparable au plan Marshall en Europe. « Cela a marché pour le Japon, cela a marché pour l'Europe, cela a marché quand les États-Unis ont décidé d'aller à Singapour et à Taiwan pour les aider à mettre en place leurs économies, a-t-il dit. Cela doit marcher aussi pour l'Afghanistan. Mais pour cela il faut arrêter d'avoir des gouvernements néo-conservateurs qui ne croient pas dans le rôle du gouvernement pour aider les économies. Il nous faut une approche libérale pour l'Afghanistan. »

PHOTO REUTERS

Les soldats canadiens basés en Afghanistan ont fait leurs adieux, hier, à deux de leurs camarades tombés au combat. La prolongation de la mission afghane suscite d'ailleurs les passions entre les différents candidats à la direction du PLC.

CONGRÈS DU PLC

PHOTO ANDRÉ PICHETTE LA PRESSE ©

Paul Martin a échangé quelques mots avec Michael Ignatieff hier soir, lors d'une soirée organisée en son honneur. Paul Martin a profité de l'événement pour rendre hommage à son éternel rival, Jean Chrétien.

Martin fait l'éloge de Chrétien

Mais l'ancien premier ministre brille par son absence

HUGO DE GRANDPRÉ

Bon prince, Paul Martin a profité de son dernier discours devant les militants libéraux, hier soir, pour rendre hommage à son éternel rival Jean Chrétien.

Son allocution à peine commencée, l'ancien premier ministre Martin a tendu la main à son prédécesseur, qui brillait par son absence.

« Jean Chrétien a été l'artisan de ce changement, et je suis fier d'avoir été l'un de ses ministres », a-t-il affirmé après avoir fait allusion aux progrès sociaux et économiques mis de l'avant par le Parti libéral durant les années 90.

M. Chrétien et certains de ses proches, incluant son fidèle lieutenant Eddie Goldenberg, étaient absents lors de la soirée d'hier, donnée en l'honneur du dernier premier ministre libéral.

L'opposition entre les deux hommes n'est un secret pour personne. Le congrès d'investiture de 1990, à Calgary, avait donné le ton à la lutte fratricide que les deux ténors se sont livrée pendant plus d'une décennie pour la direction du parti.

« Ce n'est pas surprenant qu'ils n'y soient pas... C'est leur présence qui aurait été une surprise ! » s'est amusé Jean Lapierre hier après-midi.

Mais la magnanimité de M. Martin envers son ancien rival s'est arrêtée à ce clin d'œil, et il a consacré le reste de son discours à brosser un portrait avantageux de son bilan de ministre des Finances et de premier ministre.

Il s'est aussi attardé à envoyer un message aux militants pour l'avenir du parti – et à écorcher les conservateurs au passage. « Le progrès et la justice ont peut-être disparu de notre horizon, mais ce n'est que temporaire et personne ne nous en dépossédera. »

Après des discours de plusieurs personnalités et de brèves performances artistiques, dont une, désopilante, de la chanteuse et comédienne Natalie Choquette, une bannière affichant la photo de l'ancien chef a été hissée au plafond où elle a rejoint celles de ses prédécesseurs, Trudeau, Pearson, Turner... et Chrétien.

Quant à ce dernier, qui était apparemment en Asie, il sera de passage au congrès demain, où il prononcera un discours pour unifier les troupes au terme de l'élection du nouveau chef.

Ignatieff veut faire voyager les jeunes Canadiens

PRESSE CANADIENNE

Le député libéral Michael Ignatieff, qui tentera ce week-end de devenir le nouveau chef du Parti libéral du Canada, souhaite voir les jeunes Canadiens exporter les valeurs du pays vers des endroits comme l'Afghanistan et le Zimbabwe.

M. Ignatieff, qui a passé l'essentiel des 30 dernières années à l'extérieur du Canada, dit avoir eu ce genre d'expérience internationale quand il était jeune et il souhaite la même chance à la nouvelle génération.

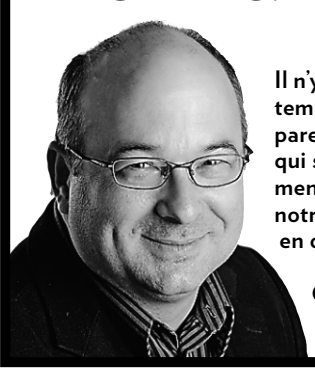
« C'est la génération qui peut diriger le monde, a-t-il dit hier lors du congrès à la direction, à Montréal. Je veux être le chef qui enverra cette génération vers le Zimbabwe, l'Afghanistan, ces endroits où le Canada peut avoir un impact.»

M. Ignatieff a ajouté que les Canadiens devraient partager leur tolérance, leur bilinguisme et leur fédéralisme avec la planète. Il souhaite voir les jeunes « remercier non seulement le Canada, mais toute la planète » à la fin de leurs études.

Si son entourage s'est empressé de clarifier qu'il n'entend pas envoyer les jeunes Canadiens vers ces pays en tant que soldats, M. Ignatieff a précisé qu'il appuie «la bonne mission canadienne» en Afghanistan. Il a aussi affirmé être en faveur du prolongement de la mission canadienne dans ce pays jusqu'en 2009.

«Il ne s'agit pas de chercher des terroristes dans (les montagnes afghanes), a-t-il dit. Cette mission est une bonne mission canadienne, il s'agit d'appuyer et de défendre un gouvernement élu démocratiquement, le premier (du genre) en Afghanistan.»

MICHEL C. AUGER



Il n'y a pas un, mais deux congrès libéraux en même temps. D'abord, le congrès au leadership qui accapare toute l'attention, puis un congrès d'orientation qui s'occupe des politiques du parti et de ses règlements internes. D'heure en heure jusqu'à samedi, notre blogueur politique Michel C. Auger analyse en direct le congrès du Parti libéral.

Cliquez sur Le congrès en direct sur le site www.cyberpresse.ca.

Le grand jeu des alliances a commencé

PLC

suite de la page A1

Mais le camp Dion a aussi mis au point un plan d'attaque pour convaincre les sceptiques d'appuyer sa candidature, a appris *La Presse*. En fin de journée, hier, les délégués québécois de Stéphane Dion ont reçu le mandat de convaincre trois délégués des autres camps de se ranger derrière leur homme d'ici le vote.

Pour la première fois depuis longtemps, de nombreux délégués ont garanti leur allégeance pour un seul tour de scrutin, soit le premier.

En outre, lors d'une réunion de stratégie des délégués de M. Dion, à laquelle *La Presse* a pu assister, on leur a fait part d'une liste de réponses toutes faites pour répliquer aux critiques les plus souvent formulées contre leur candidat.

Par exemple : Stéphane Dion n'a pas d'appuis au Québec? « Il possède au moins 300 délégués de la province. » Dion n'est pas assez rassembleur? « Que faites-vous de la conférence de Montréal sur les changements climatiques? » M. Dion est un anti-politicien? « Bill Gates a un jour dit : « Soyez toujours gentil avec le rat de bibliothèque (*nerd*), car un jour ce sera lui qui vous donnera un emploi ! « »

Pour sa part, Bob Rae a tiré des plans avec Joe Volpe, qui n'a aucune chance de l'emporter mais demeure un facteur en raison de l'appui de 4,8 % des délégués.

« Certainement, j'ai parlé avec les autres candidats. C'est normal. C'est ce que je fais chaque jour et je vais continuer de le faire jusqu'à la fin », a affirmé M. Rae.

La tension monte donc rapidement à mesure que les heures passent. D'autant plus que, pour la première fois depuis longtemps, de nombreux délégués ont garanti leur allégeance pour un seul tour de scrutin, soit le premier. Après, tous les scénarios sont sur la table, ont confié à *La Presse* plusieurs sources libérales.

Ainsi, bien que Michael Ignatieff soit en tête au premier tour, certains de ses organisateurs affichent une certaine nervosité à l'approche de l'affrontement final. Ces derniers ont fixé la barre à 35 % des appuis au premier tour pour remporter la mise. « Si nous n'obtenons pas 35 % au premier tour, nous avons un problème », a déclaré hier l'ancien solliciteur général Wayne Easter, l'un des organisateurs de M. Ignatieff, lors d'une entrevue accordée au réseau CPAC.

Plus tard, un autre organisateur de M. Ignatieff au Québec, le député montréalais Pablo Rodriguez, a tenté de minimiser les attentes en soutenant que son candidat sera en bonne posture pour coiffer tout le monde au fil d'arrivée en recueillant 32 % des appuis au premier tour.

Tous ces jeux d'alliances qui mijotent en ce moment font en sorte que les délégués risquent de veiller très tard demain soir. Plusieurs s'attendent en effet à ce que le choix du futur chef nécessite six ou sept tours de scrutin.

Le député libéral et ancien ministre des Transports, Jean Lapierre, estime dans ce contexte que les discours que doivent prononcer ce soir les huit candidats seront de la plus haute importance.

« Celui qui se plante dans son discours est éliminé de la course, affirme M. Lapierre. C'est la première fois où les discours vont revêtir une telle importance puisque tout le monde reste ouvert pour le troisième, quatrième, cinquième ou sixième tour. C'est lors de ces discours que les délégués vont se faire une idée. »

Selon lui, Michael Ignatieff devra démontrer qu'il est l'homme de la situation pour défaire le premier ministre Stephen Harper aux prochaines élections. Bob Rae devra convaincre qu'il tient à ce poste et qu'il peut « livrer l'Ontario ». Stéphane Dion doit persuader qu'il n'est pas l'anti-politicien que certains prétendent qu'il est. Quant à Gerard Kennedy, sa seule chance de rallier les délégués sera d'exploiter le filon des opposants à toute reconnaissance de la nation québécoise. M. Kennedy a déjà indiqué qu'il s'opposait à la motion de Stephen Harper votée en Chambre cette semaine.

Un autre impondérable pourrait compliquer la vie des libéraux aujourd'hui et demain, celui du mauvais temps qui sévit dans l'Ouest et qui retarde l'arrivée des délégués. Hier en fin d'après-midi, seulement 55 % des délégués de Michael Ignatieff étaient présents au Palais des congrès. Les appuis de Bob Rae n'étaient eux qu'à 47 % sur place alors Gerard Kennedy ne comptait que 39 % de ses 819 délégués. Stéphane Dion était lui à 57 %, soit 427 délégués sur une possibilité de 754. Les divers camps ont entrepris des négociations pour prolonger la période d'inscription – qui devait se terminer ce matin à 9h – afin de permettre à ceux qui sont coincés par le mauvais temps de participer malgré tout au congrès.

L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

Aujourd'hui 1er décembre

15 h
Premier tour de scrutin des délégués

16 h à 21 h
Discours des huit candidats à la direction du Parti libéral

23 h
Résultats du premier tour de scrutin

Demain 2 décembre

9 h
> Début du deuxième tour de scrutin
> D'autres tours de scrutin se dérouleront toute la journée jusqu'à ce qu'un candidat obtienne 50 % plus un des voix.
> Discours du vainqueur.

Dimanche 3 décembre

> Conférence de presse du nouveau chef du Parti libéral

CONGRÈS DU PLC

Soir de sorties pour libéraux en goguette

MALORIE BEAUCHEMIN

On ne comptait plus les fêtes organisées par des militants libéraux, hier, en marge du congrès au leadership qui se tient à Montréal jusqu'à demain. De quoi donner le tournis aux indécis.

Le camp Ignatieff, qui avait tenu la semaine dernière à Montréal le plus grand rassemblement partisan de toute la campagne, a été fidèle à ses habitudes en organisant le *party* qui semble avoir été le plus couru par les militants libéraux. Il faut dire que le rassemblement organisé par l'aile Québec-Ontario de l'équipe d'Iggy, à l'hôtel Intercontinental, était aussi le plus rapproché du Palais des congrès, où tous avaient commencé la soirée. La pluie a peut-être découragé certains de se rendre aux autres réceptions. Plusieurs centaines de militants, dont Pablo Rodriguez, Denis Coderre et Liza Frulla, ont donc pu apprécier un petit verre –de préférence de bière canadienne, la Red Leaf– au son d'un petit groupe de jazz. Au moment de mettre sous presse, Michael Ignatieff s'apprêtait à faire son entrée.

Deux autres des meneurs de la course à la direction du parti, Stéphane Dion et Bob Rae, n'ont pas été en reste. Le premier, seul Québécois à se présenter, a reçu plus de 300 de ses partisans dans l'ambiance feutrée de l'hôtel Place-d'Armes. Un peu plus à l'ouest, au square Victoria, l'entourage de Bob Rae s'était réuni à l'hôtel W, dans une salle trop petite pour accueillir tous les militants au rendez-vous.

Jeunes libéraux

Seul le rassemblement des jeunes libéraux, annoncé comme l'événement à ne pas manquer, ne semblait pas vouloir lever, lors du passage de *La Presse*. Le Métropolis, qui accueillait la relève du parti, semblait beaucoup trop grand pour les quelques dizaines de personnes présentes. Plusieurs jeunes libéraux étaient par ailleurs dispersés dans un peu tous les autres rassemblements, plutôt qu'à celui organisé notamment par Belinda Stronach. Il est vrai que la jeunesse se couche peut-être plus tard...

Plus tôt dans la journée, certains avaient déjà commencé la fête. C'est le cas des partisans de Scott Brison, qui ont pris l'apéritif au très chic club Mount Stephen, rue Drummond. Oubliez les écharpes et autres pancartes; ici, les militants libéraux étaient sur leur trente et un, code vestimentaire oblige. Au menu, vaste choix d'alcools de toute sorte (vin, bière, apéritifs), ainsi que des amuse-gueules, notamment des dumplings aux crevettes et autres foie gras enrobé de chocolat.

Plus de 200 personnes ont assisté à la version courte du discours que prononcera M. Brison ce soir devant les délégués du parti. Le candidat « de l'Atlantique » a sommé l'ensemble des libéraux de mettre de côté leurs différends et de s'unir pour montrer la porte à Stephen Harper. Lorsque le candidat a risqué quelques courtes phrases en français, les partisans, très majoritairement anglophones, ne l'ont pas écouté, préférant discuter entre eux jusqu'à ce que quelqu'un fasse « chut! »

Les partisans de Gerard Kennedy, eux, n'ont pas eu à se déplacer bien loin pour se joindre au rassemblement organisé par l'équipe de l'Ontarien, qui est un des meneurs de la course. Un 5 à 7 avait lieu à l'intérieur même du Palais des congrès, au restaurant de grillades Mediterra. Mais au passage de *La Presse*, les dizaines de convives étaient sagement attablés et mangeaient tranquillement. Certains militants aux écharpes de Kennedy ont même été aperçus en face du Mediterra, en train de dévorer des sandwichs Subway.

PHOTO SHAUN BEST, REUTERS ©

La chanteuse Natalie Choquette a offert une performance de son cru au cours de l'hommage rendu à Paul Martin par le Parti libéral. D'autres spectacles ont également eu lieu hier au Palais des congrès en marge de la soirée.

Les délégués disent non au scrutin universel

À l'approche des élections, la caisse du parti a un surplus de 4,6 millions

TRISTAN PÉLOQUIN

L'ère des grands congrès au leadership coûteux et complexes n'est pas finie. Au grand dam de l'exécutif national du PLC et de plusieurs membres influents du caucus, les délégués libéraux ont rejeté hier un amendement qui aurait accordé le droit de vote à tous les membres du parti lors du choix d'un nouveau chef.

L'amendement, dont la mise aux voix a provoqué de loin le plus vigoureux débat du congrès, a été ardemment défendu par les députés Jean Lapierre et Belinda Stronach. Avec la nouvelle loi sur le financement des partis politiques, qui limitera dès le 1er janvier les dons individuels à 1000$ et qui interdira les dons d'entreprises, la direction du Parti libéral affirme ne plus avoir les moyens de payer pour des rencontres qui réunissent 5000 délégués des quatre coins du Canada.

« Ce n'est plus la Banque Royale et BCE qui financent nos congrès », a plaidé hier midi M. Lapierre, devant les délégués. « Ce sont les individus qui paient, et on ne peut pas demander aux individus de participer au financement sans participer aux décisions. On doit devenir un parti de pleine participation, de pleine mobilisation, un parti vraiment populaire. Et pour ça, ça prend un vote pour chaque membre. Fini la baronnie et les clubs exclusifs au sein du parti. »

Mais le vibrant appel du député d'Outremont n'a pas suffi à convaincre la délégation. Pour être adopté, l'amendement nécessitait un vote favorable des deux tiers des délégués. Craignant que le principe d'un membre un vote permette à des groupes de pression de prendre le contrôle du vote et éloigne davantage les membres les uns des autres, moins de la moitié des délégués ont voté en faveur de l'amendement.

Le Parti libéral reste donc la seule formation fédérale à choisir son chef par le vote de délégués plutôt que par la base militante. De l'avis de plusieurs, ce n'est toutefois qu'une question de temps avant que le principe du vote universel soit adopté. « Les délégués qui sont ici adorent les congrès. Certains y participent depuis l'ère Pearson. Il n'est donc pas étonnant qu'ils soient opposés au principe », a commenté M. Lapierre. « Mais la génération va évoluer et la résistance va s'estomper. J'imagine que ça va se faire par attrition. »

Le rejet de l'amendement sur le vote universel n'a pas empêché l'adoption d'une toute nouvelle Constitution pour le parti, en vertu de laquelle les adhésions sont désormais centralisées, plutôt que gérées par chaque aile provinciale. La nouvelle Constitution diminue aussi considérablement le nombre d'officiers exécutifs nationaux, qui passent de 58 à 29. « Ces changements sont nécessaires et permettront de faire de nous un parti moderne », a commenté le chef libéral intérimaire, Bill Graham.

Ça revient cher le débat

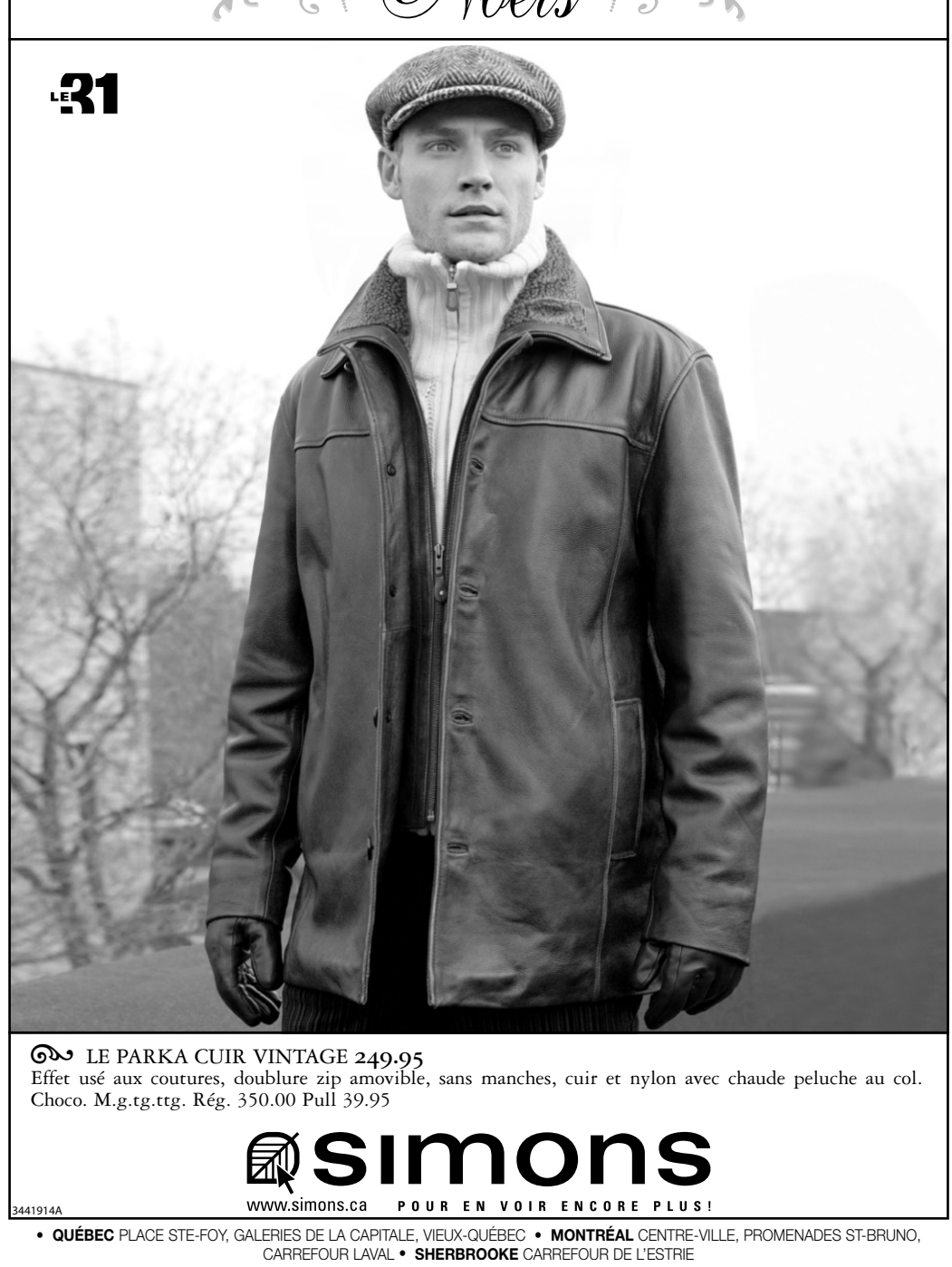
Si le thème du vote universel a soulevé des oppositions, on ne peut en dire autant du reste des résolutions sur lesquelles se sont penchés les délégués. En matinée, ces derniers ont adopté à toute vapeur — et sans le moindre débat — les 25 résolutions prioritaires qui composeront la prochaine plateforme électorale. Parmi celles-ci se trouvait une résolution reconnaissant l'existence du déséquilibre fiscal, concept qu'aucun chef libéral n'a jamais voulu reconnaître officiellement.

La veille, dans les huit ateliers où ont été adoptées quelque 125 résolutions, à peine sept débats en bonne et due forme ont éclaté.

Puisque le congrès coûtera au parti environ 3 millions de dollars, si on ajoute le débat sur le vote universel et celui généré par un vaste projet d'amendement de la Constitution du parti, cela représente un coût unitaire de 333 000$ par débat.

Surplus de 4,6 millions

Par ailleurs, les dirigeants du parti ont présenté hier un bilan financier positif, affichant pour la deuxième fois de son histoire un surplus, qui devrait atteindre 4,6 millions au 31 décembre. « Notre parti est dans une meilleure situation financière qu'il ne l'a été depuis très longtemps, a affirmé le directeur financier du PLC, Lloyd Posno. Nous aurons les fonds nécessaires pour mener une campagne électorale à tout moment au cours des prochains mois. »



CONGRÈS DU PLC

STÉPHANE DION

Entreprise de séduction

HUGO DE GRANDPRÉ

Les délégués de Stéphane Dion ne se contentent pas de scander le nom de leur candidat; ils parlent et ils comptent bien courtiser les supporteurs des clans adverses.

Pendant les quelques heures qui restent avant le premier tour de scrutin, ils ont pour consigne de convaincre chacun au moins trois délégués des autres camps de retourner leur veste. « Commencez dès ce soir à approcher les gens », les a exhorté un organisateur hier, lors d'une réunion de tous les délégués québécois du candidat.

Les jeux de coulisses gagnent en intensité à quelques heures du premier tour de scrutin. Hier, des rumeurs persistantes faisaient état de conversations secrètes entre son rival Gerard Kennedy et lui.

Et tandis que bien des observateurs prédisent une fin longue et serrée, le fait que chaque vote compte n'aura jamais été aussi vrai.

Pour Stéphane Dion, l'une des stratégies consiste en une lutte de visibilité de tous les instants. Les défilés de délégués se sont poursuivis, avec les Dion! Dion! Dion! lancés en cadence. Et un coup de pouce est venu de l'hebdomadaire montréalais gratuit, *Hour*, qui a placé sa photo en une. « Est-ce que le candidat au leadership libéral Stéphane Dion pourra émettre l'étincelle dans le cœur des délégués en cette saison des Fêtes? » On le saura demain.

MICHAEL IGNATIEFF

Démonstration de force

GILLES TOUPIN

C'était la journée des paons hier au congrès d'investiture du PLC. Michael Ignatieff – Iggy pour les intimes – a fait comme les autres. Il a déployé ses plumes pour tenter de prouver à tout le monde qu'il avait le plus beau ramage.

En un mot, les partisans d'Iggy se sont rassemblés dans le plus grand tintamarre dans le foyer du Palais des congrès avec les pancartes d'usage, les t-shirt verts ou rouges à l'effigie du candidat et les cris habituels de ralliement, question de faire croire aux autres délégués, par cette démonstration de force, que la victoire finale était dans le sac.

Mais il y a eu des moments plus sérieux hier pour M. Ignatieff, notamment un petit-déjeuner avec l'équipe des femmes, sa participation à la réunion de la Commission jeunesse du PLC où il a pris la parole et une conférence de presse.

Michael Ignatieff, qui a l'intention ce soir dans son discours aux délégués de démontrer qu'il est celui qui peut faire mordre la poussière au premier ministre conservateur Stephen Harper aux prochaines élections, a assisté hier à l'hommage à Paul Martin avant de courir à deux réceptions tardives dans un grand hôtel de Montréal, l'une organisée par sa délégation ontarienne et l'autre par celle des provinces de la région atlantique.

GERARD KENNEDY

Discrétion habituelle

TRISTAN PÉLOQUIN

Des quatre candidats favoris, Gerard Kennedy est probablement celui qui a fait le moins de bruit depuis l'ouverture du congrès libéral. Et cette tendance s'est poursuivie hier de façon magistrale.

À la sortie d'une activité organisée par les jeunes libéraux, alors que Stéphane Dion et Bob Rae se sont empressés de s'adresser aux médias, Gerard Kennedy était introuvable. Dans un coin, entouré d'affiches portant l'inscription « GK » et de délégués acquis à la cause du candidat ontarien, c'était Justin Trudeau qui répondait aux questions des journalistes.

M. Kennedy n'est-il pas un peu trop effacé? « Absolument pas. M. Kennedy est très présent. Si on ne le voit pas, c'est peut-être parce que je suis plus grand que lui », a répondu à la blague M. Trudeau.

Vers midi, M. Kennedy est finalement apparu devant son kiosque de campagne, question de raviver l'ardeur de ses troupes. « Cette course est le combat de notre vie, leur a-t-il lancé. Nous n'avons peut-être pas la faveur médiatique ni d'appuis en haut lieu, mais nous allons gagner parce que nous travaillons plus fort que les autres. »

Le candidat s'est ensuite rendu à un repas dans le Quartier chinois. Selon son entourage, le reste de sa journée était consacré à des rencontres privées avec des délégués.

BOB RAE

La carte de l'expérience

JOËL-DENIS BELLAVANCE

Bob Rae a joué à fond hier sa meilleure carte, celle de l'expérience politique.

Devant quelque 500 militants libéraux rassemblés dans une salle du Palais des congrès, l'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario a répondu avec doigté et confiance aux questions de son auditoire. Micro à la main, se promenant d'un bout à l'autre de l'estrade, M. Rae était dans son élément naturel, au plus grand plaisir de ses partisans.

Et il a démontré, encore une fois, qu'il a un bon sens de l'humour. « Il est merveilleux d'obtenir une ovation debout, surtout de la part d'autant de gens qui sont déjà debout », a-t-il affirmé d'entrée de jeu.

Bob Rae en a donc profité pour tenter d'expliquer sa pensée sur une foule de sujets, de l'épineux dossier constitutionnel aux problèmes qu'éprouvent les immigrants qui arrivent au Canada en passant par l'éducation postsecondaire, sans oublier l'économie.

Au sujet de l'économie, M. Rae a fait une confession. Alors que l'un de ses plus importants supporteurs, l'ancien ministre des Finances Ralph Goodale, écoutait attentivement, M. Rae a affirmé qu'il a commis une grave erreur en consacrant tous ses efforts à combattre la récession dans les années 90 lorsqu'il dirigeait l'Ontario. « J'aurais dû combattre la récession et le déficit en même temps. »

PHOTO ANRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Marg Stephen est venu d'Edmonton pour prendre part au congrès des libéraux à Montréal. Et à sa manière, il affiche fièrement sa préférence.

Ces chefs mal-aimés

CHEFS

suite de la page A1

C'est vrai dans tous les partis canadiens et québécois, mais ce l'est encore davantage ces dernières années au Parti libéral, qui n'a jamais été très sentimental envers ses chefs.

Parlez-en à Paul Martin, honoré hier par les militants libéraux, tout juste trois ans après avoir accédé triomphalement au trône. En novembre 2003, il n'y avait pas assez de sièges au Air Canada Centre de Toronto pour accueillir les fans de Paul Martin. Hier, on a marqué honnêtement son départ, mais il ne se trouvait plus grand monde parmi les milliers de délégués pour regretter Paul Martin. Plus personne n'en parle d'ailleurs.

Ses plus fidèles amis, qui sont bien discrets dans cette course, ont tout de même noté en privé leur indignation de voir Jean Chrétien invité par le Parti comme conférencier, demain. « M. Chrétien vient jouer les unificateurs, dit l'un d'eux sous le couvert de la confidence, mais il n'a même pas eu la grandeur d'âme de modifier un peu son voyage en Asie pour revenir plus tôt et assister à l'hommage de Paul Martin. Tout un pacificateur! »

Il y a trois ans, à Toronto, la bande à Paul Martin entassée dans une loge du Air Canada Centre se bidonnait et lançait de vilaines blagues pendant le discours d'adieu de Jean Chrétien. Hier soir, ses membres ont écouté leur ancien chef étirer encore un peu son départ. Et demain, la boucle se boucle, ils écouteront Jean Chrétien leur parler d'unité et de valeurs libérales. Dur, dur…

Pour les amis de Paul Martin, demander à Jean Chrétien de parler d'unité au Parti libéral, c'est comme inviter un pyromane au congrès des pompiers. « Il a tellement mis d'efforts à miner Paul, c'est fort de le voir maintenant parler d'unité », indique un proche de Paul Martin.

À ce jeu-là, il faut toutefois admettre que le camp Martin a lui aussi fait la vie dure aux pro-Chrétien. Si ces deux-là avaient eu la noblesse de passer par-dessus leur rancœur et leurs ambitions, le parti qu'ils laissent en héritage à un nouveau chef ne serait pas aussi amoché.

La bonne nouvelle pour le prochain chef, quel qu'il soit, c'est que l'interminable guerre des clans Chrétien et Martin prendra fin, finalement, avec ce congrès. Non pas que les deux ennemis aient fait la paix, mais plus simplement parce qu'il n'y a plus de clan Martin. Point.

Jean Chrétien, le politicien extrême à la ténacité légendaire, a gagné. Tous les candidats à la direction ont consulté Jean Chrétien, ses conseillers ont fait lourdement sentir leur présence dans l'équipe de Bob Rae et c'est lui que l'on invite maintenant comme conférencier, même si on n'évoque presque jamais son nom au Parti libéral depuis l'éclatement du scandale des commandites.

L'influence de Jean Chrétien sur son parti n'est plus ce qu'elle était, mais il a encore du poids et il en aura encore davantage si les délégués élisent Bob Rae, demain. L'ancien chef est resté officiellement neutre, mais il suffit de le connaître un peu pour savoir qu'il n'a aucun atome crochu avec Michael Ignatieff (M. Chrétien n'a jamais été proche des universitaires, qu'il juge déconnectés de la vraie politique). On sait aussi qu'il est résolument contre toute motion reconnaissant la nation québécoise.

Jean Chrétien a accepté de prendre la parole devant les militants libéraux pour parler d'unité, mais on dit qu'il est profondément blessé d'avoir vu que d'anciens fidèles, comme Denis Coderre, Stéphane Dion ou Dominic Leblanc, ne l'ont pas défendu lors du dépôt du rapport Gomery.

Entre l'hommage à Paul Martin, que les libéraux considèrent être le plus grand flop depuis John Turner, et le discours de Jean Chrétien, vu comme le principal responsable du scandale des commandites, on ne peut pas dire que le PLC vit une relation chaleureuse avec ses anciens chefs.

Au moment de refermer définitivement le livre sur la guerre Chrétien-Martin, les libéraux disent vouloir d'abord élire un rassembleur capable de soigner les nombreux blessés. Mais, en fait, ce qu'ils cherchent vraiment, c'est un chef capable de battre Stephen Harper le plus vite possible. Le PLC n'est pas un parti sentimental, c'est un parti de pouvoir. On l'a bien vu encore ces deux derniers jours, avec la vitesse à laquelle les militants ont expédié les débats.

La seule question qui guidera les délégués, dans le fond, c'est de savoir qui peut les ramener au pouvoir.

Quand ils prendront la parole devant le congrès, ce soir, c'est aussi la seule chose qui devrait préoccuper les candidats.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

YVES BOISVERT

Ce que Boisclair n'a pas vu

Depuis le temps qu'il fait de la politique, c'est-à-dire depuis 1000 ans, André Boisclair n'a plus l'excuse de la naïveté, ni de l'innocence. Quand il va faire un sketch avec des humoristes, il ne le fait pas par étourderie. Il le fait par calcul.

Quel calcul? Il est évident. André Boisclair a une image un peu coincée, les gens ne cessent de le lui dire. Quoi de mieux qu'une apparition sympathique dans une émission d'humour pour s'humaniser aux yeux du public et des médias, parfois si ingrats?

Le deuxième objectif était bien sûr de dédramatiser son homosexualité, puisque le sketch est une parodie de ce film de cowboys gais, *Brokeback Mountain*.

Il connaissait le scénario, il savait de quoi il s'agissait, et il a calculé qu'il avait intérêt à le faire. Il n'y a rien de gratuit là-dedans.

Mauvais calcul, apparemment, de son propre aveu. Non pas pour les raisons qui sautent aux yeux: la nudité, un «sketch vulgaire», «pas drôle», qui «insulte» le président des États-Unis et Stephen Harper. Insulter le président des États-Unis et Stephen Harper, au contraire, vous assure une ovation au Québec.

Ce qui me paraît le plus intéressant, c'est ce à quoi il n'a pas pensé. Il n'a pas pensé qu'il a terriblement l'air ti-cul.

André Boisclair succède à Bernard Landry, Lucien Bouchard, Jacques Parizeau, Pierre Marc Johnson et René Lévesque. À côté d'eux, André Boisclair est un politicien-enfant. Pas uniquement parce qu'il est d'une autre génération. Mais parce qu'il n'a rien fait d'autre que de la politique. Et parce qu'il lui reste à montrer qu'il a l'étoffe d'un chef d'État. Qu'il a une pensée originale, notamment. Tel est le fardeau du successeur de ces gens-là.

Il aurait vu ce dont il aurait l'air dans cette petite blague: un gentil politicien provincial invité dans une séance de comédie. Et il aurait dit: pas moi, merci.

Ça ne vaut pas une démission. Mais, quoi qu'on en dise, ça nous renseigne mieux sur lui que bien des émissions d'affaires publiques.

Paf! le chien!

Stéphane Dion, candidat au leadership libéral, sait lui aussi qu'il dégage une image, comment on dit qu'André Boisclair est prétentieux. Mais j'ai parfois l'impression qu'il se donne cette contenance extérieure rigide pour se convaincre lui-même. Il en rajoute dans l'allure chef d'État. Y croit-il? S'il y croyait, il se verrait dans le «concert des nations» avec le président des États-Unis (pensez-y: des élections l'an prochain, un référendum gagnant en 2008, et le voici avec George Bush; c'est ça le programme!). Et il aurait vu tout de suite ce qui cloche dans ce sketch pour lui, en tant que futur chef d'État.

Le geste d'André Boisclair ne vaut pas une démission. Mais, quoi qu'on en dise, ça nous renseigne mieux sur lui que bien des émissions d'affaires publiques.

dire, qu'il faut gérer. L'intellectuel cérébral, un peu hautain, donneur de leçons, était aux *Francs-tireurs* cet automne. Patrick Lagacé lui a demandé, pour finir l'entrevue, s'il racontait des blagues de temps en temps — il a tellement l'air sérieux.

Des blagues? Certainement, a répondu M. Dion. «Connaissez-vous l'histoire la plus courte du monde?» Non, a répondu l'intervieweur.

«C'est l'histoire de Paf le chien», a dit Stéphane Dion. Ah bon. Voilà: votre enfant ne veut pas se coucher et réclame une histoire. Racontez-lui l'histoire de Paf le chien.

Quelle est donc cette histoire? «L'auto passe... et paf! le chien!»

— Vous trouvez ça drôle? lui a demandé Lagacé.

Oh, oui, Stéphane Dion trouvait ça franchement drôle. Il a même éclaté de rire: «L'auto passe et paf! le chien!»

Voilà qui est bien insignifiant et ne nous en apprend guère sur les idées de l'homme politique, me direz-vous. Sauf qu'on n'élit pas qu'un programme, mais aussi des gens qui sont censés les mettre en œuvre. La question du caractère n'est donc pas insignifiante.

Or, il y a dans ce petit bout d'entrevue un immense révélateur de la personnalité de Stéphane Dion. Cet homme est en train de nous suggérer d'endormir un enfant avec une histoire de chien qui se fait écraser. Allez, bonne nuit mon bébé, et surtout, fais de beaux rêves! Paf! le chien!

Je ne dis pas ici que Stéphane Dion est cruel ou insensible. Je suis convaincu qu'il ne ferait pas, lui-même, une telle chose avec son enfant. J'observe simplement comment il se met les pieds dans le plat social sans même s'en apercevoir. Il ne s'est pas rendu compte de ce qu'il était en train de raconter. Il n'a pas pensé à ce dont il aurait l'air. Ou plutôt, il y a pensé: il s'est dit qu'il raconterait une bonne blague et que ça le rendrait sympathique, on verrait bien qu'il n'est pas l'être cérébral qu'on présente aux nouvelles. Il pense, certes, mais pour parler comme les livres de croissance personnelle, il n'a pas d'intelligence émotionnelle. Toute sa maladresse sociale est là. Spontanément, l'homme ne mesure pas ses effets. Il ne se met pas naturellement dans la tête de celui qui l'écoute. S'il faisait un discours en disant, comme Bill Clinton, «I feel your pain», ce serait peut-être vrai, mais on ne le croirait pas (Clinton, lui, on le croyait même quand ce n'était pas vrai, mais c'est une autre histoire).

Tout ça ressortait de cette petite question apolitique et, finalement, sympathique. Il y a toujours un piège, plus sournois encore quand le politicien sort des sentiers médiatiques battus.

COURRIEL
pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Motion sur la nation à l'Assemblée nationale

Landry et Taillon se réjouissent

PRESSE CANADIENNE

L'ancien premier ministre Bernard Landry estime que l'accord intervenu à l'Assemblée nationale sur la question de la nation québécoise va forcer les Canadiens à regarder la vérité en face.

«Le texte de la résolution m'apparaît vraiment bien. C'est une belle réconciliation de tous les points de vue», a indiqué M. Landry, à l'issue d'un colloque. «Le Parlement du Canada s'est prononcé. Sans que ce soit lumineux, c'est une avancée respectable. L'Assemblée nationale en prend acte et rappelle que le Québec est libre de mener son destin. C'est une belle unanimité.»

Ce qui réjouit particulièrement M. Landry, c'est la perspective que la motion fédérale suivie de la motion québécoise forcent «le reste du Canada, qui est opposé à 80 % à la reconnaissance de la nation québécoise, à réfléchir». «Plus il y aura de débats, plus c'est leur rendre service pour qu'ils regardent la vérité en face», a-t-il dit.

De son côté, le président de l'Action démocratique du Québec, Gilles Taillon, a dit croire qu'il était nécessaire et obligatoire qu'il y ait un vote unanime sur cette question. «Il était nécessaire de reconnaître un geste qui est intéressant pour le Québec en provenance d'Ottawa. C'est une obligation de le reconnaître. Bravo, ils se sont entendus. Que l'Assemblée nationale soit unanime est une très bonne nouvelle pour le Québec», a-t-il commenté, à la sortie du même colloque que M. Landry.

EN CE TEMPS DES FÊTES!

OYSTER PERPETUAL DAY-DATE ET LADY-DATEJUST

Disponible chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JEWELLERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTREAL (514) 845-4651

ROLEX

3442799A

POLITIQUE

PHOTO JACQUES BOISSONOT, PRESSE CANADIENNE

Libéraux, péquistes et adéquistes ont mis de l'eau dans leur vin et sont parvenus à un compromis, tard mercredi soir, saluant le « caractère positif » de la reconnaissance de la nation québécoise par Ottawa.

Reconnaissance de la nation québécoise par Ottawa

L'Assemblée nationale adopte une motion à son tour

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC – Après deux jours de tir à la corde, l'Assemblée nationale accouche finalement d'une motion unanime saluant le « caractère positif » de la reconnaissance de la nation québécoise par Ottawa.

Libéraux, péquistes et adéquistes ont mis de l'eau dans leur vin et sont parvenus à un compromis, tard mercredi soir. « Ça exigeait un certain effort de part et d'autre, a reconnu le premier ministre Jean Charest.

En vertu de la motion adoptée à l'unanimité hier, l'Assemblée nationale « prend acte du fait que la Chambre des communes a entériné le 27 novembre dernier, par une forte majorité et avec l'appui de toutes les formations politiques représentées au Parlement canadien, la motion présentée par le premier ministre du Canada se lisant comme suit: *Que cette Chambre reconnaisse que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni.* »

La motion précise également que l'Assemblée nationale reconnaît « le caractère positif » du geste d'Ottawa. Elle ajoute enfin que ce geste « ne diminue en rien les droits inaliénables, les pouvoirs constitutionnels et les privilèges de l'Assemblée nationale et de la nation québécoise ».

C'est le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, qui a rédigé cette motion. Le PQ a exigé de légères modifications. Le chef de cabinet du premier ministre, Stéphane Bertrand, et celui de la leader parlementaire du PQ, Stéphane Dolbec, sont parvenus à un compromis acceptable pour tous.

Libéraux et péquistes trouvent leur compte dans cette motion, même s'ils ont dû faire des concessions. Les péquistes ont accepté que la motion souligne la reconnaissance de la nation québécoise « au sein d'un Canada uni ». Toutefois, ils sont satisfaits du passage précisant que le geste des Communes ne diminue en rien les droits de l'Assemblée nationale, même s'ils voulaient au départ rappeler que le Québec n'a pas adhéré à la Constitution.

Dans leur motion originale, présentée mardi, les libéraux souhaitaient que l'Assemblée nationale « se réjouisse du geste significatif » fait par les Communes et affirme qu'il s'agit d'un « progrès important ». Ils se contentent finalement de souligner son « caractère positif », une formule plus modeste.

Les adéquistes, qui appuyaient les libéraux depuis le début de la saga, ont appuyé la motion sans hésitation. Depuis mardi, les trois formations politiques ferraillaient au sujet de la réponse que devrait donner l'Assemblée nationale à la position d'Ottawa.

« Nous voyons dans cette motion de la Chambre des communes un signal très important de l'évolution du système fédéral canadien », a affirmé Jean Charest. Il a voulu saluer le « courage » de son homologue fédéral Stephen Harper, qui a fait « un geste de respect et d'ouverture important à l'endroit du Québec ».

Jean Charest a prononcé une partie de son discours en anglais pour affirmer d'un ton rassurant « à l'ensemble des Canadiens » qu'en reconnaissant la nation québécoise, « We celebrate Canada itself ».

André Boisclair a dit saluer « dans le respect et la sobriété » la reconnaissance de la nation québécoise par le Parlement fédéral. « Les souverainistes sont capables de marquer les progrès et de les reconnaître, ce qui ne nous distrait pas de notre objectif. »

Le chef péquiste a souligné que « les fédéralistes sont, encore aujourd'hui, confrontés à leur vrai problème: l'impasse constitutionnelle de 1982 ».

« Si j'ai déploré l'hésitation pour arriver à cette motion, je me réjouis grandement, aujourd'hui, que l'Assemblée nationale soit capable de le faire », a affirmé de son côté le chef adéquiste Mario Dumont.

« Cette reconnaissance de la nation est une excellente nouvelle qui ouvre la porte à une vision enrichie de la place du Québec dans le Canada », a-t-il ajouté.

Troisième report du rapport sur Option Canada

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Campagne électorale ou pas, le rapport d'enquête du juge Bernard Grenier sera rendu public au printemps, indique-t-on au bureau du directeur général des élections. Le DGE, Marcel Blanchet, a autorisé hier une troisième prolongation pour l'enquête qui doit lever le voile sur les gestes du Conseil pour l'unité canadienne lors de la campagne référendaire de 1995.

Le mandat confié au juge Grenier en janvier dernier devait produire un rapport en mars 2006, un horizon repoussé par la suite en septembre, puis en décembre 2006. Avec ce nouveau délai, à mars 2007, le juge Grenier aura pris un an de retard.

Pour le porte-parole du DGE, Denis Dion, le commissaire Grenier sera libre de rendre public son rapport au moment qu'il jugera opportun – il n'a pas à être déposé à l'Assemblée nationale. Dans une enquête similaire, le juge Jean Moisan avait suscité beaucoup de remous avec un rapport déposé en juin sur le financement des partis politiques. Le PQ surtout s'était retrouvé dans l'embarras.

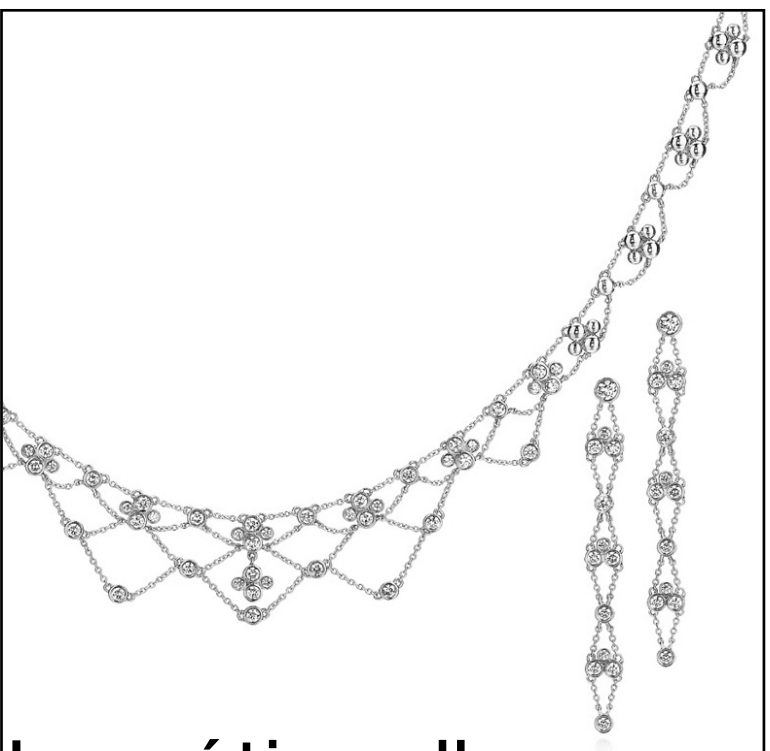
Avec la prolongation du mandat de la commission Grenier, le chef du bureau du Québec à Toronto, Jocelyn Beaudoin, verra du même coup prolongé son congé payé (un salaire annuel de 133 000 $). Ancien directeur général du Conseil de l'unité canadienne, M. Beaudoin s'était retrouvé sur la sellette quand avait été publié un livre pamphlétaire, *Les secrets d'Option Canada*. Ses auteurs, Robin Philpot et Norman Lester, avaient soutenu que le gouvernement fédéral avait illégalement dépensé des millions dans la campagne référendaire par l'intermédiaire d'une organisation peu connue, Option Canada, qui à l'origine était un bras du Conseil pour l'unité canadienne.

Selon des sources fiables, la commission Grenier a « commencé par le bas de la pyramide » et interrogé dans un premier temps environ 70 employés subalternes qui avaient travaillé ou été en liens avec Option Canada. Les prochains mois seront utilisés pour interroger les acteurs plus importants. L'obligation de transmettre à tous ces témoins la documentation utile, « la mise en forme des cahiers de preuve exige beaucoup de minutie et donc de temps », explique le juge Grenier, dans la lettre qu'il a transmise au DGE pour obtenir un nouveau report.

Selon les informations obtenues, certains témoins dans ces audiences secrètes ont tenté de remettre en question l'impartialité du procureur choisi par le juge Grenier, Me Raymond Doray, une connaissance du chef péquiste André Boisclair. Me Doray avait aussi contribué au financement de sa campagne à la direction du PQ. Ces arguments ont fait long feu ; l'avocat Doray avait été aussi choisi par le très libéral André Ouellet – ex-ministre de Jean Chrétien – pour sa défense devant la commission Gomery !

Plusieurs décideurs importants du Conseil pour l'unité canadienne à l'époque s'étaient retrouvés dans des postes en vue par la suite. La liste des contractuels d'Option Canada, divulguée par MM. Philpot et Lester contenait les noms de plusieurs attachés politiques libéraux actuellement encore dans les cabinets ministériels.

Dans son rapport déposé aux Communes en mai dernier, la vérificatrice générale du Canada Sheila Fraser n'avait pas jugé utile d'enclencher une enquête sur la base des documents publiés par MM. Philpot et Lester, à la veille des dernières élections fédérales. À la surprise générale, fin juin, la GRC a annoncé qu'elle menait sa propre enquête sur Option Canada, alors que la police fédérale avait soutenu, dans des notes transmises au gouvernement Harper en février 2006, qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour poursuivre une investigation.



Les étincelles des Fêtes.

Le raffinement. Inspiré par Birks.

De la collection de bijoux sertis de diamants BIRKS LACE[MC] créée par Jose Hess, créateur vedette de Birks. Collier, 7 750 $. Boucles d'oreilles, 4 850 $.

BIRKS[MD]

Magasinez avec nous en ligne ou à votre magasin Birks préféré. Visitez le www.birks.com ou composez le 1.800.682.2622.

3446645A

REPORTAGES PUBLICITAIRES

SHOPPING Noël

LES GUIDES DE CADEAUX

LE SAMEDI 2 DÉCEMBRE

Vous ne manquerez pas d'idée...

LE SAMEDI 9 DÉCEMBRE

Le plus dur sera de choisir...

LA PRESSE

et ne manquez pas les concours

«Gagnez vos cadeaux»

3441883A

CONFLIT ENTRE QUÉBEC ET LES MÉDECINS SPÉCIALISTES

Les parties discutent... procédures

ÉMILIE CÔTÉ

L'audience publique à laquelle étaient convoqués Québec et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) n'a donné lieu qu'à un débat de procédures, hier. Les deux parties ne s'entendaient pas sur la partialité du Conseil des services essentiels quand l'audience a été ajournée.

Il n'a jamais été question de l'impact des moyens de pression annoncés par les médecins spécialistes sur les usagers du système de santé. Les discussions reprennent ce matin. Et elles pourraient durer plusieurs jours.

Avant-hier, la FMSQ a déposé deux requêtes préliminaires. L'une conteste la constitutionnalité de la loi spéciale imposée en juin aux médecins, et l'autre remet en question l'impartialité du Conseil des services essentiels.

La première a été rejetée, car la FMSQ conteste déjà la constitutionnalité de la loi 31 devant la Cour supérieure. Le Conseil se prononcera sur la deuxième ce matin, après avoir entendu les deux parties hier après-midi. Les avocats des médecins spécialistes soutiennent que les membres du CSE sont en conflit d'intérêts, du moins « en apparence », car ils sont payés et nommés par Québec. « Le gouvernement qui est ici à titre de partie est celui qui vous paye », a fait valoir l'un des avocats, Me Jean-Pierre Belhumeur.

« Vous n'êtes pas un tribunal, mais même si vous étiez un tribunal, votre organisme répond aux critères d'impartialité », a rétorqué le procureur général, Me Marc-André Fabien, après avoir cité des cas de jurisprudence.

Représentant le gouvernement, Me Jean-François Lemay a déploré la longueur des procédures. « Comme représentant du Ministère, je trouve malheureux qu'on gruge le temps d'aujourd'hui pour traiter de ces questions », a-t-il commenté.

Le directeur général du Conseil pour la protection des malades, Me Paul G. Brunet, était du même avis. « Convenons qu'il n'y aura pas de moyens de pression ou de menaces pendant que vous débattez des droits fondamentaux », a-t-il suggéré.

Mais le procureur de la FMSQ, Me Jean-Marie Larivière, soutient que les médecins spécialistes respectent la loi spéciale. À l'heure actuelle, les médecins boycottent seulement les tâches d'enseignement. Des tâches qui ne sont pas rémunérées, plaide l'avocat. « C'est la seule petite porte dans la loi que nous pouvons ouvrir. »

Les autres moyens de pression annoncés ne représentent pour l'instant que des menaces. « Actuellement, les patients ne sont pas privés de soins. Ce qui nous inquiète, c'est ce qui se dessine en janvier », a confirmé à *La Presse* le président du Regroupement provincial des comités d'usagers, Jean-Marie Dumesnil. Mais il se dit préoccupé par le sort des étudiants en médecine qui sont privés de stage. « On manque déjà de médecins », a-t-il souligné.

Hier, le Regroupement n'a pu prendre la parole, faute de temps. Ni les étudiants en médecine de l'Université Laval. L'audience reprend ce matin, à 9h30.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Il n'a jamais été question, hier, de l'impact des moyens de pression annoncés par les médecins spécialistes sur les usagers du système de santé. L'audience publique à laquelle étaient convoqués Québec et la Fédération des médecins spécialistes du Québec n'a donné lieu qu'à un débat de procédures. Les discussions reprennent ce matin et pourraient durer plusieurs jours.

HEURES D'OUVERTURE

Des modifications par règlement

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le ministre du Développement économique Raymond Bachand déposera aujourd'hui ce qui devrait être le dernier projet de loi destiné à changer les heures d'ouverture des commerces, dans l'histoire parlementaire du Québec.

Le très court projet de loi déposé aujourd'hui prévoira qu'à l'avenir, de telles modifications pourront se faire par voie réglementaire, un mécanisme beaucoup plus léger que celui prévu dans la loi adoptée en 1992.

Le projet de loi de M. Bachand prévoit que les employeurs pourront avoir le nombre d'employés qu'ils désirent jusqu'à 20h, la fin de semaine. Par la suite, la règle de quatre employés s'appliquera.

Le maximum de quatre employés, qui s'applique dès 17h la fin de semaine, est la cause d'inconvénients majeurs chez les consommateurs comme chez les détaillants.

Le projet de loi sera scruté la semaine prochaine par les députés – deux jours de commission parlementaire sont déjà prévus où une douzaine de groupes ont été invités à se faire entendre.

Commission des droits de la personne

Le retour de Pierre Marois sera bref

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le retour de Pierre Marois comme président de la Commission des droits de la personne sera bref. Le gouvernement Charest compte nommer rapidement l'ex-bâtonnière du Québec, Madeleine Lemieux, à la présidence de cet organisme plongé dans la tourmente depuis plus d'un an.

En procédant rapidement, probablement avant l'ajournement des Fêtes. Québec veut tourner rapidement la page sur la présidence de Pierre Marois, qui devait réintégrer ses fonctions le 11 décembre, après 14 mois d'interruption.

Le mandat de M. Marois est terminé depuis juin 2006, mais la pratique veut qu'un président nommé par l'Assemblée reste en poste tant que son successeur n'est pas choisi. L'ancien ministre avait quitté son poste le temps qu'une enquête soit effectuée sur les accusations de « harcèlement psychologique » déposées contre M. Marois.

Une entente à l'amiable était intervenue, mais M. Marois en avait brisé les termes la semaine dernière en rendant public un long plaidoyer affirmant qu'il avait été « exonéré de tout blâme ». La plaignante, Ginette L'Heureux, pourrait facilement utiliser cette sortie pour faire casser l'entente, nouvelle source d'irritation pour le gouvernement, a-t-on appris.

Pouvoirs accrus des MRC

Il n'y aura pas de « grande nuit » de la décentralisation, prévient la ministre

MARTIN OUELLET
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Les régions du Québec vont devoir modérer leurs attentes en regard de la décentralisation des pouvoirs promise par le gouvernement Charest.

La ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, a lancé cet avertissement hier tout juste avant de rencontrer les leaders régionaux réunis en colloque à Québec pour faire le point sur les projets de décentralisation proposés par les municipalités régionales de comtés (MRC).

« Je veux vous dire qu'il n'y aura pas de grande nuit de la décentralisation », a prévenu d'emblée Mme Normandeau au cours d'un point de presse dans la capitale.

Les MRC souhaitent exercer des pouvoirs accrus en matière d'exploitation des ressources naturelles, d'aménagement du territoire, de transport, de gestion scolaire, de formation de la main-d'œuvre, de justice, de développement économique et de tourisme.

Même si les projets retenus par les MRC présentent « des pistes intéressantes à explorer », il n'est pas dans l'intention du gouvernement de brûler les étapes, a mentionné Mme Normandeau.

Selon elle, une démarche « progressive » et « graduelle » s'impose pour éviter que l'exercice de la décentralisation ne se résume qu'à un nouveau « pelletage des responsabilités » dans la cour des municipalités.

« Il n'y a pas de recette magique, pas de solution miracle, ce n'est pas vrai que l'on va tout régler par la décentralisation. Donc, on privilégie une approche pragmatique, (on) veut qu'elle donne des résultats concluants », a-t-elle dit.

Selon Nathalie Normandeau, une démarche « progressive » et « graduelle » s'impose pour éviter que l'exercice de la décentralisation ne se résume qu'à un nouveau « pelletage des responsabilités » dans la cour des municipalités.

En dépit de la prudence du gouvernement, le processus de décentralisation se déroule somme toute rondement depuis l'élection générale de 2003, a fait valoir Mme Normandeau.

Entre autres, par le biais de la politique énergétique, les leaders régionaux sont devenus « des acteurs et non plus des spectateurs » du développement éolien et hydroélectrique.

« Le fait (pour les régions) d'être partenaires et de participer financièrement à l'érection d'une mini-centrale ou d'un parc éolien va se traduire par des recettes, des revenus autonomes (...). En soit, c'est une petite révolution », a illustré la ministre. À cela s'ajoutera d'ici « quelques jours » la présentation de la nouvelle version de la Politique de la ruralité, qui comportera « des outils bonifiés » pour les régions, a promis Mme Normandeau.

Le président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Bernard Généreux, qui a souvent dénoncé la lenteur du gouvernement à enclencher la décentralisation tant promise en campagne électorale, semble aujourd'hui beaucoup moins critique.

Les choses progressent bel et bien, même si ce n'est « peut-être pas à la vitesse qu'on aurait souhaité », a confié M. Généreux.

AVIS NOUVELLE AUTORISATION

En vertu de l'article 64 de la Loi électorale, le Directeur général des élections donne avis qu'il a autorisé, à compter du **21 novembre 2006,** l'instance du parti Québec solidaire de la circonscription de Saint-Henri — Sainte-Anne. Monsieur William Sloan agit comme représentant officiel de cette instance.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Pour plus de renseignements, composez sans frais 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

3445659

3434314A

Oui. Et non. Oui, à toutes les deux heures, un Canadien est saisi du virus qui cause le sida. Et non, un trop grand nombre de Canadiens ne saisissent pas l'ampleur de la question. Le sida, ce n'est pas le problème des autres. Il affecte vos proches et vos amis, votre communauté, et l'économie. Faites partie de la solution. Renseignez-vous, minimisez vos risques, parlez de sida avec ceux qui vous tiennent à cœur et appuyez votre organisme communautaire de lutte contre le sida. **Pour en connaître davantage, consultez le cdnaids.ca.**

Une initiative de la Journée mondiale du sida

mcmillan marketing communications · GILEAD · gsk GlaxoSmithKline partenaires · Shire Shire BioChem · Abbott Virology · BMS Virologie Bristol-Myers Squibb Canada Inc. · Pfizer

CANADIAN AIDS SOCIETY SOCIÉTÉ CANADIENNE DU SIDA

POLITIQUE

RÉMUNÉRATION

Québec paye moins que le privé

PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement provincial rémunère moins bien son personnel que la moyenne des gros employeurs de la province, secteurs privé et public confondus, révèle une enquête de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) rendue publique hier.

D'après l'étude, le salaire des employés de l'administration publique québécoise était cette année de 15,2 % inférieur à celui des autres salariés d'entreprises ou d'organisme dont l'effectif dépasse 200 personnes.

Si l'on tient compte des avantages sociaux et des heures travaillées, l'écart rétrécit à 12 % avec l'ensemble des salariés, et à 8 % avec ceux du secteur privé.

L'ISQ souligne cependant que certains avantages ne sont pas pris en considération, puisqu'on ne peut les traduire en coûts. C'est entre autres le cas de la sécurité d'emploi.

Malgré tout, « lorsque les années 2001 et 2006 sont considérées, la situation comparative de l'administration québécoise s'affaiblit vis-à-vis de ces deux secteurs, tant sur le plan salarial que sur celui de la rémunération globale », peut-on lire dans le document intitulé « Rémunération des salariés. État et évolution comparés 2006 ».

Cette étude est menée tous les ans par l'ISQ, à la demande du gouvernement et des syndicats de la fonction publique.

Les mieux rémunérés se retrouvent dans la fonction publique fédérale ou dans les entreprises publiques, comme la SAQ ou Hydro-Québec.

L'organisme étudie les salaires de 60 emplois dans cinq secteurs de la fonction publique, y compris ceux des commissions scolaires et du système de santé.

L'enquête ne considère cependant que les postes ayant des équivalents dans l'administration fédérale ou dans le secteur privé.

Elle ne tient donc pas compte des postes se retrouvant exclusivement dans le secteur public, comme ceux de médecins spécialistes et des enseignants, par exemple.

Si l'on se fie à l'étude, les salariés les mieux rémunérés, en moyenne, se retrouvent dans la fonction publique fédérale ou dans les entreprises publiques, comme la Société des alcools du Québec (SAQ) ou Hydro-Québec.

Selon l'Institut, la majorité des salariés québécois devraient profiter en 2006 et 2007 d'augmentations supérieures à l'Indice des prix à la consommation (IPC). La hausse salariale moyenne serait de 2,3 % pour les deux années.

Avec des augmentations de 2 %, les salariés de l'administration québécoise ne verront toutefois leur pouvoir d'achat s'améliorer que de 0,1 %, comparativement à 0,9 % pour ceux du secteur privé.

Selon le président de la FTQ, Henri Massé, le retard salarial des employés du secteur public québécois par rapport à leurs collègues du secteur privé est « carrément honteux ».

« On fait régulièrement état de la dégradation des infrastructures publiques, de leur entretien, de l'hygiène dans nos hôpitaux, de l'éclosion de bactéries et, en même temps, on envoie le message que les personnes qui doivent s'en occuper ne méritent pas un salaire convenable. Il faut être conséquent », a-t-il fait valoir dans un communiqué.

Les municipalités veulent « mutualiser » l'éolien

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Les municipalités du Québec veulent s'approprier la filière éolienne et mettre un terme au développement désordonné, sinon anarchique, de l'énergie du vent dans les régions.

La Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'une des deux grandes organisations municipales au Québec avec l'Union des municipalités (UMQ), souhaite en effet mettre en commun le bloc de 250 mégawatts (MW) d'énergie éolienne réservé par le gouvernement Charest aux communautés locales.

Le président de la FQM, Bernard Généreux, en a fait l'annonce hier dans la capitale à l'occasion d'un colloque des municipalités régionales de comté (MRC).

Oui. Et non. Oui, à toutes les deux heures, un Canadien est saisi du virus qui cause le sida. Et non, un trop grand nombre de Canadiens ne saisissent pas l'ampleur de la question. Le sida, ce n'est pas le problème des autres. Il affecte vos proches et vos amis, votre communauté, et l'économie. Faites partie de la solution. Renseignez-vous, minimisez vos risques, parlez de sida avec ceux qui vous tiennent à cœur et appuyez votre organisme communautaire de lutte contre le sida. **Pour en connaître davantage, consultez le cdnaids.ca.**

Une initiative de la Journée mondiale du sida

mcmillan marketing communications · GILEAD · gsk GlaxoSmithKline · partenaires · Shire Shire BioChem · Abbott Virology · BMS Virologie Bristol-Myers Squibb Canada Inc. · Pfizer

CANADIAN AIDS SOCIETY · SOCIÉTÉ CANADIENNE DU SIDA

3434317A

ENVIRONNEMENT

PHOTO FOURNIE PAR MARTIN LECLERC

Ces manchots royaux ont été croqués sur le vif en Géorgie du Sud par les photographes et caméramans de l'équipage du *Sedna VI*, que l'on aperçoit à l'arrière-plan. Les images captées seront utilisées pour la réalisation d'une série de documentaires qui devraient être présentés sur les ondes de Radio-Canada en 2008.

La hausse du niveau des mers, « le plus grand défi de l'humanité »

FRANÇOIS CARDINAL

Après 430 jours en mer, le chef de la mission Antarctique du *Sedna IV*, Jean Lemire, revient avec des preuves : les changements climatiques sont non seulement en cours, ils s'accélèrent.

« Le plus grand défi de l'humanité sera sans doute la lutte contre l'élévation du niveau de la mer », a lancé hier M. Lemire, à l'occasion d'une de ses premières sorties publiques depuis son retour sur la terre ferme.

Amarré dans une baie de la pénisule arctique, l'équipage du *Sedna IV* a pu observer de visu la fonte accélérée des glaciers.

« C'est certainement ce qui nous attend, en raison évidemment de la fonte des glaciers, mais surtout à cause de l'augmentation de la température des océans, a ajouté le biologiste. Le British Antarctic Survey a prouvé que dans le secteur où nous étions, la température de la mer a grimpé d'un degré. C'est énorme ! »

Pour illustrer à quel point la situation est grave, M. Lemire a rappelé que deux forces majeures influencent le climat de la Terre : les grands vents atmosphériques et les courants des océans.

« Or, tous les grands courants sont influencés par l'Antarctique », a-t-il précisé.

Amarré pour son hivernage dans une petite baie de la péninsule arctique (fraîchement baptisée baie Sedna), l'équipage de marins, de cinéastes et de scientifiques a ainsi pu observer de visu la fonte accélérée des glaciers.

Pas surprenant : le *Sedna IV* était à une centaine de kilomètres de la station Palmer, le lieu où a été observée la plus forte hausse des températures sur la planète depuis 50 ans : 6 degrés Celsius. « Les pôles sont aux avant-postes et nous disent que la planète entière va être affectée », a lancé M. Lemire.

Rappelons que le plus récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), organisme scientifique lié à l'ONU qui est devenu la référence en la matière, prédit une hausse moyenne du niveau des océans de 0,09 à 0,88 mètre d'ici 2100, ce qui risque d'avoir de graves conséquences pour les pays côtiers.

Conviction politique

Fort de ses observations empiriques, le capitaine du *Sedna IV* n'a pu que se désoler du changement de la position environnementale du Canada depuis son départ des Îles-de-la-Madeleine, le 19 septembre 2005. Il promet d'ailleurs de talonner de près les élus des deux ordres de gouvernement, à l'avenir, afin qu'ils se réveillent à l'urgence de la situation.

« J'ai suivi ça de loin avec une certaine tristesse, a-t-il dit. Le Canada a reculé sur la scène internationale de façon honteuse. Je ne peux comprendre qu'un pays dont une partie se trouve en Arctique ne joue pas son rôle sur la scène internationale. »

Tout comme l'a fait la ministre française de l'Écologie au Kenya, il y a quelques jours, M. Lemire a prédit la défaite du gouvernement Harper aux prochaines élections à cause de sa position sur le protocole de Kyoto.

« Il s'agit d'un suicide politique », a indiqué Pierre Lemire.

Fraîchement débarqué au pays, Jean Lemire s'attellera maintenant au montage de toutes les images captées afin d'en faire une série de reportages et de documentaires. Radio-Canada présentera ainsi dès 2008 une série de 13 émissions de 30 minutes sur les coulisses de l'expédition. L'émission *Découverte* présentera pour sa part trois émissions d'une heure sur les observations scientifiques de la mission. Et enfin, un long métrage sera diffusé sur l'Arctique, le dernier continent vierge de la planète.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

LE *SEDNA IV*

Le *Sedna IV* est un voilier océanographique qui vient de compléter « l'une des plus grandes expéditions des temps modernes », si l'on en croit son capitaine, Jean Lemire. Au cours des 430 derniers jours, ce dernier a mené avec son équipage la mission Antarctique, véritable campagne de sensibilisation aux changements climatiques et à ses effets. En plus des images prises pour des documentaires, un programme de recherche scientifique a été mené au cours de l'expédition sur des sujets aussi divers que la biologie, l'océanographie, la climatologie et la glaciologie. Enfin, une étude comportementale sur les effets de l'isolement dans des conditions extrêmes a été réalisée en collaboration avec la NASA.

— François Cardinal

Pollution des océans

Un avion radar traquera les pétroliers fautifs

PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement fédéral doit dévoiler, aujourd'hui un nouvel avion de surveillance capable de repérer les pétroliers qui profitent de la noirceur de la nuit pour décharger leurs déchets dans la mer, a révélé hier une source impliquée dans le projet.

Un avion de type Dash 8 a été équipé de plusieurs instruments de détection –dont un radar aéroporté à antenne latérale et un radiomètre à infrarouge à balayage linéaire– qui peuvent analyser différents déversements et identifier des navires dans l'obscurité.

« Le plus grand bienfait de notre point de vue est qu'il (l'avion) peut voir la nuit, ou à travers les nuages, et c'est très important parce que nous soupçonnons, évidemment, que plusieurs de ces gestes sont posés sous couvert de la nuit, a expliqué la source. C'est comme n'importe quoi d'autre. Si tu sais que les policiers sont là, tu ne feras pas de vitesse. »

Les fonds pour ce projet sont disponibles depuis que le ministère fédéral des Transports a annoncé, le 17 décembre 2004, une dépense de 2,3 millions pour l'équipement et de la formation. L'avion modernisé patrouillera la région de l'Atlantique et les Grands Lacs.

La technologie a été développée par l'Agence spatiale suédoise et est déjà utilisée en Grèce, en Norvège, en Pologne, en Suède et aux États-Unis, mais c'est la première fois qu'elle est mise en place au Canada. Les écologistes affirment que des déversements se produisent régulièrement en eaux canadiennes, surtout le long de la côte sud de Terre-Neuve. En avril, des douzaines d'oiseaux de mer ont été retrouvés couverts d'huile après un déversement dans une zone écologiquement délicate près de la péninsule d'Avalon. Aucune accusation n'a jamais été portée.

Record de chaleur hier, verglas aujourd'hui

THOMAS GERVAIS

La première pluie verglaçante de la saison devrait frapper le sud du Québec aujourd'hui, en avant-midi, a annoncé hier Environnement Canada.

Il y a à peine quelques heures, on égalisait pourtant le record de chaleur (17°C) pour un 30 novembre, établi en 1991.

Un tel plongeon du mercure vers le point de congélation s'explique par un changement brusque de direction dans les vents dominants, du sud au nord-est, rapporte René Héroux, météorologue à Environnement Canada. En Mirganie et en Haute-Gatineau des avertissements météorologiques on été émis hier par l'organisme gouvernemental. Mais d'après le spécialiste, le sol encore chaud devrait empêcher la formation d'une couche de glace importante dans la région de Montréal. « Il y aura peut-être une accumulation sur les voitures, mais c'est difficile à prévoir quand la température est si près de zéro », dit M. Héroux.

Si tôt en saison froide, il est tentant de faire de ce caprice climatique un présage de l'hiver à venir. Mais René Héroux refroidit rapidement les ardeurs.

« Il y a toujours une ou deux fortes variations de température par saison, dit le météorologue. Ce n'est vraiment rien d'anormal. »

LOTTO SUPER 7®
C'EST DE L'ARGENT !
2 MILLIONS $*
22
CE SOIR, GROS LOT
*approximatif
lotoquebec.com
LOTO QUÉBEC
18 ans +
3445888A

ACTUALITÉS

À 35 ans, Salvatore Montagna a le mandat de redorer le blason de la Cosa Nostra

« Un geste de désespoir évident »

ANDRÉ CÉDILOT

La Cosa Nostra de New York a donné à un tout jeune mafioso de 35 ans le défi de redorer le blason de la « famille » Bonanno, marquée par une vague sans précédent d'arrestations et de trahisons qui a eu des répercussions jusqu'à Montréal.

Surnommé « l'homme de fer » parce qu'il exploite une petite usine de sidérurgie à Brooklyn, Salvatore Montagna est surtout connu pour avoir fait un pied de nez au Grand Jury de Manhattan chargé de passer à la loupe les activités illicites du clan new-yorkais, en 2002. Son refus de témoigner lui a valu une période d'essai.

Le premier à annoncer la désignation de Montagna à la tête du célèbre clan mafieux, le *New York Daily News*, estime « que nommer quelqu'un d'aussi jeune et si peu expérimenté montre bel et bien le désarroi de l'organisation à la suite des nombreuses poursuites et condamnations qui ont décimé ses rangs ces dernières années », écrit le journaliste John Marzulli, en citant un ancien expert de la lutte antimafia à New York.

« Nommer quelqu'un d'aussi jeune et si peu expérimenté montre bel et bien le désarroi de l'organisation. »

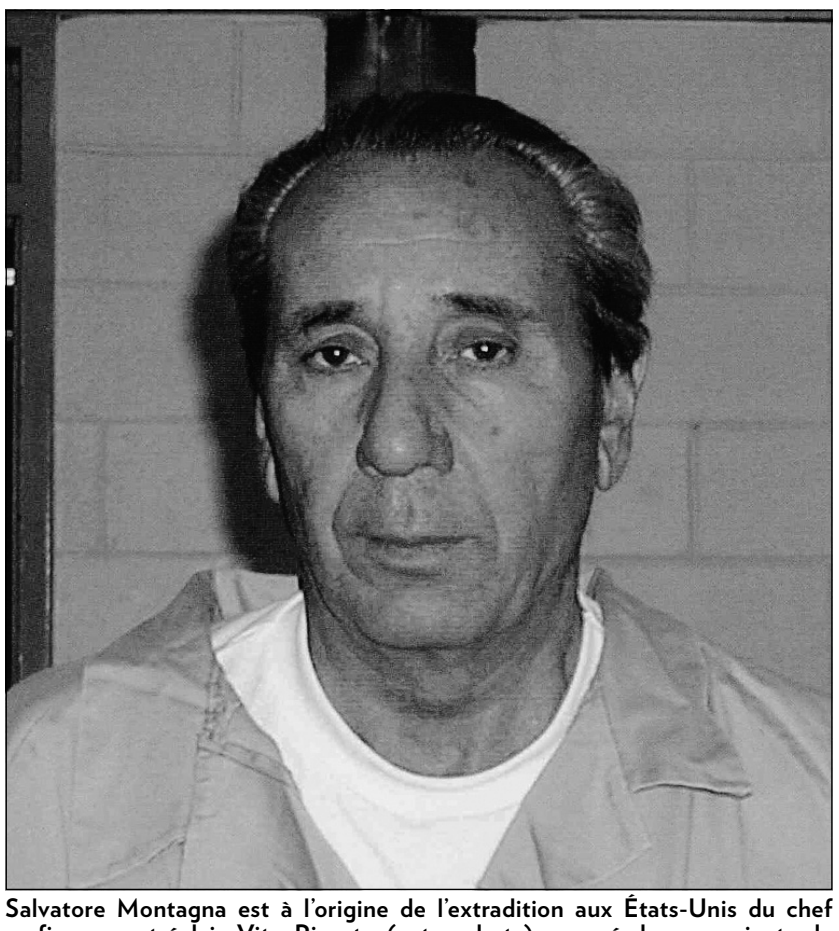
« C'est une geste de désespoir évident », a convenu Antonio Nicaso, joint par *La Presse* à Toronto. Selon lui, il y a tellement de membres du clan Bonanno qui ont fait défection, dont l'ancien patron Joseph Massino, que Montagna pourrait se retrouver très vite sur la brèche.

« La police en sait tellement sur l'organisation qu'il est quasi suicidaire d'en prendre la direction », avance le spécialiste de la Ville reine. Trois autres patrons et patrons intérimaires du gang new-yorkais ont mordu la poussière depuis 2003.

C'est d'ailleurs un autre ancien homme fort du groupe, Salvatore Vitale, qui a fait le plus mal en dénonçant Massino. Il est aussi à l'origine de l'extradition à New York du chef mafieux montréalais Vito Rizzuto, accusé des assassinats de trois capitaines du clan, en 1981. La cause revient devant le tribunal de Brooklyn, aujourd'hui. Les avocats américains de Rizzuto devraient présenter au juge les moyens qu'ils entendent prendre pour assumer sa défense au procès.

La tâche de Montagna est d'autant plus lourde qu'il doit non seulement réorganiser son clan en profondeur – « c'est ce qu'il doit absolument faire en toute priorité », avance Nicaso – mais aussi tenter de regagner la confiance des autres clans de New York et de la Cosa Nostra américaine en général. « À Montréal même, avec ce qui s'est passé, il a une très longue côte à remonter, en particulier auprès du clan Rizzuto », estime l'ex-journaliste torontois. D'autant plus que les rapports entre les deux organisations étaient déjà passablement tièdes depuis l'assassinat de Gerlando Sciascia à New York, en 1999.

« L'ampleur du riche marché de la drogue de New York et la situation géographique de Montréal obligent les deux organisations siciliennes à faire bon ménage », rappelle Nicaso. Autre atout non négligeable, mais plus symbolique celui-là : Montagna est originaire de Castellamare del Golfo, d'où venaient Joe Bonanno lui-même et nombre des plus illustres mafiosi qui ont marqué l'histoire des États-Unis.



Salvatore Montagna est à l'origine de l'extradition aux États-Unis du chef mafieux montréalais Vito Rizzuto (notre photo), accusé des assassinats de trois capitaines du clan, en 1981.

La Couronne réclame deux ans pour Nathalie Gettliffe

WENDY COX
PRESSE CANADIENNE

VANCOUVER — La Couronne estime que Nathalie Gettliffe devrait être condamnée à deux ans d'emprisonnement pour avoir enlevé ses enfants afin de les ramener en France.

La procureure Gail Dickson a indiqué hier, lors des plaidoiries avant la sentence, que le comportement de l'accusée s'est avéré à ce point répréhensible qu'elle devrait également écoper trois ans de probation assortis de conditions. Une sentence de deux ans serait toutefois réduite, dans les faits, de 10 mois, soit le double du temps que Gettliffe a déjà passé derrière les barreaux.

L'ancien mari de Gettliffe, Scott Grant, a expliqué aux journalistes que l'idée de voir son ex-femme être emprisonnée ne lui plaît pas. Il a précisé être à reconstruire sa relation avec ses enfants, tout en rappelant qu'ils ont aussi besoin de leur mère et qu'elle a eu deux autres enfants avec son nouveau conjoint.

« Dans un monde parfait, ce serait bien qu'elle puisse rentrer chez elle pour élever ses enfants et que tout le monde puisse s'excuser, a-t-il dit. Mais je pense qu'il faut aussi indiquer à ceux qui seraient tentés de faire comme elle et de priver leur conjoint de leurs enfants pendant cinq ans qu'il y aura des conséquences. »

Plus tôt ce mois-ci, Nathalie Gettliffe a reconnu sa culpabilité à des accusations d'enlèvement d'enfants.

400
MINUTES EN TOUT TEMPS
APPELS ENTRANTS ILLIMITÉS

DANS TA RÉGION URBAINE

30 $/mois

Le forfait urbain de Solo

Souhaitez la bonne année à petit prix... Et profitez des appels entrants illimités[1] lorsqu'on vous rend la pareille ! Et, si vous décidez de sortir de la ville, vous pourrez toujours compter sur notre vaste réseau national. Pour obtenir plus de détails sur les régions urbaines, visitez solomobile.ca/urbain.
Joyeuses Fêtes !

MAINTENANT AVEC LA FACTURATION À LA SECONDE[2]

Solo^MC mobile

Solo mobile

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
514 351-4616
MONTRÉAL
Plaza Alexis Nihon
514 989-7338
Centre Rockland
514 735-1068
POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
514 695-7969
ROSEMÈRE
Place Rosemère
450 420-3833
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
450 461-2783

Bell

BROSSARD
Quartier DIX30
450 676-7844
LAVAL
Megacentre Laval
450 664-2502
PINCOURT
Faubourg de l'Île - kiosque
514 453-0236

Espace Bell

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
514 353-0257
BROSSARD
Mail Champlain
450 465-8759

DELSON
5 Route 132
450 635-9999
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352 boul. des Sources
514 684-6846
3699 boul. St-Jean
514 626-8888
DORION-VAUDREUIL
84 boul. Harwood
450 424-1416
DORVAL
Les Jardins Dorval
514 631-1222
LASALLE
7567 boul. Newman
514 368-8000
Carrefour Angrignon
514 364-3071
LAVAL
1655 boul. St Martin
450 680-1010
Carrefour Laval
450 681-3344
Carrefour Laval -kiosque
450 978-7133
Centre Laval
450 680-2355
LONGUEUIL
666 Place Transcanada
450 463-7777
Place Longueuil
450 679-4558
MONTREAL
9280 boul. de l'Acadie
514 385-0770
5187 avenue Papineau
(angle Laurier)
514 526-2020
892 rue St-Catherine Ouest
514 866-6686
Boul. Décarie
(angle Jean-Talon)
514 739-7777
Centre Rockland
514 340-1269
Place Alexis-Nihon
514 939-2439
Place Dupuis
514 844-1313
Place Versailles
514 353-8847
Plaza Côte-des-Neiges
514 342-5444
Tour Jean-Talon
(Rez-de-chaussée)
514 270-1155
MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
514 322-3202
POINTE-AUX-TREMBLES
12530 Sherbrooke est
514 645-4455
POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
514 630-4992
REPENTIGNY
309 rue Notre-Dame
450 585-4455
Les Galeries Rive-Nord
450 657-4455
ROSEMÈRE
232 boul. Curé-Labelle
450 979-3838
Place Rosemère
450 435-0024
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
450 441-1535
ST-EUSTACHE
Place St-Eustache
450 623-8500
ST-HUBERT
5190 boul. Cousineau
450 676-9919
3879 boul. Taschereau
450 926-2020
ST-LAURENT
La Place Vertu
514 335-2355
ST-LEONARD
6050 boul. Métropolitain est
514 257-9292
Centre Le Boulevard
514 376-2288

Bell Mobilité

AUTEUIL
Entreprise Yaco enrg.
5330 boul. des Laurentides
450 628-9366
LACHINE
CBCI Telecom Inc.
2409 46e Avenue
514 422-3334
LAVAL
Metro Com Canada
800 boul. Chomedey (120)
Tour C
450 687-4000
LONGUEUIL
Triacom
2771 boul. Jacques-Cartier est
450 928-2244
TERREBONNE
Les Galeries Terrebonne
450 964-7985
TERREBONNE
Her-Comm
1729 chemin Gascon
450 964-7777
MONTRÉAL
ABCO Telecom Inc.
8900 rue Lajeunesse
514 389-8900
CELLUMTL
Complexe Desjardins
514 282-3388
Télécentre Québec
6855 rue St-Jacques ouest
514 485-5222
ST-EUSTACHE
Communications J.D.
66 rue Dubois (107)
450 974-7444
ST-LAURENT
J.D. Mobilité
4232 rue Seré
514 448-6650
TERREBONNE
Her-Comm
1729 chemin Gascon
450 964-7777

3445044

Disponible chez :

BEST BUY
SONIC
LA CABINE TÉLÉPHONIQUE
STÉRÉO
JUS TELECOM
La clef de sol

3446389A

Avec une nouvelle activation d'un forfait urbain de Solo; offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal de Solo Moblile, là où la technologie le permet. Chaque forfait est facturé sur une base mensuelle et, à moins d'indication contraire, les minutes pour toute utilisation (données ou voix) sont locales dans la zone de couverture Solo Mobile ; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer. Les appels en provenance ou à destination de l'extérieur de votre zone sont à 30 ¢ la minute. D'autres frais mensuels s'appliquent, comme les frais du service 9-1-1 (50 ¢/mois), d'accès au réseau – qui ne sont pas des frais gouvernementaux (6,95 $/mois) et d'activation (frais uniques de 35 $). Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1)S'applique aux appels reçus à l'intérieur de votre zone d'appel locale et de zones sélectionnées ; 30 ¢/min. pour les appels interurbains au Canada. (2)S'applique aux appels locaux et non aux appels itinérants et interurbains, pour lesquels un minimum de 30 secondes est exigé. Solo Mobile et le logo Solo sont des marques de Solo stratégie de marque inc., utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

André Arthur atteint d'un cancer de la prostate

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC— Le député fédéral indépendant André Arthur est atteint d'un cancer de la prostate.

L'ex-animateur radiophonique a tenu à annoncer lui-même la nouvelle en conférence de presse, hier. « Pour moi, c'est fondamental. La santé d'un homme politique fait partie de son personnage public et c'était mon devoir de le communiquer. »

Un test de dépistage du cholestérol qu'il a subi, il y a 10 jours, a confirmé le diagnostic. Ses médecins ont parlé d'un cancer avec des cellules agressives, mais les spécialistes ont ajouté que ses chances de vaincre la maladie étaient bonnes.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Le député André Arthur a tenu à annoncer lui-même la nouvelle publiquement.

M. Arthur a dit qu'il se sentait bien. Il n'est donc pas question, pour l'instant, qu'il abandonne ses fonctions de député de Portneuf–Jacques-Cartier à la Chambre des communes. « C'est un cancer de la prostate, a-t-il déclaré en entrevue à Radio-Canada, pas un cancer du cerveau. C'est technique. Il faut faire face à la situation. On joue la vie avec les cartes qu'elle nous donne et si on s'épanche et qu'on se désole, on finit par être très peu efficace. » Le député, qui aura 63 ans le 21 décembre, entreprendra à la mi-décembre des traitements à l'Hôtel-Dieu de Québec. « Ça va coûter moins cher qu'un voyage dans les îles et ça va me permettre de rejoindre le Parlement à la fin de janvier, quand il va recommencer à siéger. »

André Arthur a commencé sa carrière radiophonique en 1970, à Québec. Il a maintes fois défrayé la chronique en raison de ses propos controversés en ondes. Il a été élu député aux élections fédérales du 23 janvier dernier.

C. DIFFICILE À TROIS-RIVIÈRES

Une famille réclame une enquête publique

LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — Une famille réclame une enquête publique à la suite de la mort de l'un des siens, qui avait contracté la bactérie *Clostridium difficile* lors d'un séjour au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières.

Richard Martin a contracté la bactérie après avoir été hospitalisé pour une insuffisance cardiaque. Sa famille se demande pourquoi, lors d'une réadmission ultérieure en raison de diarrhées abondantes, il a dû patienter 11 heures dans la salle d'attente et trois jours en observation, faute de chambre. « Je ne veux pas que ce soit quelqu'un du CHRTR qui fasse l'enquête, parce que l'hôpital n'a pas été transparent. Je veux une enquête publique », a dit Georges Martin, son fils.

Il n'en veut pas au personnel qui a pris soin de son père au pavillon Sainte-Marie. Cependant, dans une lettre adressée au directeur général du CHRTR, Jean Bragagnolo, M. Martin s'interroge « sur l'efficacité de l'équipe (des urgences) ce jour-là et sur les décisions qui auraient dû être prises, sachant que vous aviez à ce moment une éclosion de *C. difficile* (22 cas) ». Il demande au ministre de la Santé, Philippe Couillard, de ne pas attendre que le CHRTR « se retrouve avec 12 morts comme à Saint-Hyacinthe avant de réagir et d'ordonner une enquête ».

Le CHRTR a rappelé que « les familles peuvent faire appel à des personnes au sein de l'établissement pour obtenir des réponses à leurs questions », et que « la révision des dossiers par l'équipe d'infectiologues est systématique dans les cas d'infections, afin de favoriser l'adoption rapide de mesures correctives ». Selon le CHRTR, même si M. Martin a séjourné aux urgences et que ce n'est pas l'endroit le mieux indiqué dans les cas d'infections, il « a reçu la médication et les traitements appropriés ».

Georges Martin a contacté l'avocat Jean-Pierre Ménard afin de vérifier les possibilités d'un recours collectif.

«Comme une peau de bébé»

"Ô temps! suspends ton vol..."

disait le poète. Mais les années qui passent laissent parfois une image cruelle se refléter dans le miroir du temps. Même condamnés à subir le passage des ans, vous pouvez maintenant donner à votre peau un regain de vitalité que vous ne pensiez même plus retrouver.

Les chercheurs du Skin Sciences Institute du Children Hospital Center de Cincinnati ont fait une découverte étonnante. La douceur de la peau des bébés pourrait être attribuée au vernix, la substance blanchâtre qui recouvre le foetus dans le ventre de sa mère. Ils ont réalisé que ce produit précieux est un ***hydratant naturel aux propriétés antioxydantes, anti-infectieuses et cicatrisantes****. Il permet à la peau des nouveaux-nés de ne pas se dessécher et d'être moins desquamée.*

NOUVEAU

La substance qui protégeait la peau toute neuve, peut maintenant être utilisée en cosmétologie et aider la peau abîmée par les ravages des années.

Préfix*, une crème des produits Johanne Verdon à base de squalane contient du vernix qui redonne à la peau toute sa souplesse perdue. D'une parfaite tolérance et d'une très grande facilité de pénétration dans l'épiderme,* ***Préfix*** *sans parfum à base de squalane marin, amollit et relâche les tissus en provoquant un travail de fond qui a pour but d'activer les molécules actives et naturelles des actifs propres aux crèmes Johanne Verdon.*

"Ne pourrons-nous jamais sur l'océan des âges, jeter l'ancre un seul jour?" continuait Lamartine en soupirant.
Oui! avec ***Préfix****, maintenant vous le pouvez.*

OFFRE IRRÉSISTIBLE: 4 JOURS SEULEMENT
VALIDE DU SAMEDI 2 AU MARDI 5 DÉCEMBRE 2006

ACHETEZ UN POT PRÉFIX DE 60 ML ET OBTENEZ-EN UN GRATUITEMENT

Disponible aux endroits suivants:

*Jusqu'à épuisement de l'inventaire

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon est
Montréal (Québec) H2R 1W3
(514) 279-3709
www.johanneverdon.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier
Laval (Québec) H7S 1Y9
(450) 688-5455

Bio-Actif inc.
880, rue Michèle-Bohec
Blanville (Québec) J7C 5E2
(450) 979-2506
Heures d'ouvertures restreintes
www.bio-actif.com

Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu
ligne sans frais: **1-877-511-3368**
www.boutiquesantelucmathieu.com

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest
Magog (Québec) J1X 2A8
(819) 868-3368

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport (Québec) G1C 5R9
(418) 667-0070

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval)
Bureau 109, Ste-Foy (Québec) G1V 1V6
(418) 656-1266

Ferti 2000: commandes postales

Téléphone: (514) 272-1365
Ligne extérieure: 1-800-272-1365

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges
Trois-Rivières (Québec) G8Y 5L5
(819) 378-7777

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. Saint-Joseph
Gatineau (Québec) J8Y 3Z8
(819) 770-3645

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades
St-Bruno (Québec) J3V 5K2
(450) 653-6009 (Promenades St-Bruno)

Lundi 8h à 18h
Mardi au vendredi 8h à 17h
Samedi 7h à 17h
Dimanche 7h à 17h

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy
Lévis (Québec) G6V 6C9
(418) 833-5933

Boutique Luc Mathieu
2304, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1J 2E8
(819) 823-3322

3445995A

La femme « violée » avait déformé la vérité

CHRISTIANE DESJARDINS

Cinq hommes accusés d'avoir violé une femme de 21 ans pendant une quarantaine d'heures, l'été dernier à Montréal, ont tous été libérés des accusations, hier. Retour brutal du balancier, c'est maintenant la prétendue victime qui pourrait être accusée de méfait public.

« C'est suffisamment grave pour qu'on se pose la question si une accusation de méfait public doit être portée. C'est sous enquête actuellement », a indiqué la procureure de la Couronne, Nathalie Fafard, qui refuse toutefois de dire que la plaignante a carrément menti. Selon Me Fafard, ce sont des faits nouveaux portés à l'attention des policiers, soit l'apparition d'un témoin qui était sur place lors des événements, qui ont fait tourner le vent. « Lorsque la plaignante a été confrontée aux dires de ce témoin, ses allégations ne tenaient plus la route. Il y avait des contradictions », a expliqué Me Fafard.

La nuit du 22 juillet dernier, la prétendue victime avait appelé les policiers, en affirmant avoir réussi à s'enfuir d'un appartement où elle était détenue depuis deux jours. Elle disait avoir été violée à répétition par plusieurs jeunes hommes. Sceptiques au départ, les policiers avaient fini par déclencher une opération. Dans les heures suivantes, les supposés agresseurs, des hommes de race noire âgés de 21 à 28 ans, étaient arrêtés et accusés. Au terme de leur enquête sous cautionnement, Gaétan Gordon, David Isio Mboyo, Miguel Kuba et Massenga Ngbongolo restaient détenus. Un cinquième homme, Jonathan Altamura, était aussi accusé, mais restait en liberté. Deux semaines plus tard, après avoir obtenu de nouvelles informations, la Couronne revenait sur ses positions et consentait à ce que les accusés puissent recouvrer la liberté.

« La Couronne a très bien agi car une fois qu'ils ont eu des informations, ils ont remis les accusés en liberté », a indiqué hier Me Georges Jabbouri, avocat de l'un des accusés. Selon Me Jabbouri, les incidents se sont déroulés dans le cadre d'une fête d'anniversaire. Sept hommes et deux femmes (dont la plaignante) participaient à cette fête, qui avait lieu dans un appartement et dont certaines parties ont été filmées, notamment des ébats sexuels. À aucun moment la plaignante n'aurait tenté d'appeler la police ou de fuir. « À la fin, ce sont eux qui l'ont mise dehors », a indiqué l'avocat.

L'été dernier, cette histoire avait fait grand bruit et déclenché des réactions enflammées. Dan Philip, président de la Ligue des Noirs du Québec, était monté au créneau en dénonçant le « racisme » des policiers. En présence des médias, il avait fait jouer une vidéo d'une trentaine de minutes de la fête pour montrer que la victime avait l'air consentante. Sa position avait provoqué la colère de groupes de femmes, de la police et du père de la plaignante. Dan Philip avait reconnu par la suite être allé trop loin. Hier, la Ligue des Noirs était confortée dans ses premières positions, et promettait de déposer une plainte en déontologie policière pour cette affaire. De son côté, l'avocat de deux prévenus, Richard Tawil, songeait à poursuivre la plaignante au civil, « si elle est solvable ».

149,95$[1]
contrat de 3 ans
(649,95 $ sans contrat)
Motorola Q[MC] qwerty
Plus mince en noir
• Courriel en temps réel, accès Internet et MP3
• En prime : casque d'écoute Bluetooth[MD] (valeur de 89,95 $)[2]

49,95$
contrat de 3 ans
(279,95 $ sans contrat)
Katana[MC] de Sanyo
Bleu saphir
Mince et haut en couleur
• Appareil photo et Bluetooth

69,95$
contrat de 3 ans
(319,95 $ sans contrat)
Samsung a920
Édition limitée
L'ensemble musical et polyvalent
• En prime : carte mémoire 1 Go, écouteurs stéréo haut de gamme et étui de transport

29,95$
contrat de 3 ans
(279,95 $ sans contrat)
Samsung a920
Musical et polyvalent
• Télé, MP3 et jeux
• Appareil photo et vidéo
• Mémoire extensible

49,95$
contrat de 3 ans
(279,95 $ sans contrat)
Katana de Sanyo
Blanc polaire
Mince et haut en couleur
• Appareil photo et Bluetooth

99,95$
contrat de 3 ans
(299,95 $ sans contrat)
Samsung m500
Le meilleur du multimédia
• Télé, MP3 et jeux
• Appareil photo et vidéo
• Mémoire extensible

49,95$
contrat de 3 ans
(279,95 $ sans contrat)
Katana de Sanyo
Rose cerise
Mince et haut en couleur
• Appareil photo et Bluetooth

99,95$
contrat de 3 ans
(349,95 $ sans contrat)
Samsung a900
Mince et ultrastylisé
• Télé, MP3 et jeux
• Appareil photo et vidéo
• Bluetooth

Y en a tellement, je rentre pas dans l'annonce.

29,95$
contrat de 3 ans
(249,95 $ sans contrat)
Nokia 6275i
L'image parfaite
• Appareil photo 2 mégapixels
• Radio FM et MP3
• Mémoire extensible

49,95$
contrat de 3 ans
(279,95 $ sans contrat)
Katana de Sanyo
Noir mystique
Mince et haut en couleur
• Appareil photo et Bluetooth

0$
contrat de 3 ans
(229,95 $ sans contrat)
Samsung a640
Un téléphone brillant
• Élégant écran externe dissimulé
• Appareil photo et Bluetooth
• Haut-parleur

Visitez un détaillant Bell près de chez vous
1 888 4MOBILE bell.ca/mobilite

Bell

Bell
BROSSARD
Quartier DIX30
450 676-7844
LAVAL
Megacentre Laval
450 664-2502
PINCOURT
Faubourg de l'Île – Kiosque de Bell
514 453-0236
ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
450 240-0701

Espace Bell
ANJOU
Les Galeries d'Anjou
514 353-0257
BELOEIL
Mail Montenach
450 446-7176
BROSSARD
Mail Champlain
450 465-8759
CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
450 691-7665
COATICOOK
18, rue du Manège
Place J.R. Lefebvre
819 849-9997
COWANSVILLE
Domaine du Parc
450 263-4444
DELSON
5, Route 132
450 635-9999
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
514 684-6846
3699, boul. St-Jean
514 626-8888
DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
450 424-1416
DORVAL
Les Jardins Dorval
514 631-1222
DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
819 478-5178
Promenades Drummondville
819 474-4433
GATINEAU
Promenades de l'Outaouais
819 246-2355
GRANBY
688, rue Principale
450 378-3618
Galeries de Granby
450 777-4058
HULL
Galeries de Hull
819 771-2716
JOLIETTE
Les Galeries Joliette
450 755-5533
LASALLE
7567, boul. Newman
514 368-8000
Carrefour Angrignon
514 364-3071
LAVAL
1655, boul. St-Martin
450 680-1010
Carrefour Laval
450 681-3344
Carrefour Laval kiosque
450 978-7133
Centre Laval
450 680-2355
LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
450 463-7777
Place Longueuil
450 679-4558
MAGOG
Galeries Orford
819 847-1117
MONTRÉAL
9280, boul. de l'Acadie
514 385-0770
5187, avenue Papineau angle Laurier
514 526-2020
892, rue St-Catherine Ouest
514 866-6686
Boul. Décarie angle Jean-Talon
514 739-7777
Centre Rockland
514 340-1269
Place Alexis-Nihon
514 939-2439
Place Dupuis
514 844-1313
Place Versailles
514 353-8847
Plaza Côte-des-Neiges
514 342-5444
Tour Jean-Talon
Rez-de-chaussée
514 270-1155
MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
514 322-3202
MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
819 681-0404
POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
514 645-4455
POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
514 630-4992
REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
450 585-4455
Les Galeries Rive-Nord
450 657-4455
ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
450 979-3838
Place Rosemère
450 435-0024
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
450 377-1256
SHAWINIGAN
1, Plaza de la Mauricie
819 539-8691
SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
819 823-9994
Carrefour de l'Estrie
819 565-1605
SOREL
Les Promenades de Sorel
450 742-6789
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
450 441-1535
STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
819 321-0265
ST-EUSTACHE
Place St-Eustache
450 623-8500
ST-HUBERT
5190, boul. Cousineau
450 676-9919
3879, boul. Taschereau
450 926-2020
ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
450 778-1749
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
391, boul. Séminaire Nord
450 348-5210
Carrefour Richelieu
450 349-4400
ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
450 431-3926
ST-LAURENT
La Place Vertu
514 335-2355
ST-LÉONARD
6050, boul. Métropolitain Est
514 257-9292
Centre Le Boulevard
514 376-2288
TERREBONNE
Les Galeries Terrebonne
450 964-7985
TRACY
604, route Marie-Victorin
450 746-7777
TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean XXIII
819 376-6849
Centre Les Rivières
819 691-0482
VICTORIAVILLE
567 boul. des Bois-Francs Sud
819 357-7777
La Grande Place des Bois-Francs
819 357-5776

Bell Mobilité
AUTEUIL
Entreprise Yaco enr.
5330, boul. des Laurentides
450 628-9366
HULL
Action Solutions Radio Inc.
73, rue Jean-Proulx
819 777-0999
JOLIETTE
Boutique du Téléphone
127, boul. St-Charles-Borromée Nord
450 752-5030
LACHINE
CBCI Telecom Inc.
2409, 46e Avenue
514 422-3334
LAFONTAINE
Cosat
2121, boul. Labelle
450 431-5122
LAVAL
Metro Com Canada
800, boul. Chomedey
120 Tour C
450 687-4000
LONGUEUIL
Triacom
2771, boul. Jacques-Cartier Est
450 928-2244
MONTRÉAL
ABCO Telecom Inc.
8900, rue Lajeunesse
514 389-8900
Cellumtl
Complexe Desjardins
514 282-3388
Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques Ouest
514 485-5222
SHERBROOKE
Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
819 563-0406
ST-EUSTACHE
Communications J.D.
66, rue Dubois 107
450 974-7444
ST-LAURENT
J.D. Mobilité
4232 rue Seré
514 448-6650
TERREBONNE
Her-Comm
1729, chemin Gascon
450 964-7777

Aussi offert chez ces détaillants participants :
La Cabine Téléphonique · Best Buy · Sonxplus · Stéréo Plus

L'offre prend fin le 31 déc. 2006 ; avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'une entente de service min. de 3 ans à un forfait mensuel voix. Offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et du réseau mobile haute vitesse Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Modifiables sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. Non offert dans tous les magasins. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'une entente de service min. de 3 ans à un forfait mensuel voix et à un forfait Courriel et Internet min. de 60$ par mois. La marque, le terme et les logos Bluetooth sont la propriété de Bluetooth SIG Inc. (2) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'une entente de service min. de 1 an à un forfait mensuel voix. Fonctionnalités peuvent varier ; voir guide d'utilisation. Katana est une marque de commerce de Sanyo Inc. Motorola Q est une marque de commerce de Motorola.

3443921A

ACTUALITÉS

L'ex-agent de métro accusé de proxénétisme exprime des remords

CHRISTIANE DESJARDINS

Le proxénète Alain Jean-Pierre affirme qu'il n'est pas cet être froid, narcissique et manipulateur qu'on dépeint dans un rapport réalisé sur sa personne. Lui qui vivait fastueusement de ce que lui rapportaient ses filles affirme avoir des remords de les avoir entraînées dans ce monde « pas bon ».

« Les filles m'aimaient. Je les ai envoyées dans un milieu pas bon où il y a de la drogue. J'ai continué à abuser d'elles », a raconté d'un air contrit Alain Jean-Pierre, hier. Il témoignait alors devant le juge Jean-Pierre Boyer, dans le cadre des plaidoiries sur la peine à lui imposer. Au terme de son procès, en mai dernier, Jean-Pierre, 32 ans, a été reconnu coupable de cinq accusations de proxénétisme à l'égard de deux victimes, dont une mineure. Au moment des crimes, en 2001 et 2002, il était agent de surveillance du métro. Il collectionnait les conquêtes féminines, qu'il incitait par la suite à danser nues et à se prostituer pour ensuite lui remettre l'argent qu'elles récoltaient. L'homme n'usait pas de violence, mais de son charme.

« Son arme, c'est la manipulation amoureuse », a reconnu hier son avocat, Me Patrice Desbiens, avant d'ajouter que pas une fille n'était venue se plaindre que Jean-Pierre avait été violent avec elles. L'avocat estime qu'une peine avec sursis de deux ans moins un jour serait appropriée. Son client n'appartenait à aucun groupe organisé et n'avait pas d'antécédent judiciaire au moment des faits.

Trois nouvelles accusations contre un agresseur sexuel

Trois nouvelles accusations à caractère sexuel ont été déposées contre Luc X., qui purge une peine de neuf ans de pénitencier pour agressions sexuelles répétées sur sa fille de 4 ans, ainsi que pour production et diffusion de matériel pornographique infantile.

Ces nouvelles accusations découlent de paroles incriminantes que l'accusé aurait prononcées en prison. La victime présumée est une fillette qui gravitait dans l'entourage de Luc X. à l'époque où il agressait et filmait sa propre fille, de la fin des années 90 à 2002.

Le procès de Luc X., en 2005, avait soulevé l'ire de bien des gens par ses détails scabreux. L'homme de 33 ans, résidant du Centre-Sud, filmait ses ébats sexuels avec sa fille, et mettait les films en ligne à l'intention des internautes pédophiles.

Selon la preuve présentée au procès, il aurait aussi « prêté » sa fille à un pédophile.

Luc X. a été condamné à 15 ans de prison, mais cette peine a été réduite à neuf ans par la Cour d'appel. La Couronne conteste cette réduction en Cour suprême.

Christiane Desjardins

EN BREF

Jeune femme fauchée par un camion

Une jeune femme a été heurtée à mort par un camion à l'angle des rues Pie-IX et Ontario, en milieu d'après-midi hier. Elle a été fauchée par un camion filant en direction est. Le camionneur n'aurait pas vu la victime, qui est morte sur le coup. Une importante zone de travaux est située à proximité du lieu de l'accident. Des citoyens du quartier, témoins de la scène, se sont plaints du manque de sécurité entourant le chantier de construction.

Malorie Beauchemin

Début de l'opération Nez rouge

Si décembre est souvent synonyme de dinde et d'atocas en famille, c'est aussi le mois des *partys* bien arrosés et du petit verre de trop. Pour pallier ce problème, une fois de plus cette année, opération Nez rouge est sur les rails. Dès 19 h ce soir, et jusqu'au 31 décembre, les téléphonistes du centre de coordination du Parc olympique et les équipes de raccompagnement seront à l'œuvre dans la région de Montréal. La Centrale de la métropole sera en fonction de 21 h à 3 h 30 du dimanche au mercredi et de 19 h à 3 h 30 du jeudi au samedi. Le numéro à composer pour Montréal est le 514-256-2510. Le service étant gratuit, les dons sont acceptés; ils sont remis à des organismes de charité. L'an dernier, les équipes de Montréal avaient récolté autour de 100 000 $ en dons, environ 15 000 $ de plus qu'en 2003. Plus de 3100 raccompagnements ont été effectués dans la métropole en décembre 2005, contre 60 000 pour l'ensemble du Québec.

Malorie Beauchemin

Manifestation pour les animaux

Une groupe de personnes se réclamant de l'organisation SHAC a manifesté dans les rues de Montréal, hier, contre les tests sur les animaux en laboratoire. Partant de la place Émilie-Gamelin, les quelques dizaines de manifestants se sont dirigés vers Westmount, mais la pluie a tôt fait de diminuer leur nombre. Le groupe international SHAC (Stop Huntingdon Animal Cruelty) réclame que la multinationale Huntingdon cesse ses tests sur des animaux en laboratoire. À plusieurs reprises cette année, des manifestants de ce groupe ont marché dans les rues de Montréal. Dimanche, 13 manifestants pour les droits des animaux avaient été arrêtés parce qu'ils troublaient la paix dans les rues de Westmount. Il est fort probable qu'il s'agisse de la même organisation. La manifestation d'hier s'est toutefois déroulée dans le calme.

Malorie Beauchemin

SI CETTE PERSONNE ÉTAIT ATTEINTE DU VIH, PRENDRIEZ-VOUS UN MORCEAU DE GÂTEAU?

ENCORE TROP DE GENS ONT PEUR DES PERSONNES ATTEINTES DU VIH. POURTANT, LE VIH NE SE TRANSMET PAS DANS LES ACTIVITÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE. CROIRE LE CONTRAIRE, C'EST ENCOURAGER DES PRÉJUGÉS QUI FONT MAL.

Journée mondiale sida 2006

msss.gouv.qc.ca/sida

Québec

3444692A

ACTUALITÉS

Expansion de Montréal-Trudeau sur un terrain de golf municipal

Dorval empochera 4 millions de plus

ÉRIC CLÉMENT

L'agrandissement de l'aéroport Trudeau, qui entraîne la disparition d'un parcours de golf de 18 trous, permettra à Dorval d'empocher plus de 4 millions en impôt foncier supplémentaire, a appris *La Presse*.

Comme *La Presse* l'avait annoncé en mai dernier, un golf de 18 trous disparaîtra le printemps prochain à Dorval, à cause de l'agrandissement de l'aéroport dû à l'augmentation de sa fréquentation. Elle est actuellement de 11 millions de passagers par an et devrait passer à 15 millions d'ici sept ans.

Le PDG d'Aéroports de Montréal (ADM), James C. Cherry, a expliqué hier que pour que les avions puissent circuler plus efficacement près de la jetée internationale, les hangars techniques et de fret devront être déplacés à partir de 2008, ce qui a pour conséquence de gruger les espaces verts de deux parcours de golf situés sur les terrains loués par le gouvernement fédéral à ADM depuis 1992.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

L'aéroport Montréal-Trudeau devra s'agrandir sur le terrain de golf voisin. Une situation qui irrite les joueurs et environnementalist es, mais qui fera sourire les élus de Dorval avec l'apport de 4 millions de plus en impôt foncier.

Le golf municipal de Dorval (neuf trous) ne sera pas touché jusqu'en 2013, mais le Club de golf Dorval n'aura plus qu'un parcours de 18 trous au lieu de deux. Son vice-président, Alex Rogerson, est déçu car avec 18 trous au lieu de 36, les revenus du club vont diminuer « alors qu'on est rentables depuis 25 ans et qu'on se maintient avec 50 000 rondes par an », dit-il.

La Coalition verte et des citoyens s'opposent, principalement pour des raisons environnementales. Le maire de Dorval, Edgar Rouleau, qui avait signé une pétition pour sauvegarder le golf municipal, est quand même content.

« C'est décevant de perdre un tel espace vert, a-t-il dit à *La Presse*, mais pour les citoyens de Dorval, l'impôt foncier d'ADM va certainement être un ajout à notre assiette fiscale. Le terrain précédemment utilisé par le Club de golf ne rapportait aucune taxe. »

La présence d'ADM à Dorval lui rapporte plus de 6 millions en impôt foncier par an, une somme qui sera augmentée de 4 millions avec cet agrandissement. Cet argent fera du bien à Dorval, qui va augmenter dans quelques jours le compte de taxes de ses propriétaires d'environ 2 %, selon M. Rouleau, qui promet de se battre pour qu'après 2013, Dorval puisse conserver les deux golfs restants. Mais ADM ne s'y engage pas.

« Pour nous, ce projet est un désastre environnemental car ADM va détruire plusieurs milliers d'arbres, 10 000 s'ils effacent le golf d'ici 20 ans, dit Dan Goyens, du comité SOS Dorval. Ce dossier est une question d'argent alors que nous, dans l'Ouest-de-l'Île, on aimerait ça respirer un peu d'air. D'autant que ce ne sont pas les terres d'ADM, mais des terrains publics dont ils sont locataires. Nous allons voir quelles démarches on peut entreprendre auprès du gouvernement fédéral. »

« Ça va nous rapporter de l'argent mais il faudra fournir des services, ajoute de son côté Paul Wilkinson, un citoyen de Dorval qui a interrogé le maire Rouleau sur ce dossier à l'occasion du conseil municipal de Dorval lundi. Ce n'est pas acceptable que M. Rouleau ait signé une pétition et en même temps travaille coude à coude avec M. Cherry. On a besoin de leadership au plan environnemental. »

COURRIEL
pour joindre notre journaliste: eric.clement@lapresse.ca

Magog-Orford veut redorer son image

CLAUDE PLANTE
LA TRIBUNE

ORFORD — La région de Magog lance une campagne majeure de publicité pour contrer les effets négatifs du conflit au mont Orford et dire aux Québécois qu'une saison touristique hivernale aura bel et bien lieu.

Hier matin, des leaders magogois ont annoncé le lancement d'une campagne d'environ un quart de million de dollars d'ici les Fêtes et au cours des semaines suivantes.

Le montage financier est pratiquement complété. Le député d'Orford, Pierre Reid, a annoncé que son gouvernement allouait 185 000 $, somme qui provient d'une subvention annoncée l'été dernier pour le développement de nouveaux projets.

La chambre de commerce et d'industrie Magog-Orford et le CLD Memphrémagog ont entrepris une campagne de financement dont l'objectif est de 55 000 $. À l'occasion d'une assemblée réunissant des gens d'affaires, on a déjà amassé 42 600 $.

La campagne de financement se poursuivra jusqu'au 8 décembre, a indiqué le président de la Chambre, Pierre Lefebvre. «Nous atteindrons certainement notre objectif», a-t-il soutenu.

Selon Ghislain Goulet, directeur général du CLD Memphrémagog, il n'est pas question de faire la promotion de la montagne uniquement, mais bien de publiciser tous les attraits touristiques offerts sur le territoire. «Ce sera une campagne nationale qui s'étendra sur tout le territoire du Québec. Nous allons parler du ski, mais aussi des services offerts comme les restaurants et l'hébergement, ainsi que les événements comme la Fête des neiges.»

JOURNÉES D'APPRÉCIATION DE LA CLIENTÈLE

3 JOURS SEULEMENT
VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE

1 er, 2 et 3 DÉCEMBRE 2006

10 % DE RABAIS
SUR VOTRE ACHAT TOTAL
EN RÉGLANT AVEC VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC

ça fait changement!

33 % de rabais
Articles déco des fêtes
Accessoires, ornements d'arbre de Noël, fleurs, vaisselle et davantage

Obtenez 15 000 points bonis Primes Hbc*
avec achat minimum de 40 $ réglé avec votre carte de crédit Hbc.
*Certaines exceptions s'appliquent Limite d'une offre identique par compte

Hbc

3445606A

CLASSY
VENTE D'ENTREPÔT
Prix incroyable sur SMOKINGS et COMPLETS
Jusqu'à 70% de rabais

3445130A

8211, 17e avenue
(au nord du métropolitain)
www.classy.com
(514) 728-6200

Vente annuelle
Marchandise neuve et usagée
Tuxédos et accesoires
Vestons, Pantalons, Chemises, Souliers, Gilets, Cravates, noeuds papillon
Nouveau cette année!!!
Habit de ville de qualité 100% laine fait au Canada
Neuf à partir de 149.99$
(reg. jusqu'à 499$)

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2006-11-30

Joker — Lettre gagnante R
01 08 20 26 37

Astro — Jour - Mois - Année - Signe
04 FÉVRIER 78 VIERGE

La Quotidienne
3 191
4 3080

Banco
05 06 07 12 16 17 18 20 21 23
24 27 28 31 32 36 43 51 60 61

Extra
2472429*
500 000 $
*décomposable dans les deux sens

Résultats des tirages du: 2006-11-29

Lotto 6/49
05 09 14 31 37 46 — 08 compl.

	Gagnants	Lots
6/6	1	13 809 794,00 $
5/6+	4	96 438,20 $
5/6	189	1 686,00 $
4/6	9 229	65,40 $
3/6	170 460	10,00 $
2/6+	126 908	5,00 $
Ventes totales :		19 250 818 $
Prochain gros lot (approx.) :		4 000 000 $

Québec 49
07 20 25 30 39 41 — 05 compl.

	Gagnants	Lots
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	18	500,00 $
4/6	953	50,00 $
3/6	18 432	5,00 $
Ventes totales :		549 484,00 $

Extra 8341473* 500 000 $
*décomposable dans les deux sens

Super 7 — GROS LOT CE SOIR
22 000 000 $ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM

Boycottage au conseil d'agglomération de Montréal

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le budget 2007 de Montréal a mis le feu aux poudres parmi les élus des villes défusionnées. Les maires ont annoncé hier le boycottage des travaux du conseil d'agglomération tant que cette structure ne sera pas modifiée.

Les élus des villes reconstituées accusent l'administration Tremblay-Zampino de leur avoir transféré une portion du fardeau pour remplir sa promesse de geler le fardeau fiscal à Montréal. « Nous demandons au gouvernement de réexaminer la structure pour la rendre juste et équitable », a précisé la mairesse de Westmount, Karin Marks.

Le président du comité exécutif, Frank Zampino, fait valoir que son administration s'est servie des dispositions prévues par la loi. « Cette décision favorise au moins cinq villes reconstituées. Chaque fois que l'on prépare un budget, il y aura des perdants et des gagnants », explique-t-il.

Les maires des villes défusionnées estiment que les modifications aux taux de taxation dans le budget 2007 pénalisent les propriétaires résidentiels. Ils estiment devoir verser 9 millions de plus pour les services d'agglomération.

M. Zampino précise que les villes peuvent ajuster leurs taux de taxation locale pour éviter des hausses d'impôt foncier.

Selon les élus des villes reconstituées, ce nouvel épisode prouve que leur participation au conseil d'agglomération est vaine. « C'est un spectacle pour nous donner l'impression d'être consultés », déplore le maire de Sainte-Anne-de-Bellevue, Bill Tierney.

Les maires des villes reconstituées ont déjà proposé des changements à la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau. Ils ont notamment suggéré de faire passer le nombre de membres de 31 à 80 et de doter le conseil de sa propre administration.

En ce moment, le comité exécutif de Montréal chapeaute le conseil d'agglomération. Les municipalités reconstituées font valoir qu'une telle administration serait plus neutre. Frank Zampino a rappelé que les règles en vigueur aujourd'hui sont identiques à celles proposées lors des référendums sur la défusion.

Québec étudie ces suggestions. Un porte-parole de la ministre Normandeau, Jonathan Trudeau, a néanmoins déploré l'attitude des maires. « Les villes ont le droit d'opposition, elles s'en sont servies l'an passé et elles pourront toujours s'en servir, je ne crois pas que s'absenter soit dans le meilleur intérêt des citoyens », a-t-il déclaré.

Hier matin, les élus des villes défusionnées ont d'abord boudé une séance spéciale du dépôt du budget 2007 de l'agglomération de Montréal. Seulement cinq représentants sur 15 s'étaient présentés. Ils ont décidé d'un commun accord de quitter la réunion publique. Après une rencontre en après-midi, les maires ont décidé à l'unanimité de boycotter la séance régulière du conseil d'agglomération. Celle-ci s'est déroulée sans problème puisque les élus montréalais forment le quorum à eux seuls. L'assemblée a duré environ 30 minutes.

TRANSPORTS EN COMMUN

Hausse des tarifs à la STL

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les tarifs de la Société de transport de Laval (STL) augmenteront en moyenne de 3,2 % à partir du 1er janvier prochain. En 2006, les Lavallois ont aussi connu une augmentation des coûts des transports en commun.

Les adultes qui paient en espèces à chaque passage débourseront 3 $ au lieu de 2,90 $, ce qui représente une majoration de 3,4 %. Pour ce qui est du tarif réduit des étudiants (moins de 18 ans) et des personnes de 65 ans et plus, il passera de 1,75 $ à 1,80 $, une hausse de 2,9 %.

Le coût du livret de huit tickets réguliers (adulte) augmentera de 2,4 %, passant de 20,50 $ à 21 $; chaque ticket coûtera donc 2,63 $ par rapport à 2,56 $ aujourd'hui. Le livret de tickets à tarif réduit sera vendu 12,25 $ au lieu de 12 $, une hausse de 2,1 %.

Quant à la carte mensuelle qui donne accès aux autobus de la STL, elle sera augmentée de 2,8 % dans le cas du tarif des adultes (de 70,50 $ à 72,50 $) à 4,9 % dans le cas du tarif réduit (de 41 $ à 43 $). Pour ce qui est du tarif 2007 de la carte mensuelle qui donne accès au métro, aux autobus des sociétés de transport de Montréal et de Longueuil ainsi qu'au train de banlieue, il sera fixé en décembre par l'Agence métropolitaine de transport (AMT).

L'arrivée du métro à Laval est prévue pour le 1er juillet 2007, mais il se pourrait fort bien que le service commence avant dans les trois stations de métro de l'île Jésus.

Il est déjà certain que l'usager qui demande une correspondance pour monter à bord d'un autre autobus de la STL, au cours d'un trajet dans Laval, ne pourra pas l'utiliser pour prendre le métro aux stations Cartier, de la Concorde et Montmorency. À Montréal, l'usager peut utiliser sa correspondance pour passer de l'autobus au métro.

Le budget 2007 de la STL sera de 86,6 millions, en hausse de 2,8 % comparativement à celui de l'exercice qui se terminera le 31 décembre. Depuis cinq ans, la clientèle de la STL est supérieure à celui des autres sociétés de la région de Montréal.

Zellers

Du vendredi 1er décembre au dimanche 3 décembre 2006
La marchandise olympique canadienne officielle ne fait pas partie de cette promotion.
Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucun bon d'achat différé.

Aubaines à tout casser!
Samedi jusqu'à midi SEULEMENT!

Obtenez un rabais additionnel de 20%
sur TOUS les vêtements sport pour bébé et enfant lorsque vous utilisez votre carte de crédit Hbc
Sauf les vêtements d'extérieur, les vêtements de nuit, les chaussettes et les sous-vêtements.

Liquidation de jouets!
Rabais additionnel de 70%*
sur les jouets à prix déjà réduit
*sur le prix de l'étiquette jaune.

Veuillez présenter ce bon au moment de l'achat.

30%-50% de rabais
sur TOUS les vêtements d'extérieur pour homme, femme et enfant
Sauf la marque Dickies® et les vêtements d'extérieur en cuir.

70% de rabais
sur TOUS les vêtements d'extérieur London Fog®, Pacific Trail® et Dockers® à prix ordinaire pour homme
Sauf les articles Outdoors Unlimited®.

Samedi seulement!
60% de rabais
sur le four Easy-Bake®
• Comprend mélanges, accessoires, poignée isolante, recettes et instructions
• 8 ans et plus
Avant 26,99....9,99

60% de rabais
sur la trousse d'outils rotatifs à vitesse variable 40 pièces ou l'ensemble avec pistolet thermique Power Smith®
Avant 34,97...13,97. Tant qu'il y en aura.

33 % de rabais
39,97
Peignoirs à motif jacquard pour homme
Avant 59,97

30% de rabais
sur TOUS les pantalons tout-aller Arrow® et Timber Creek de Wrangler® pour homme
Avant 29,97-39,97
.....20,97-27,97

30% de rabais
sur TOUTES les chaussures de marche pour homme et femme et TOUTES les bottes mode pour femme et enfant
*Sauf les bottes d'hiver.

40% de rabais
sur TOUS les vêtements des fêtes pour femme

50% de rabais
sur un choix de jeans Levi Strauss Signature® et Cherokee® pour homme
Avant 29,97 et 39,97
.....14,97 et 19,97

50% de rabais
sur TOUS les draps en finette

100-200 de rabais
sur TOUS les foyers électriques
Avant 299,99-699,99
Aussi : poêle en métal.
Avant 179,99...149,99
Poêle en métal Tiffany.
Avant 99,99.....89,99

50% de rabais
sur TOUTES les décorations en forme de renne pour l'extérieur avec lumières préinstallées
Avant 29,99-79,99
.....14,99-39,99

60% de rabais
sur l'arbre de Noël 2,3 mètres Winchester à lumières DEL
Avant 299,99...119,97
Tant qu'il y en aura.
Désolés, aucun bon d'achat différé.

25% de rabais
sur TOUTES les cafetières et TOUS les mélangeurs et les robots culinaires

40% de rabais
sur TOUS les lecteurs MP3 de fin de série

50% de rabais
sur TOUS les caméscopes de fin de série

FAITES PROVISION d'essentiels à prix incroyablement bas!

Samedi et dimanche seulement!
99¢
Scone canneberges et orange avec café
Pour emporter seulement.

Achetez-en un, obtenez-en un EN PRIME
Bâtonnets de chocolat Onctueux et crémeux de Hershey®, 99 g
60 calories par bâtonnet!
Ord. 2,47

2,97
Café Blue Ribbon®, 1 kg
Avant 3,99

4,99
Papier hygiénique Kleenex®, emballage de 24 rouleaux simples ou de 12 rouleaux doubles

Obtenez 10% de rabais*
sur vos achats toute la journée dans n'importe quel magasin du groupe Hbc à l'ouverture d'un compte Hbc.
*Sous réserve de l'approbation du crédit. Les achats doivent être réglés avec la carte de crédit Hbc. Certaines exceptions s'appliquent. Renseignez-vous auprès d'un associé à la vente.

3446428A

ACTUALITÉS

Nouveau président à la Conférence des recteurs

Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval, prendra la tête de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) à partir du 9 décembre. Il succédera à Roch Denis, de l'UQAM, qui a démissionné à la suite de la découverte de dépenses supplémentaires de 40 millions dans la construction du Complexe des sciences.

L'élection de M. Pigeon inquiète la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). À l'Assemblée nationale la semaine dernière, le recteur de l'Université Laval a indiqué que « le gel des frais de scolarité en 1994 était une erreur » et que ce n'était pas la meilleure façon de favoriser l'accessibilité. « Si les frais de scolarité avaient été indexés, c'est 87 millions de plus qu'il y aurait dans le système », a-t-il ajouté. « Nous allons essayer de le rencontrer le plus rapidement possible pour en parler », a dit hier Christian Bélair, président de la FEUQ, qui est opposée au dégel des droits.

Marie Allard

IRREMPLAÇABLE

MARINA ORSINI vous invite à visiter l'INDÉMODABLE Salon des métiers d'art, avec 450 artisans FORMIDABLES qui vous offrent 7000 créations INCOMPARABLES.

Conception : Commando Création — Direction artistique : ATTENTION design+ — Photo : Claude Dagenais

Marina Orsini, porte-parole
Vêtements : Marie-Pierre Lafortune
Boucles d'oreilles : NES
Bague : Marilène Morency

3446056A

Salon des métiers d'art
du 2 au 21 décembre 2006 — entrée libre

de 11 h à 21 h, du lundi au samedi
de 11 h à 18 h, les dimanches et le jeudi 21 décembre

Place Bonaventure — **Montréal** — www.salondesmetiersdart.com

N'oubliez pas la Clinique du Salon des métiers d'art. Donnez du sang. Donnez la vie.

CONCOURS **IMBATTABLE !**

Remplissez ce bulletin de participation et déposez-le
dans la boîte prévue à cette fin à l'entrée du Salon des métiers d'art.
Vous pourriez gagner l'un des nombreux prix offerts par les artisans, tous les jours.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

Pour participer, vous devez répondre à cette question :
Qui est la porte-parole du Salon des métiers d'art ? _____

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Les travaux de reconstruction des deux viaducs lavallois devraient débuter en janvier pour se terminer en juin prochain.

LAVAL

Les nouveaux viaducs coûteront de 5 à 10 millions

BRUNO BISSON

La reconstruction des deux ponts d'étagement de l'autoroute 19 qui ont été démolis à la suite de l'effondrement du viaduc de la Concorde, à Laval, le 30 septembre, pourrait coûter jusqu'à 10 millions aux contribuables du Québec, selon des documents d'appel d'offres publiés mardi par le ministère des Transports du Québec (MTQ).

Le coût de ces travaux ne couvrira essentiellement que la construction des deux ouvrages d'art, puisque la conception des viaducs et la réalisation des plans et devis ont été faites en régie par des ingénieurs du MTQ et ce, deux mois à peine après la tragédie dans laquelle cinq personnes sont mortes.

Pour remplacer les viaducs démolis, le MTQ a préconisé la construction d'ouvrages conventionnels, d'une grande simplicité sur le plan de l'ingénierie. Ceux-ci seront notamment dotés de piliers de soutien centraux, contrairement aux viaducs précédents. Ils avaient été conçus et construits sous la supervision de la firme Desjardins Sauriol, devenue Dessau-Soprin, au début des années 70, en même temps que l'autoroute 19.

Le 30 septembre dernier, le viaduc du boulevard de la Concorde, dans l'est de Laval, s'est écroulé sur le tablier de l'autoroute 19, tuant sur le coup les cinq passagers des deux automobiles qui circulaient alors sur les voies rapides. Cet incident totalement inattendu, et toujours inexpliqué, a rapidement fait le tour de la planète.

Il a aussi soulevé un vent d'indignation et d'inquiétude dans tout le Québec, dans les officines du génie civil, aussi bien qu'au sein même de Transports Québec, où l'entretien des ponts et viaducs faisait l'objet de vives préoccupations depuis déjà quelques années. Une commission d'enquête, présidée par l'ex-premier ministre Pierre Marc Johnson, doit par ailleurs faire la lumière sur les causes de cet effondrement, d'ici le printemps prochain.

Entre-temps, le MTQ a décidé de démolir ce qui restait du viaduc de la Concorde. À environ un kilomètre de là, un viaduc enjambant l'autoroute 19 à hauteur du boulevard de Blois, construit en même temps et selon le même type de conception que le viaduc de la Concorde, a été immédiatement fermé, inspecté par le MTQ, et démoli à son tour.

Selon les documents publiés mardi, les deux viaducs, dotés d'une dalle de béton armé reposant sur poutres d'acier, seront construits simultanément.

Lancé mardi, l'appel d'offres du MTQ accorde deux semaines à peine aux entreprises de construction pour présenter leurs soumissions, puisque celles-ci seront ouvertes dès le 13 décembre. Le début des travaux est prévu en janvier. Selon l'échéancier présenté, la construction des nouveaux viaducs devrait être complétée en juin 2007.

PONTS MUNICIPAUX

Chertsey devra faire sa part

BRUNO BISSON

La municipalité de Chertsey, coupée en deux depuis la fermeture du pont du Gouvernement, le 13 octobre, devra faire sa part pour la reconstruction de ce pont de 65 mètres au-dessus de la rivière Ouareau.

Lundi prochain, le conseil municipal devrait choisir, parmi trois scénarios présentés par le ministère des Transports, lequel serait le plus avantageux pour les 4500 résidants. Pour les 700 qui sont coupés du reste de la ville depuis près de deux mois, l'attente devrait toutefois durer plusieurs mois, et ce, peu importe la solution retenue. Les coûts estimés pour le rétablissement de ce lien routier vital sur la rivière Ouareau oscilleront entre 1 million, pour une remise en état partielle du pont, et un peu plus de 2 millions, pour une reconstruction complète.

En entretien avec *La Presse*, le maire de Chertsey, Yves Lafortune, a affirmé hier que son administration privilégiait présentement une solution mitoyenne présentée par Transports Québec, qui permettrait de rétablir entièrement la circulation des véhicules de tout tonnage sans démolir complètement le vieux pont d'acier, construit en 1928 par la Canadian Vickers. Le pont restauré n'offrirait toutefois qu'une seule voie de circulation, comme avant la fermeture, au lieu de deux pour un pont neuf.

« Peu importe la solution choisie, le Ministère nous a assuré qu'il était prêt à mettre 1 million pour les travaux, a expliqué le maire. Dans le premier scénario, la structure du pont serait réparée au coût d'environ 1 million, aux frais du ministère, mais la circulation serait limitée aux véhicules de moins de cinq tonnes. Dans le deuxième cas, la structure actuelle du pont serait démolie au complet et remplacée par un tablier de bois reposant sur des poutres d'acier. Le MTQ financerait là aussi les coûts des rénovations, d'environ 1 million. »

Dans ce cas, toutefois, la municipalité devrait aussi assumer des dépenses importantes, en raison de la reconstruction nécessaire des approches du pont, qui serait relevé d'environ un mètre. Le chemin de l'Église, qui mène au pont, devrait être adapté en conséquence. Des expropriations en bordure de la rivière pourraient alors devenir nécessaires. Ces frais supplémentaires, qui pourraient s'élever à 500 000 $, seraient assurés par la Ville.

Enfin, la construction d'un nouveau pont, deux fois plus large que l'ouvrage actuel, mais doté de deux voies de circulation au lieu d'une seule, a été estimée à 2 millions par le MTQ. Si Chertsey choisit ce scénario, elle devra en financer la moitié.

Le pont du Gouvernement est le plus imposant de tous les ponts fermés relevant de la responsabilité d'une municipalité. Selon des relevés récents de *La Presse*, plus d'une douzaine d'autres municipalités du Québec, plus petites que Chertsey, se trouvent présentement dans la même situation que cette ville du nord de Lanaudière.

Et leur nombre ne cesse d'augmenter. Depuis deux semaines, cinq autres ponts ont été fermés par le MTQ dans autant de municipalités, à la suite d'inspections détaillées. Deux de ces ponts sont situés en Gaspésie, à Percé et à Chandler. Les trois autres sont situés à Saint-Simon-les-Mines, en Beauce, ainsi qu'à Saint-Pierre-de-Broughton et Saint-Adrien-d'Irlande, près de Thetford Mines.

Espace Bell

Consultez notre dépliant à l'intérieur de ce journal.

3437148A

Un des pionniers de Sainte-Justine s'éteint

THOMAS GERVAIS

Jacques Raymond Ducharme, fondateur du Centre de recherche de l'hôpital Sainte-Justine, est mort cette semaine entouré de ses proches. « Ses qualités humaines étaient phénoménales et ses manières, exceptionnelles, dit Claude Roy, collègue du Dr Ducharme et ancien directeur de la recherche à Sainte-Justine. Dans les années 60 et 70, on ne connaissait pas Sainte-Justine aux États-Unis mais on connaissait Jacques Ducharme. Ça témoigne qu'il était un géant de la pédiatrie québécoise. »

Né en 1928 à Montréal, le jeune Ducharme a fait des études au collège Jean-de-Brébeuf, puis à l'Université de Montréal. Il a ensuite obtenu sa spécialisation en endocrinologie pédiatrique de l'Université de Pennsylvanie avant de revenir à Montréal en 1960.

« Sa compétence en pédiatrie a été immédiatement reconnue à Sainte-Justine. Mais à cette époque, la recherche n'avait pas droit de cité à l'hôpital », dit le Dr Roy. Dès lors, il a entrepris de combler le retard scientifique de Sainte-Justine, par rapport à l'Hôpital pour enfants de Montréal notamment.

En 1974, il a obtenu du gouvernement provincial une subvention pour transformer la résidence des infirmières de Sainte-Justine en premier laboratoire de recherche. Il y a poursuivi une grande partie de ses travaux sur les changements hormonaux reliés à la puberté.

Dès l'âge de 49 ans, Jacques Ducharme a dû subir une première intervention médicale pour ses problèmes cardiaques, puis une deuxième dans les années 90. Il y a près d'un an, un accident vasculaire cérébral l'a terrassé et l'a contraint à demeurer à l'Institut de gériatrie de l'Université de Montréal jusqu'à sa mort, le 26 novembre dernier.

Juste avant son AVC, le réputé pédiatre continuait d'inspirer le milieu universitaire grâce à son enthousiasme contagieux. « Dix ans après sa retraite, il démontrait toujours une allégeance complète et totale à Sainte-Justine », dit le Dr Roy. Il y a plusieurs années, on a proposé de donner au Centre de recherche le nom de son fondateur. « Mais mon père était très humble, a confié hier son fils Jean. Il trouvait que ce genre d'hommage devait se faire après la mort des gens et non pas de leur vivant. »

Le Dr Ducharme laisse dans le deuil sa femme, Monique Smith, ses cinq enfants et ses 10 petits-enfants. De nombreux collègues sont venus lui exprimer une dernière reconnaissance pour son important legs scientifique et humain.

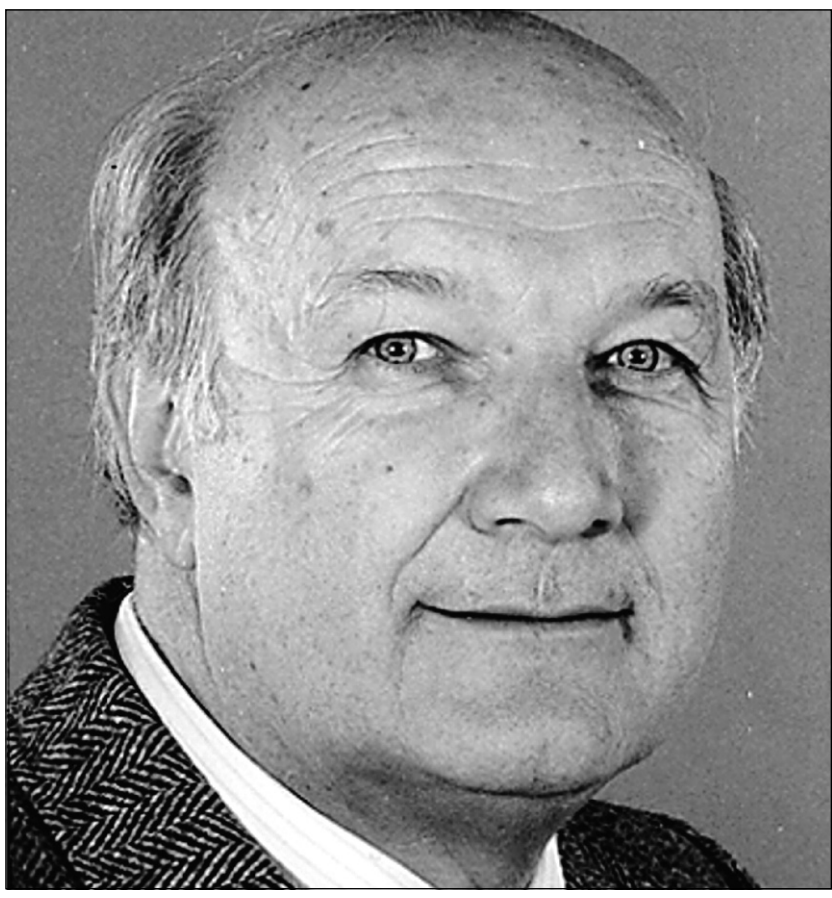


PHOTO LA PRESSE

Le Dr Jacques Ducharme, fondateur du Centre de recherche de l'hôpital Sainte-Justine.

SÉCURITÉ DANS LES AÉROPORTS

Des améliorations très coûteuses

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Un système automatisé empêchant les terroristes et autres criminels de monter à bord des avions canadiens pourrait coûter plus de 250 millions $, révèlent des documents obtenus récemment en vertu de la loi d'accès à l'information. Ce coût astronomique, une multitude de problèmes logistiques et des préoccupations liées à la protection de la vie privée ne sont que quelques-uns des obstacles que devra surmonter le gouvernement fédéral s'il entend développer un programme de tri des passagers aériens.

Le Canada entend mettre en place une liste de gens interdits de vol, et une loi antiterroriste adoptée il y a deux ans permet à la Gendarmerie royale du Canada et au Service canadien du renseignement de sécurité d'avoir accès aux informations concernant des passagers potentiels. L'objectif de ces mesures est de permettre aux agences de sécurité d'identifier et d'intercepter les individus qui semblent présenter une menace.

Le programme de tri utiliserait la liste d'exclusion, les données compilées par la GRC et le SCRS ainsi que 34 autres informations – comme la méthode de règlement du billet et le choix de siège – pour identifier les suspects. Une étude de faisabilité préparée par IBM Global Services estime que ce système pourrait coûter jusqu'à 270 millions.« Le coût du programme est une préoccupation importante et un obstacle potentiel à son adoption », peut-on lire dans le document.

La GRC a suggéré d'abandonner le développement d'un système automatisé, en faisant valoir que la liste d'exclusion, les policiers placés à bord des avions depuis le 11 septembre 2001 et les ressources de renseignements actuelles sont suffisants.

Nouveau terminal à Heathrow

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES— Deux halls gigantesques, 300 ascenseurs et escalators, une facture de six milliards d'euros : le futur terminal 5 de l'aéroport d'Heathrow, dont le chantier a été dévoilé hier dans l'ouest de Londres, doit porter le trafic local à 100 millions de personnes par an. « Ce n'est pas un simple terminal », souligne Andrew Wolstenholme, qui dirige les travaux depuis leur début en septembre 2002. De fait, deux bâtiments ouvriront leurs portes fin mars 2008, avant un troisième en 2011, pour désengorger et moderniser l'aéroport le plus fréquenté d'Europe, né en 1946.

La construction du Terminal 5 d'Heathrow, décidée en novembre 2001 au terme de la plus longue enquête d'utilité publique de l'histoire du Royaume-Uni (46 mois), fait encore débat alors que le chantier est achevé à 87 %.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Des pouvoirs de métropole

nathalie.collard@lapresse.ca
NATHALIE COLLARD

Il y a des limites à gratter les fonds de tiroirs.

Le budget déprimant présenté cette semaine aux Montréalais montre à quel point l'administration municipale a l'imagination de ses moyens. Une imagination limitée.

À part la création d'un fonds d'investissement destiné aux grands projets générateurs d'impôts fonciers (le quartier des spectacles, le CHUM, etc), le budget de l'administration Tremblay-Zampino est un bijou de sobriété... et d'ennui. De quelle façon cette administration pourra-t-elle concrétiser tous les beaux projets issus du Sommet de Montréal? Mystère.

M. Tremblay devrait revendiquer un statut particulier pour sa ville.

Le maire de Montréal semble vouloir miser sur ses discussions futures avec Québec, en janvier prochain, pour tirer sa ville de ce marasme. Il espère entre autres aller soutirer des sources supplémentaires de revenus. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin? M. Tremblay devrait s'inspirer de son ami David Miller, le maire de Toronto, et revendiquer la reconnaissance d'un statut particulier pour sa ville.

Bien sûr, la partie ne sera pas facile. À Québec, on n'a visiblement pas l'esprit à la décentralisation. Mais cette apparente fermeture ne doit pas décourager le maire de Montréal.

L'exemple à suivre se trouve bel et bien au bout de l'autoroute 401. Dès janvier prochain, au terme de longues négociations, la loi 53 (ou City of Toronto Act) entrera en vigueur, accordant à la métropole ontarienne des pouvoirs décisionnels ainsi que de nouveaux leviers de taxation.

Cette loi n'a pas été adoptée sans heurts. La majorité des municipalités ontariennes – qui ont également obtenu certains pouvoirs dans la nouvelle loi – sont loin d'être enchantées par le statut accordé à la Ville-reine, qui devient pratiquement un petit État au sein de la province.

Qu'à cela ne tienne. Dès l'an prochain, Toronto pourra contrôler le flot d'immigrants sur son territoire, développer et gérer ses services publics comme bon lui semble, et, surtout, lever de nouvelles taxes. La Ville pourra décider elle-même des heures d'ouverture des bars sur son territoire, sans devoir obtenir la permission du gouvernement provincial. Son nouveau statut lui permettra en outre de signer des ententes directement avec Ottawa, sans passer par Queen's Park. Bref, Toronto sera autonome.

On rêve d'un statut semblable pour Montréal. Il est plus que temps que la métropole québécoise prenne les rênes de son développement, en accord avec ses objectifs et ses valeurs. Des exemples: si Montréal décidait de limiter la circulation automobile sur son territoire, elle pourrait décider de percevoir une nouvelle taxe sur l'immatriculation des voitures, sur l'essence, sur les pneus ou, pourquoi pas, imposer un péage au centre-ville. Si Montréal décidait de se soucier de la santé de ses citoyens, elle pourrait taxer davantage la restauration rapide. Et si les Montréalais étaient vraiment sérieux à propos de la réduction des déchets, l'administration municipale pourrait décider de taxer les ordures comme le fait la Ville de Victoria par exemple.

Bref, plus que jamais, ce serait une excellente idée que Montréal imite Toronto.

Mauvais gagnants

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Il a fallu 48 heures de tractations; l'Assemblée nationale a finalement souligné hier «le caractère positif» de la reconnaissance de la nation québécoise par le Parlement fédéral. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le libellé de la motion votée à Québec ne dégage pas beaucoup d'enthousiasme. Les péquistes ne voulaient surtout pas se «réjouir» – comme le proposait Jean Charest – du geste fait par les députés fédéraux.

Il s'agit d'un trait permanent de l'histoire du Québec: nous nous sommes bien davantage attardés sur nos malheurs au sein de la fédération que réjouis des progrès que nous y avons réalisés. Les défaites provoquent non seulement chez nos élus une déception et une colère légitimes; elles sont interminablement ressassées. Les gains, par ailleurs, sont tout de suite oubliés; prochaine revendication!

Et on s'étonne que les Canadiens anglais en aient marre de nos revendications?

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, l'a fait remarquer hier: «Quand le Québec a été attaqué dans ses droits, cette Assemblée nationale a eu la force et le courage de se lever pour dire non. Cette même assemblée doit avoir la dignité, la noblesse, de se lever pour accueillir positivement et solennellement cette grande avancée pour le Québec.» Les députés y sont arrivés de peine et de misère.

Il y a quelques années, alors que le Canada se remettait du référendum de 1995, les premiers ministres des neuf provinces majoritairement anglophones avaient adopté la «Déclaration de Calgary», déclaration qui reconnaissait «le caractère unique de la société québécoise». Une forte majorité de Canadiens, y compris au Québec, se sont montrés favorables à cette manifestation d'ouverture. Les parlements des neuf provinces ont adopté une motion en ce sens. À cette main tendue, le premier ministre Lucien Bouchard a répondu par une gifle: «Les premiers ministres du Canada anglais ont fouillé dans tous les dictionnaires pour trouver les mots les plus anodins, les plus vides pour nous nommer. Refusant de nous reconnaître comme peuple ou comme une nation, ils sont descendus au soubassement (...)» Et on s'étonne que les Canadiens anglais en aient marre de nos revendications?

Les élus du pays entier viennent une nouvelle fois, cette semaine, d'offrir aux Québécois une branche d'olivier. À entendre les réactions au Canada anglais, on comprend bien que cela aurait dû être fait avec moins de précipitation. Si l'on souhaite que le vote des Communes soit le fondement d'une évolution fructueuse du fédéralisme, il faudra faire beaucoup de pédagogie à rebours. Le premier ministre Charest avait raison d'inviter «les leaders de partout au Canada, qu'ils soient dans les milieux politique, journalistique, académique, juridique, de s'inspirer davantage de cet esprit de respect, d'ouverture, de pragmatisme, d'innovation qui définit le système fédéral.» Mais les Québécois doivent eux aussi faire leur part, comme l'a bien souligné M. Dumont: «Il ne faut pas arriver avec une liste à prendre ou à laisser, il faut être prêts à une ronde de discussion ouverte.» Il s'agit de se mettre à l'écoute sincère... des autres nations du pays.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE VOTE SUR LA NATION

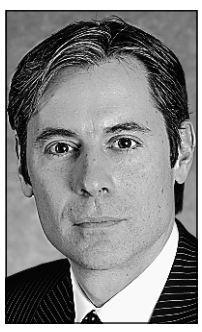
sergechapleau@lapresse.ca DROITS RÉSERVÉS

RÉPLIQUE

Une conclusion étonnante

Il y a beaucoup de bonnes raisons de vouloir construire des hôpitaux en mode PPP

PIERRE LEFEBVRE



L'auteur est président-directeur général de l'Agence des partenariats public-privé.

La série de textes de Mme Ariane Krol, publiés dans *La Presse* au cours du week-end dernier, doit laisser plusieurs lecteurs perplexes. Dans ces éditoriaux, Mme Krol énumère plusieurs éléments positifs relativement au mode PPP. Elle mentionne:

- que les PPP semblent «marcher» plutôt bien pour transférer les conséquences des retards et des dépassement de coûts à l'entreprise privée;
- que selon une étude réalisée par le NAO (le «National Audit Office»), les PPP respectent trois fois plus leur échéancier que les projets réalisés en mode conventionnel;
- que les hôpitaux à problèmes ont surtout été construits durant la première vague des PPP et que, maintenant, il y a des contrats plus précis qui laissent moins de place à l'erreur;
- qu'à tout point de vue, le modèle PPP amène plus de discipline et que les dossiers d'affaires que prépare l'Agence des PPP est un pas dans la bonne direction;
- qu'une bonne caractéristique des PPP est de confier l'entretien de l'hôpital au groupe qui le construit, car ceci encourage la construction d'un édifice en bon état et empêche le gouvernement de rogner sur l'entretien.

Malgré ses prétentions quant au fait que les PPP pourraient peut-être coûter plus cher que le mode traditionnel, Mme Krol n'avance aucune donnée convaincante à cette effet.

Cependant, elle en arrive à la conclusion que la formule PPP présente pour les hôpitaux beaucoup d'inconvénients et peu d'avantages. Elle juge également que ce serait une mauvaise idée de construire le CHUM et le CUSM en PPP. Considérant la longue liste d'éléments positifs ci-dessus, on s'étonne de sa conclusion et on en cherche le pourquoi.

Ses critiques semblent se porter sur la phase d'exploitation, ou d'entretien dans le cas des CHUs. Il s'agit de la trentaine d'années pendant lesquelles, dans le cas des CHUs, l'entreprise privée s'engage à maintenir l'édifice en bon état, ce qui selon elle est une bonne idée.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE
Le premier ministre Jean Charest et le ministre Philippe Couillard.

Mme Krol relève trois points négatifs au niveau de la portion à long terme des contrats PPP. Dans un premier temps, elle mentionne correctement qu'il n'existe pas de données sur une période de 30 ans pour juger si les PPP livrent selon leur logique. C'est un argument difficile à contredire mais un frein gigantesque et réactionnaire au progrès de toute nouvelle idée. Un fait est indéniable, les gouvernements n'ont pas entretenu les infrastructures comme il le fallait et cette faiblesse du système a des conséquences et un coût. Explorer et introduire une solution qui enraye cette pratique chronique nous semble très défendable.

Deuxièmement, elle souligne aussi correctement qu'en Angleterre, certains gestionnaires publics (dont la majorité par ailleurs considèrent les PPP comme profitables pour le système de santé) ont trouvé difficile de gérer leurs relations avec le secteur privé. Il est vrai qu'il n'est jamais facile d'adopter une nouvelle façon de faire mais pas en soi une raison de ne pas y investir des efforts. C'est le but d'un organisme comme l'Agence des PPP de les aider dans ce cheminement au Québec.

Finalement, elle craint que le modèle PPP constitue un carcan trop rigide pour faire face au futur. Tout d'abord, il faut préciser que la seule façon de contraindre à la fois le secteur privé et le secteur public à entretenir ces infrastructures est contractuellement et à long terme; ceci constitue le carcan craint par Mme Krol. L'important dans ce contexte est de permettre au secteur public de changer de partenaire privé si ces prix pour des changements à apporter deviennent inacceptables. Mme Krol sera heureuse d'apprendre que les contrats-types préparés par l'Agence des PPP prévoient déjà cela.

Il ne faut pas seulement voir comment les PPP se sont fait ailleurs, mais aussi comment on prévoit les faire ici.

Aller au-delà des arguments théoriques

Pour nous prononcer sur la pertinence, ou non, de faire construire les hôpitaux CHUM et McGill en PPP, nous devions aller au-delà des arguments théoriques favorables au modèle. Il fallait voir ce qui se passe lorsqu'on l'applique dans des conditions réelles. C'est ce que nous avons fait en allant au Royaume-Uni, où le gouvernement a déjà autorisé plus de 80 projets hospitaliers depuis 1997.

Nous y avons constaté que les gestionnaires du secteur public ont encore beaucoup de difficulté à négocier avec les consortiums privés. Non seulement ont-ils du mal à obtenir la qualité de service à laquelle ils estiment avoir droit, mais ils doivent payer le gros prix lorsqu'ils veulent réaménager l'espace dans lequel ils fournissent des soins. Malgré toute l'expertise qu'il a développée en matière de PPP, le gouvernement britannique n'a pas réussi à protéger son système de santé des inconvénients de ce modèle. Nous demeurons donc convaincue que Québec, même secondé par l'Agence des PPP, ne doit pas se servir des projets CHUM et McGill pour l'expérimenter.

Ariane Krol

FORUM

Les moulins à vent

ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca
COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a au Québec un puissant courant de méfiance face au secteur privé, aux entreprises et aux profits. Un courant qui pousse, dans bien des cas, à favoriser l'État, même dans des domaines où sa présence n'est pas naturelle.

Cette méfiance a donné, entre autres, la croisade contre les partenariats public-privé, une formule avec ses avantages et ses inconvénients, mais qui ne méritait pas un tel déchaînement. La même culture mène des gens à trouver que c'est une bonne chose que ce soit le gouvernement qui vende des bouteilles de vin et d'alcool. Le nouveau front, ce sera très certainement la bataille pour nationaliser les éoliennes.

J'ai déjà écrit là-dessus, mais sans prendre ce mouvement très au sérieux, davantage intrigué par le phénomène sociologique. Mais cette bataille, d'abord une lutte des syndiqués d'Hydro-Québec, fait boule de neige. La gauche du PQ en a fait un cheval de bataille, Québec solidaire aussi, et maintenant, on assiste à une amplification médiatique qui donne à ce courant un poids qu'il n'aurait pas autrement.

Mais pourquoi donc bien des Québécois veulent-ils ainsi jouer aux Don Quichotte et s'attaquer aux moulins à vent du privé, quand aucune autre société industrialisée ne veut nationaliser le vent? Quelles sont les valeurs qui sous-tendent cet étrange combat?

Il y a certainement là-dedans une culture de la dépendance, qui a été mise en relief par un reportage de *La facture*, à Radio-Canada, montrant que les agriculteurs gaspésiens ne recevraient que 3000$ par année pour chaque éolienne sur leurs terres, tandis que leurs collègues ontariens de la région de Kingston touchent plus du double. Cet écart s'explique en partie par le fait que les éoliennes ontariennes sont plus grosses, que la valeur des terres y est plus grande, que les promoteurs québécois sont astreints à une obligation de retombées régionales. Mais surtout, parce que l'éolien est beaucoup moins payant pour les producteurs privés au Québec qu'en Ontario, 6,5 cents par kilowattheure ici contre 10 cents là-bas.

Mais derrière ce mécontentement, il y a manifestement le réflexe d'une région éloignée et peu prospère qui voit les grands projets comme une manne. Une espèce de loterie, avec de l'argent venu d'ailleurs, qui sera certainement plus généreuse si elle est gérée par la vache à lait qu'est l'État.

Le deuxième mécanisme en jeu, c'est le passéisme. L'argument voulant que si le Québec a si bien fait du temps de René Lévesque avec la nationalisation de l'électricité, il ne faut pas renier une recette qui a fait ses preuves. Même

Mais pourquoi donc bien des Québécois veulent-ils ainsi jouer aux Don Quichotte et nationaliser le vent?

si c'était il y a 40 ans, pour une autre forme d'énergie, dans un autre contexte.

Le troisième mécanisme, c'est la culture des gras durs, bien enracinée au Québec, où l'on veut le beurre et l'argent du beurre. Elle se décline à deux niveaux. D'abord, bien des Québécois voudront que les redevances soient plus généreuses pour les agriculteurs parce qu'ils ne se rendent pas compte que se sont eux qui paieront la note. Ils seraient les premiers à grimper au créneau pour dénoncer Hydro-Québec s'il faut augmenter les tarifs pour couvrir les coûts plus élevés.

Cette façon de vouloir le beurre et l'argent du beurre se manifeste aussi dans l'attitude générale des Québécois face à l'éolien. On s'est réjoui du développement de cette forme d'énergie, mais avec une bonne dose de pensée magique. Le Québec est le paradis de l'énergie hydraulique, peu coûteuse, assez propre, et encore très abondante. Nous ne sommes pas pris à la gorge comme l'Ontario, ou les pays d'Europe du Nord, prêts à payer le gros prix pour combler leurs besoins. Au Québec, l'éolien est très souhaitable. Mais il n'est pas incontournable. Ce choix n'a donc de sens ici que si le prix est abordable. Et c'est dans ce contexte que la mécanique d'appel d'offres a forcé les promoteurs privés à proposer des prix très bas pour l'éolien. Les Québécois accepteront-ils des hausses substantielles de leur facture pour le plaisir d'exploiter le vent?

Le quatrième mécanisme, c'est l'anti-capitalisme primaire. On n'aime pas l'idée que l'éolien soit produit par des entreprises privées, de surcroît non-québécoises, car on se priverait ainsi des profits de cette richesse collective. Il manque un élément à ce raisonnement: encore la question des coûts.

Les producteurs éoliens privés fourniront de l'électricité à un coût moindre qu'Hydro-Québec ne pourrait le faire. En payant chaque kilowattheure d'énergie éolienne moins cher, la société d'État fera plus de profits que si elle avait agi seule. Et c'est de cette façon que cette richesse collective profitera davantage au Québec qu'avec d'autres formules.

Un moment crucial

Rarement les discours des candidats à la direction d'un parti sont-ils aussi importants qu'ils le seront ce soir

MICHEL C. AUGER
LE SOLEIL

On l'a dit et répété, les discours de ce soir seront déterminants dans la course au leadership libéral. Ce qui n'est, d'ordinaire, qu'un exercice de style qui change peu de choses, devant des délégués déjà convaincus sera, ce soir, une dernière tentative des candidats de « conclure la vente » à des clients encore hésitants.

C'est parce que tous les candidats n'ont pas réussi à effacer les doutes. Tous sont arrivés dans la course avec plus d'aspects négatifs que positifs dans la balance et, presque un an plus tard, c'est encore le cas. Surtout, aucun n'a réussi à démontrer hors de tout doute qu'il était capable de battre Stephen Harper. La vente n'a jamais été conclue.

C'est ce qui fait que les discours sont si importants. Celui qui réussira à faire parler de lui de la façon la plus positive, quand les délégués sortiront de la salle, ce soir, sera plus avantagé que lors d'autres congrès où la qualité des discours était rarement déterminante.

On aura rarement vu un congrès où les délégués sont aussi indépendants du clan qui les a amenés au congrès. En partie, c'est à cause des règlements du Parti libéral qui font en sorte que les délégués sont libres de voter pour le candidat de leur choix après le premier tour de scrutin.

Des délégués libres

Beaucoup de délégués ne se gênent pas pour dire que leur choix définitif n'est pas encore fait. Ils voteront comme l'exige le règlement au premier tour, mais se sentiront totalement libres d'aller ailleurs dès le second tour. Certains, qui ont changé d'idée depuis leur élection en septembre, se prévaudront même de leur droit de s'abstenir au premier tour et de ne voter qu'au second tour, pour un autre candidat. Le camp de Michael Ignatieff compte d'ailleurs sur une désaffection des délégués québécois de Stéphane Dion, depuis les revirements de celui-ci sur la question de la nation québécoise.

C'est pourquoi le résultat le plus important ne sera pas celui du premier tour, mais celui du second, qu'on devrait connaître vers midi, samedi.

Le corollaire est évident. Si les délégués sont aussi indépendants, le jeu des alliances ne peut pas fonctionner comme dans un congrès traditionnel. En particulier, ce n'est pas parce qu'un candidat qui doit se retirer donnera son appui à un autre qu'il amènera avec lui tous ses délégués.

Surtout qu'on ne pourra pas demander à des délégués de faire un geste qu'ils considèrent contre nature. C'est ainsi qu'on ne pourra pas « livrer » de délégués francophones à Gerard Kennedy, qui ne serait pas capable de tenir son bout dans un débat des chefs en français. C'est ainsi qu'on aura du mal à « livrer » des délégués ontariens à un

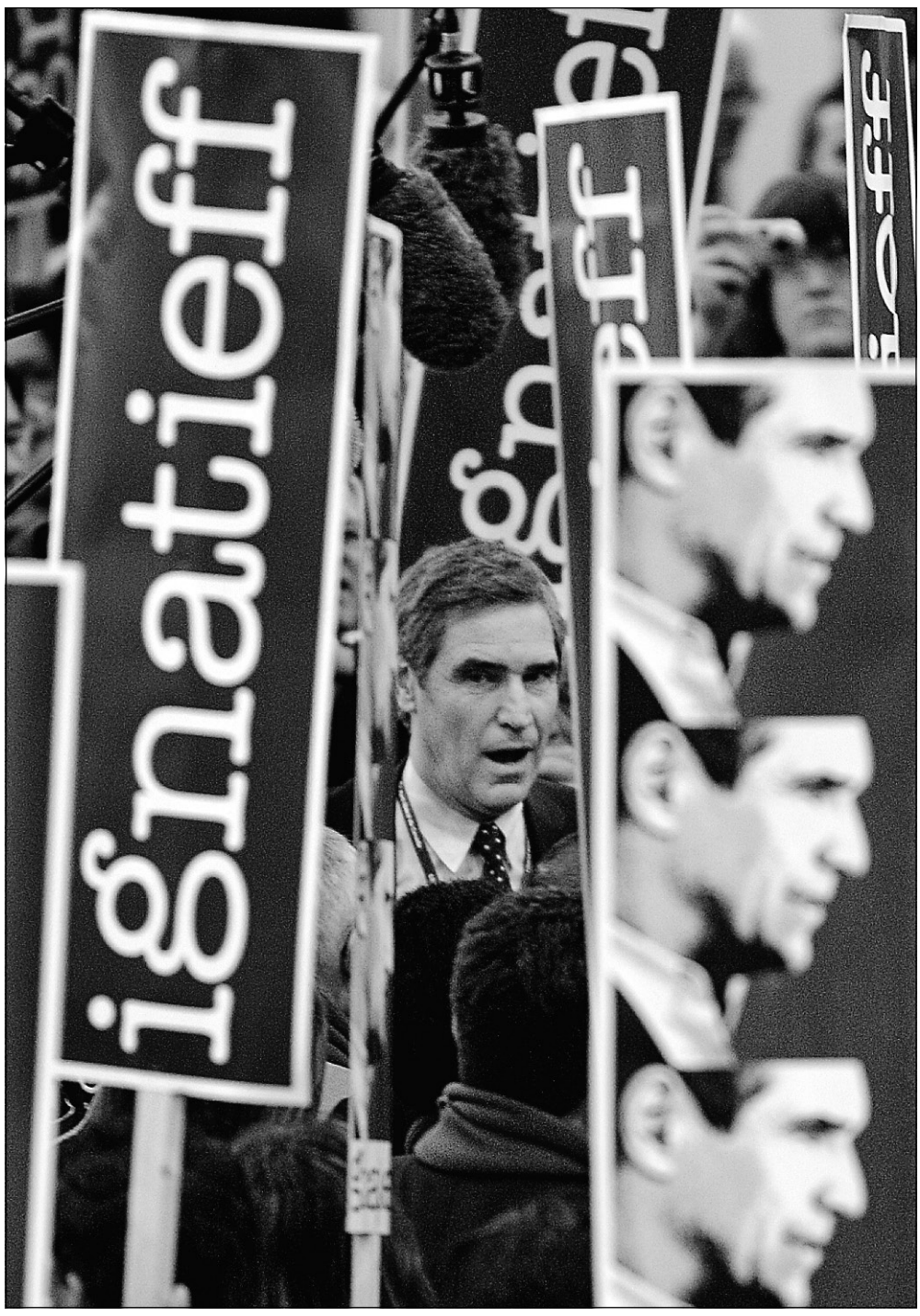


PHOTO RYAN REMIORZ, PC

Michael Ignatieff tente de se frayer un passage parmi la foule de partisans.

Bob Rae, qu'ils ont combattu et dont ils se souviennent du règne comme premier ministre. C'est ainsi que bien peu de Québécois iront naturellement vers un candidat qui s'est trouvé du mauvais côté du débat sur la reconnaissance du Québec comme nation.

L'avenir du parti au Québec

C'est d'ailleurs un facteur plus important qu'il n'y paraît dans le choix des délégués. Pas tant le débat sur la nation, que l'avenir du parti au Québec.

Puisque le congrès se tient à Montréal, il est difficile d'oublier que, lundi dernier, lors d'une élection partielle, le candidat libéral a fini derrière le NPD et avec six pour cent des voix dans Repentigny.

Les libéraux savent bien que, maintenant que la droite est unie, ils ne referont plus jamais le coup de Jean Chrétien de gagner pratiquement tous les sièges de l'Ontario. S'ils veulent reprendre le pouvoir, ils devront absolument faire des gains au Québec.

Depuis une génération, depuis le rapatriement de la constitution en fait, le Parti libéral du Canada n'est plus l'ombre de ce qu'il a déjà été au Québec. Les années Chrétien auront été celles d'un long déclin et le résultat de la dernière élection, simplement un aboutissement logique.

Dans les candidats actuels, il n'y a guère que Michael Ignatieff qui n'ait pas de liens avec les façons de faire des années Chrétien et qui incarne l'espoir d'un renouveau libéral au Québec.

Reste à voir si ce sera suffisant pour que les libéraux surmontent leurs craintes vis-à-vis de celui qui a souvent l'air d'un intellectuel égaré en politique et qui prend trop de risques. Ou s'ils iront vers la quiétude d'un politicien professionnel qui, comme Jean Chrétien, croira que le meilleur moyen de gagner, c'est encore d'éviter de faire des vagues.

Attitude inacceptable et scandaleuse

Dans le bras de fer opposant le gouvernement aux médecins spécialistes, l'attitude de ces derniers me semble tout simplement inacceptable, irréaliste, voire scandaleuse. Pendant ce combat, où sont donc ceux qui sont en désaccord avec le chef Gaétan Barette? Quelle est leur position? Quand prendront-ils la parole? Ils doit y en avoir au moins quelques-uns pour qui la compassion, le sens de l'équité et de la justice ne sont pas de vains mots. Tout peut-il se réduire à une question de gros sous? Tous auraient-ils oublié l'état des finances du Québec, les avantages de la vie ici, l'angoisse que leur menace peut faire peser sur les malades? Je ne peux le croire. Faudrait-il s'agenouiller devant les médecins spécialistes pour qu'ils comprennent que la santé de leurs concitoyens est entre leurs mains?

Jeanne-Mance St-Louis

Une bataille d'hommes

Dr Gaétant Barrette,
Vous êtes parmi les professionnels qui ont les salaires les plus élevés de la province, et vous vous plaignez encore. Bien sûr, il existe un écart avec les autres provinces. Mais il arrive un moment où il faut arrêter de se comparer, et apprécier ce que l'on a. Désiriez-vous élever vos enfants à New York, pour le simple plaisir d'avoir plus d'argent dans vos poches? Moi non. Nous avons une qualité de vie au Québec, qui n'a pas de prix. En axant vos démarches sur la rémunération, vous perdez l'appui de la population (et des étudiants). Vous oubliez d'informer celle-ci des différentes méthodes de contôle de l'exercice par le gouvernement et des conditions de travail. Mais, c'est vrai que vous, ça ne vous dérange pas tellement. Vos collègues omnipraticiennes (la majorité des femmes) se débrouilleront avec ces autres problèmes. Pendant ce temps, vous, les spécialistes (pour la majorité des hommes), continuez la course aux milliers de dollars. Et, en attendant, c'est le patient qui est à l'arrière du peloton.

Myriam Rhéaume-Lanoie
étudiante en médecine, UdeM

Prosternons-nous!

Dans *La Presse* de ce matin, les médecins spécialistes qualifient leur implication dans l'enseignement clinique d'actes de « dévouement » prodigués par « conviction ». Personne n'a-t-il donc pensé à organiser une séance de prosternation collective devant ces chers médecins, question de satisfaire un tant soit peu leur ego démesuré? Les autres professionnels de la santé et de l'éducation ne sont pas plus rémunérés qu'eux pour recevoir des stagiaires et participer à la formation clinique des étudiants. Les entendez-vous s'auto-flatter dans le sens du poil comme le font les médecins spécialistes? Dans mon entourage, de nombreux professionnels, après de longues études universitaires, travaillent à temps plein et trouvent tout de même le temps de faire du BÉNÉVOLAT, avec un salaire d'environ 40000$. Pourquoi? J'imagine qu'il s'agit là de concepts difficiles à saisir pour nos « dévoués médecins », mais l'humilité et la simple générosité motivent tous ces gens qui s'impliquent jour après jour, malgré un travail souvent très exigeant.

Laurence Roy

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

BOSNIE
La prison à vie

La chambre d'appel du Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie a infligé hier la prison à vie à Stanislav Galic, commandant des forces serbes bosniaques pendant le siège de Sarajevo en 1992-1994. La chambre a rejeté une sentence de 20 ans prononcée en première instance. AFP

ÉTATS-UNIS
Premier candidat présidentiel

Le gouverneur démocrate de l'Iowa, Tom Vilsack, est devenu hier le premier candidat à briguer officiellement la présidence américaine en 2008. Vilsack, 56 ans, est au second rang des candidats potentiels, mais il bénéficie d'un atout de poids : l'État d'Iowa est le premier à organiser des primaires présidentielles. AFP

AFGHANISTAN
L'« humanitaire » contesté

Des ONG oeuvrant en Afghanistan ont dénoncé hier « l'implication croissante des forces armées internationales dans des actions dites humanitaires » dans ce pays. Dans un appel commun, les membres du Réseau des ONG européennes en Afghanistan (ENNA) et du Groupe des ONG britanniques et irlandaises en Afghanistan (BAAG) « appellent les forces de l'OTAN à concentrer leurs ressources à améliorer la sécurité du pays ». AFP

LIBAN
Ségolène Royal

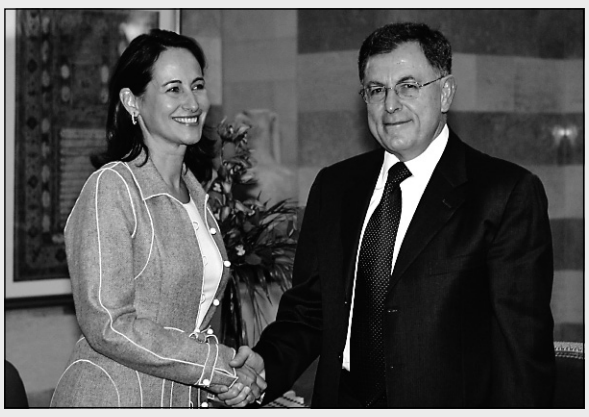


PHOTO REUTERS

Ségolène Royal serre la main du premier ministre libanais Fouad Siniora.

La candidate socialiste à la présidentielle française de 2007, Ségolène Royal, a entamé hier au Liban une tournée dans la poudrière du Proche-Orient pour rehausser son profil international. Des manifestations organisées par le parti chrétien du général Michel Aoun et son allié chiite, le Hezbollah, sont prévues aujourd'hui à Beyrouth, et des personnalités libanaises ont « suggéré » à Mme Royal de quitter le pays dès hier soir. AFP

SOMALIE
12 morts à Baïdoa

Une attaque suicide à la voiture piégée, revendiquée par les islamistes, a fait au moins 12 morts hier à Baïdoa, ville où siège le fragile gouvernement de transition soutenu par l'Éthiopie. Un responsable des islamistes somaliens a affirmé que l'attentat avait visé un poste militaire éthiopien et fait au moins 20 morts. AFP

SOUDAN-TCHAD
Débat sur le Darfour

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU tiendra une session extraordinaire sur le conflit du Darfour, au Soudan, à la demande conjointe de l'Union européenne et de pays africains. Le Tchad a annoncé hier qu'il accepterait une force internationale à sa frontière avec le Soudan pour protéger les populations. AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

33 000

PHOTO AFP

Deux avions « contaminés » de British Airways.

C'est le nombre de passagers que la ligne aérienne British Airways tente de contacter : ils ont circulé sur deux de ses avions dans lesquels ont été décelées des traces de substances radioactives et un troisième qui devait être testé. Cet effort entre dans le cadre de l'enquête sur la mort par empoisonnement de l'ex-agent secret russe Alexandre Litvinenko.

AFP

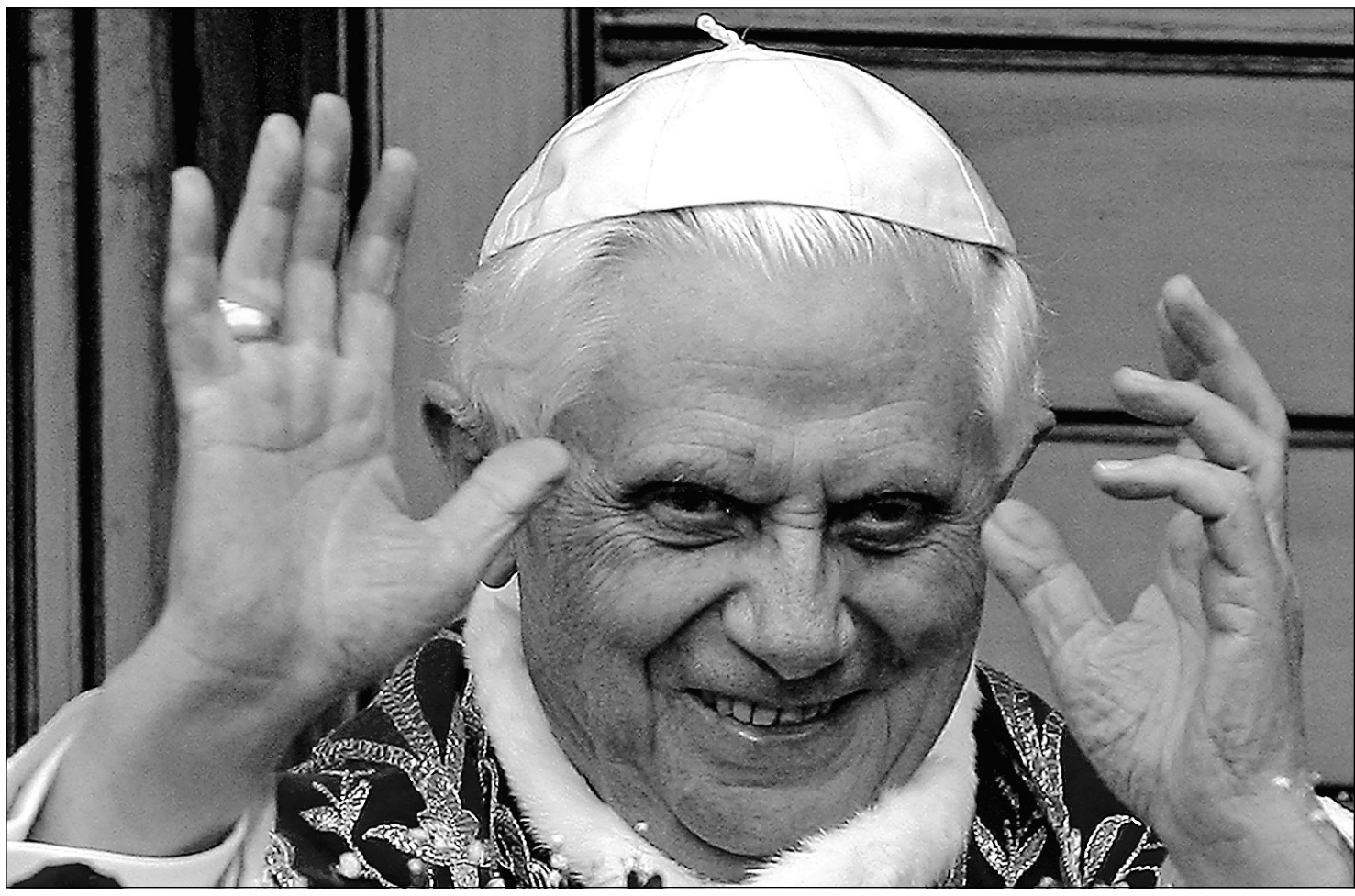


PHOTO AFP

Le pape Benoît XVI a adressé des messages d'amour aux Turcs dans leur propre langue au cours de sa visite, une démarche diplomatique réussie.

Mission accomplie pour le pape en Turquie

AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
TURQUIE

ISTANBUL — Tourné vers La Mecque, les mains croisées sur le ventre, le pape Benoît XVI s'est recueilli hier pendant une bonne minute à la Mosquée bleue d'Istanbul.

Cette prière lourde de sens a constitué le point culminant de la mission de quatre jours que le chef de l'Église catholique achève aujourd'hui en Turquie. Une mission qui, selon les commentaires recueillis hier, lui a permis de rehausser considérablement son image dans ce pays habité par une écrasante majorité de musulmans.

« Je croyais que le pape ne connaissait pas les musulmans. Depuis ses commentaires sur la violence et l'islam, je le voyais d'une manière très négative. Mais aujourd'hui, je découvre d'autres aspects de sa personnalité », a confié Muthat Çiçek, garçon de table dans un café de la vieille ville.

Encerclé par la police antiémeute, le quartier historique d'Istanbul était déserté par les touristes, hier. En absence de clients, Muthat Çiçek se prêtait au jeu des entrevues. Non, il n'avait rien contre le pape avant ce fameux discours qui a soulevé la rage des musulmans à travers le monde. Et oui, il est bien content de pouvoir tourner la page et ranger sa colère.

Il n'est pas le seul à voir Benoît XVI d'un meilleur œil, à l'issue de sa visite hautement controversée en Turquie. Les journaux rapportaient hier que le pape avait agité le drapeau national et leur avait adressé des messages d'amour dans leur propre langue.

« La plupart des commentaires au sujet de cette visite sont positifs, le pape a réussi sa démarche diplomatique », note Emre Oktem, spécialiste du droit des minorités à l'Université Galatasaray.

Féroce critique de ce qu'il percevait comme une coupure avec la politique de dialogue interconfessionnel qui avait marqué le règne de Jean-Paul II, Emre Oktem constate lui aussi qu'il y a eu un « changement tangible » dans la position affichée par le pape face aux autres religions.

Hier, à l'issue d'une rencontre avec le patriarche Bartholomée 1er, les églises catholique et orthodoxe ont d'ailleurs repris leur dialogue coupé depuis six ans.

Deuxième pape, après Jean-Paul II, à mettre les pieds dans un lieu de culte musulman, Benoît XVI avait auparavant fait un arrêt à la basilique Sainte-Sophie, en face de la Mosquée bleue qui surplombe Istanbul.

Cette basilique du Ve siècle était un haut lieu de la chrétienté avant d'être transformée en mosquée, puis en musée, après l'effondrement de l'Empire ottoman.

Les islamistes turcs croient que le Vatican essaie maintenant de la reconquérir. « Si le pape prie à Sainte-Sophie, ça va nous déranger beaucoup », ont averti les quelques dizaines de manifestants qui ont protesté contre le pape, hier matin, à deux arrêts de tramway de la basilique.

Mais les policiers ont rapidement eu raison de leur désir de marcher jusqu'à la basilique Sainte-Sophie en scandant des slogans contre le pape. Et ce dernier s'est bien gardé de faire le moindre signe de croix en ce lieu aujourd'hui laïque.

État de siège

D'autres protestataires sont apparus ici et là durant la journée d'hier, pour se faire rapidement embarquer par la police omniprésente.

Par endroits, Istanbul avait des airs de ville en état de siège. Les principales artères étaient fermées à la circulation, les lignes de tramway aussi, cette ville au trafic habituellement infernal était rendue aux piétons, qui n'en demandaient pas tant.

Une dizaine d'hommes prenaient le thé dans un bouiboui de la vieille ville, les yeux rivés à l'écran de télévision qui montrait le pape à la basilique Sainte-Sophie.

« Vous savez que le pape est en ville ? » a demandé Osman, le plus anglophone d'entre eux. Avec les policiers grimpés jusque sur des minarets, les blindés à tous les coins de rue et les hélicoptères militaires qui survolaient la ville, c'était franchement difficile à ignorer.

Calderon prête serment dans un climat de crise au Mexique

JOONEED KHAN

Élu avec une marge contestée de 0,56 % sur 41 millions de suffrages exprimés, dépourvu de majorité au Congrès, et confronté à des inégalités explosives qu'illustre la crise dans l'État d'Oaxaca, Felipe Calderon n'aura pas la partie facile en assumant aujourd'hui la présidence du Mexique.

L'opposition de gauche, qui a déjà proclamé son porte-étendard Andres Manuel Lopez Obrador, dit AMLO, comme « président légitime », s'efforce depuis plusieurs jours déjà d'occuper la tribune du Congrès et d'empêcher l'investiture de Calderon.

Le premier ministre Stephen Harper est arrivé hier à Mexico pour assister à la cérémonie. « Il aura un siège réservé pour assister à la dernière ronde de la vie politique rugueuse et chaotique du Mexique », écrit une correspondante de Toronto, rappelant que les députés en sont venus aux coups mardi.

Parlement occupé

Harper se retrouvera avec une centaine d'hôtes étrangers, dont une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement. Les États-Unis seront représentés par l'ex-président George Bush, la France par le ministre de l'Éducation nationale Gilles de Robien, l'Espagne par le prince Philippe de Bourbon.

Les députés du Parti d'action nationale de Calderon (PAN) et du Parti de la révolution démocratique d'AMLO (PRD) campent à l'intérieur de San Lazaro, siège du Parlement : les premiers veulent garantir que la tribune sera ouverte au nouveau président, les autres entendent empêcher la cérémonie d'investiture, où le président sortant Vicente Fox doit remettre l'écharpe présidentielle à son successeur, comme le prévoit la Constitution.

Calderon, catholique conservateur de 44 ans, n'a pas réussi à former le gouvernement de coalition qu'il souhaitait pour affronter les multiples crises du Mexique avec tous les atouts possibles. Son cabinet donne une place à tous les courants du PAN, de l'extrême droite aux plus libéraux, avec une seule personnalité d'envergure internationale, son ministre des Finances, Agustin Carstens, ex-directeur du Fonds monétaire international.

Le nouveau président avait aussi l'espoir que Vicente Fox aurait résolu la crise d'Oaxaca qui connaît depuis six mois une situation d'insurrection contre le gouverneur de l'État du même nom, Ulises Ruiz, du vieux Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui gouverna le Mexique sans partage pendant 70 ans.

Les forces fédérales ont été envoyées dans la ville, théâtre d'affrontements qui ont fait plus d'une dizaine de morts. Les barricades ont été levées, mais la situation reste critique. Le PRD accuse d'ailleurs le PAN de s'être entendu avec le PRI pour protéger Ulises Ruiz, un cacique accusé de corruption et de recours aux miliciens contre ses opposants. En retour, accuse le PRD, le PRI va assurer sa caution à l'investiture de Calderon.

Le Mexique vit aussi au rythme d'assassinats en série attribués aux narcotrafiquants avec des images de plus en plus épouvantables retransmises par les médias. Il n'est pas de jour sans qu'on annonce des règlements de comptes meurtriers, des assassinats de policiers ou de magistrats. L'emprise des trafiquants, longtemps cantonnée dans le Nord, s'étend désormais aux États de Michoacan et de Guerrero, et à la péninsule du Yucatan.

Précoce et têtu sont deux des caractéristiques de Calderon, père de trois enfants et avocat de formation, élevé au sein du PAN – son père est l'un des fondateurs du parti –, et marié avec le PAN – sa femme, Margarita Zavala, est ex-députée du parti.

Ancien ministre de l'Énergie de Vicente Fox, Calderon prône la croissance économique par le marché et l'investissement, ce qui lui vaut le soutien des milieux d'affaires. Il est opposé à l'avortement et au mariage homosexuel, mais il se présente comme un modéré respectueux de la liberté individuelle.

Avec AFP, AP, Reuters, BBC, VOA, El Universal, La Jornada

Irak : Bush rejette l'idée d'un retrait

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

PHOTO MAHMOUD RAOUF MAHMOUDA, REUTERS

La violence fait rage quotidiennement à Bagdad. Sur la photo, une auto flambe, cible de policiers irakiens qui craignaient un attentat à la voiture piégée.

NEW YORK — Les élections de mi-mandat n'y feront rien, pas plus que les recommandations du Groupe d'études sur l'Irak. Sur la question du retrait des troupes américaines, le président George W. Bush fera à sa tête.

C'est du moins l'impression que le chef de la Maison-Blanche a donné hier à Amman, capitale jordanienne, à l'issue d'une rencontre de deux heures avec le premier ministre irakien Nouri al-Maliki.

« Nous resterons en Irak pour finir le travail, à la demande d'un gouvernement souverain élu par le peuple », a dit le président américain au cours d'une conférence de presse.

« Cette histoire de sortie honorable n'est tout simplement pas réaliste, a-t-il plus tard ajouté. Nous aiderons ce gouvernement. »

Le président, pendant toute la durée de ce point de presse, a répété qu'il ne se sentira pas lié par les propositions du Groupe d'études sur l'Irak, qui est coprésidé par James Baker, ex-secrétaire d'État de George Bush père.

Dans un rapport qui sera rendu public le 6 décembre, le groupe recommandera notamment un retrait progressif des troupes américaines d'Irak, selon diverses fuites dans la presse américaine. Il ne fixera pas de calendrier précis mais affirmera que le retrait de quelque 15 brigades de combat doit être entrepris assez rapidement.

Ces 15 brigades de combat représentent la plus grande partie des soldats américains en Irak. Le Groupe d'études proposera de n'y laisser que quelque 70 000 militaires, y compris une force de réaction rapide, des instructeurs et des experts en logistique.

Le président avait déjà montré peu d'enthousiasme face à une autre proposition du groupe, celle de tenir des discussions directes, à haut niveau, avec l'Iran et la Syrie sur l'Irak. À l'entendre, il adoptera la même attitude d'indépendance envers une étude que le Pentagone complétera bientôt sur les moyens d'adapter la stratégie américaine en Irak.

Confiance envers Maliki

En conférence de presse, le président a d'abord exprimé sa confiance dans le premier ministre Malaki, affirmant qu'il était « le gars qu'il faut pour l'Irak ». Présent à ses côtés, le principal intéressé semblait mal à l'aise.

Le premier ministre irakien fait face à des pressions au sein même de la coalition qui l'a porté au pouvoir. Le groupe du chef radical chiite Moqtada Sadr lui a retiré son appui en raison de sa rencontre avec le président américain. Hier, à Bagdad, il a de plus annoncé son intention de former un groupe parlementaire qui réclamera le retrait des troupes américaines en Irak. Ce groupe devrait inclure chiites, sunnites et kurdes.

Sur le terrain, la violence a continué à faire rage. Les corps de plus de 90 victimes d'exécutions sommaires ont été découvertes hier en Irak.

À son retour à Bagdad, le premier ministre Maliki a demandé à Sadr de réintégrer le gouvernement. À Amman, il s'était dit prêt à utiliser la force pour venir à bout des milices responsables des violences entre chiites et sunnites.

À bord d'Air Force One, le conseiller à la sécurité nationale Stephen Hadley a pour sa part indiqué aux journalistes que le président décidera de sa stratégie en Irak d'ici « quelques semaines ». Si jamais le commandant en chef faisait volte-face et annonçait un retrait des troupes américaines, l'Arabie Saoudite serait tentée d'intervenir en Irak, s'il faut se fier à un texte publié mercredi dans le *Washington Post* et signé par Nawaf Obaid, conseiller à la sécurité du gouvernement de Riyad. Cette intervention prendrait la forme d'aide « financière, matérielle et logistique aux responsables militaires sunnites irakiens comparable à celle que l'Iran fournit depuis des années aux groupes armés chiites irakiens ».

Selon le conseiller, Riyad pourrait également décider d'inonder le marché du pétrole afin d'entraîner une chute des prix, ce qui limiterait « la capacité de Téhéran à poursuivre le financement aux milices chiites en Irak et ailleurs ».

Au bas du texte de Nawaf Obaid, le *Post* précise que les opinions exprimées par le conseiller ne représentent pas « la politique saoudienne officielle ».

Le message n'en est pas moins clair.

MORT DE L'EX-ESPION RUSSE

Des traces radioactives à bord d'avions sur le trajet Moscou-Londres

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — L'enquête sur la mort d'Alexandre Litvinenko a mis en lumière un possible lien russe, des traces de substances radioactives ayant été décelées dans au moins deux avions de British Airways sur le trajet Moscou-Londres.

Le nombre de lieux dans Londres où des traces de radioactivité ont été détectées depuis la mort par empoisonnement au polonium 210 de l'ex-agent russe Alexandre Litvinenko le 23 novembre s'est par ailleurs accru.

Dans les deux cas, les autorités britanniques assurent que le risque de contamination du public reste « faible ».

De « faibles niveaux de substances radioactives » ont été décelés dans deux avions de British Airways, a indiqué le ministre britannique de l'Intérieur John Reid, à la Chambre des communes.

British Airways, qui a retiré les deux avions du service à l'aéroport d'Heathrow à Londres alors qu'un troisième appareil attendait à Moscou d'être testé, s'efforce de contacter 33 000 passagers. BA a indiqué avoir reçu 5500 appels du public et 60 000 pages vues à ce propos sur son site Internet.

Près de 800 personnes se trouvaient à bord des quatre vols entre Moscou et Londres effectués entre le 25 octobre et le 3 novembre par les deux avions contaminés, auxquels s'intéressent particulièrement les enquêteurs.

La compagnie n'a pas précisé quel type de substance radioactive avait été décelé sur ses avions, mais elle a insisté sur le fait que « le risque pour la santé publique est faible ».

Un quatrième avion, de la compagnie russe Transaero a fait l'objet de contrôles à Londres, avant d'être jugé sans risques.

Un cinquième avion, également russe, retient l'attention des enquêteurs, a précisé M. Reid, sans exclure que d'autres puissent être concernés.

La Russie a annoncé qu'elle allait renforcer ses contrôles sur les avions des compagnies étrangères.

Des traces de radioactivité ont été détectées dans « à peu près 12 » lieux à Londres, a également annoncé M. Reid, confirmant pour la première fois qu'il s'agissait de polonium 210, là où les analyses ont été finalisées.

Le ministre y intègre les deux avions de British Airways et les deux hôpitaux dans lesquels Litvinenko avait été soigné.

Aucun de ces lieux « ne présente de risque significatif pour la santé publique ».

Dans le quotidien russe *Kommersant* hier, Andreï Lougovoi, un ancien agent du KGB devenu homme d'affaires, a expliqué avoir voyagé le 3 novembre à bord d'un des trois avions de British Airways depuis immobilisés. Lougovoi avait rencontré Litvinenko à Londres le 1er novembre, jour où l'ex-agent est tombé malade. Il a affirmé n'avoir rien à voir avec cet empoisonnement.

Le vol BA 875 entre Moscou et Londres Heathrow le 25 octobre est le premier à avoir attiré l'attention des enquêteurs. Le produit responsable de la mort de l'ancien espion pourrait avoir été à bord.

Ex-premier ministre empoisonné

Mais alors que l'enquête judiciaire sur la mort de l'ex-agent russe a été ouverte formellement hier, une autre affaire d'empoisonnement suspect a fait la une, sans que l'on puisse établir de lien avec l'affaire Litvinenko.

Elle concerne l'ancien premier ministre russe Egor Gaïdar, qui a été pris de vomissements et de saignements après une conférence en Irlande, au lendemain de la mort à Londres, le 23 novembre, de M. Litvinenko.

Les médecins de M. Gaïdar ont affirmé que ce dernier avait été « empoisonné » de façon « non naturelle », a indiqué son porte-parole Valeri Natarov. Sa fille, Maria, a estimé qu'il s'agissait d'un « empoisonnement politique », mais refusé de le lier aux autorités russes. « Je crois que cela ne peut être le fait des autorités, du régime russe contre mon père, je ne le crois vraiment pas », a-t-elle déclaré à la BBC.

Opposant déclaré de Vladimir Poutine, Litvinenko, depuis peu citoyen britannique, est mort à l'âge de 43 ans. Il avait accusé dans une lettre posthume le président russe d'être responsable de son empoisonnement. Ces accusations ont été vigoureusement rejetées par Moscou.

VOUS AVEZ BESOIN DE DÉCROCHER ?
NOUS AVONS TOUS LES SIÈGES.

Maintenant que tous les sièges disponibles sont des primes-voyages* Aéroplan à bord des vols d'Air Canada et Air Canada Jazz,MC vous avez encore plus d'occasions de vous rendre où vous voulez, quand vous voulez.

aeroplan

aeroplan.com

*Les primes Vol ClassiquePlusMD sont admissibles uniquement pour les destinations offrant la billetterie électronique. Sous réserve de certaines conditions. Pour connaître les modalités et conditions des primes-voyages, consultez aeroplan.com.
MDAéroplan et Vol ClassiquePlus sont des marques déposées d'Aéroplan, société en commandite.
MCAir Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

3445643

3443864A

SUITE DE LA UNE

Chavez ouvre la voie à sa réélection

CHAVEZ
suite de la page A1

Il a été ministre de l'Éducation de 1999 à 2004.

En 2002, il était aux côtés du président lorsque l'opposition a tenté de renverser son régime. Capturé, Chavez a été relâché quand l'armée s'est rangée du côté du gouvernement. « C'était une période folle, se souvient l'ex-ministre. Nous étions impuissants. Il s'en est fallu de peu pour que l'on redevienne une dictature. Et les États-Unis n'ont pas condamné le coup d'État, bien au contraire, ils affirmaient qu'Hugo Chavez l'avait bien cherché. »

Navarro Diaz est confiant de voir le président reconduit pour six autres années. Les derniers sondages donnent 30 % d'avance à Hugo Chavez.

« Nous n'avons pas à vendre Hugo Chavez, dit-il. Il a déjà un statut de rock star. Les gens l'aiment parce qu'il est intègre, et qu'il a des projets concrets pour le pays. C'est rare qu'un président se soucie vraiment du bien-être du peuple. Et les gens du peuple ne sont pas plus fous que les riches: ils savent reconnaître les candidats qui défendent leurs intérêts. »

Pour faire progresser le pays, Chavez a le loisir de puiser dans une fortune incommensurable: les revenus du pétrole. Le Venezuela est le cinquième producteur d'or noir de la planète, ce qui lui donne des revenus de plus de six milliards de dollars par an. Son plus grand client, les États-Unis, consomme toujours plus de pétrole.

Selon ses détracteurs, toutefois, Chavez est un paternaliste qui se comporte comme si le pétrole et le gouvernement lui appartenaient personnellement. Le plus récent indicateur en ce sens est survenu le mois dernier, quand l'influent ministre du pétrole, Rafael Ramirez, a dit aux employés de l'entreprise nationale de pétrole qu'ils avaient le choix: voter pour Chavez, ou démissionner.

L'opposition a diffusé vidéo de ce discours. Mais Chavez a soutenu son ministre, allant même plus loin: « Il ne fait aucun doute dans mon esprit que les travailleurs du pétrole doivent soutenir la révolution. S'ils ne sont pas de cet avis, ils n'ont qu'à faire leurs valises et déménager à Miami. »

« Nous n'avons pas à vendre Hugo Chavez. Il a déjà un statut de rock star. Les gens l'aiment parce qu'il est intègre, et qu'il a des projets concrets pour le pays. »

Une autre décision controversée de Chavez a été de donner une prime de Noël équivalant à trois mois de salaire aux employés de l'État. Habituellement, cette prime est versée avant Noël, mais elle a été versée le 1er novembre cette année. L'opposition a dénoncé le geste, affirmant que le gouvernement essayait d'acheter des votes. Au Venezuela, l'État est de loin le plus grand employeur: deux millions de personnes travaillent pour lui, sur un total de 26 millions d'habitants.

Pour Navarro Diaz, le gouvernement a le droit de rétribuer ses employés comme bon lui semble. « Les gens de droite aimeraient que nous traitions mal les employés de l'État. Mieux encore: ils aimeraient qu'on les mette à la porte et que l'on privatise nos ministères. Nous nous battons contre ces politiques néolibérales. C'est ce qu'ils ont fait en Argentine, et on a vu où ça a mené. »

MANUEL ROSALES ET SON IMAGE

Le principal candidat affrontant le président sortant Hugo Chavez aux élections du 3 décembre est Manuel Rosales. Rosales n'a pas su se défaire de son image élitiste et, même s'il attirait de grandes foules dans les rues il y a une semaine, la plupart des sondages accordent la victoire à Chavez.
Hugo Chavez croit qu'un complot le menace après les élections. Ses opposants, croit-il, préparent des manifestations monstres qui paralyseront le pays.

Venezuela

Capitale: Caracas
Population: 26,75 millions
Superficie: 910 050 km²
Langue officielle: espagnol
Système politique: démocratie présidentielle
Chef de l'État: Hugo Chavez Frias
Monnaie: bolivar

Un complot contre l'adversaire de Chavez déjoué

ASSOCIATED PRESS

CARACAS — La police vénézuélienne a déjoué un complot destiné à abattre le candidat de l'opposition Manuel Rosales à quelques jours de l'élection présidentielle, a annoncé hier le président Hugo Chavez.

Il a affirmé qu'un groupe de « fascistes » prévoyaient utiliser un fusil à lunette télescopique pour abattre le candidat lors d'un discours. « Il s'agissait de dire que Chavez les avait envoyés pour le tuer et de provoquer le chaos », a déclaré le chef de l'État. Il a ajouté que la police avait saisi une arme dans un véhicule, mais n'a pas dit si des suspects avaient été arrêtés.

Mais l'équipe de campagne de Manuel Rosales a affirmé ne pas avoir été informée d'un tel incident. « C'est un écran de fumée, pour manipuler les gens, mais personne ne le croit », a observé Timoteao Zambrano, un des directeurs de campagne du candidat de l'opposition.

0% D'INTÉRÊT JUSQU'EN 2010*

avec la carte Sears ou la carte MasterCard^MD Sears^MD
POUR TOUS LES APPAREILS ÉLECTRONIQUES

RIEN QUE 32,44 PAR MOIS*
TÉLÉVISEUR SHARP^MD 32 PO À CL
• compatible avec la télé haute définition
• taux de balayage 1080i
• HDMI
N° 15749. Rég. Sears 1599,99.
1199,99

RIEN QUE 48,65 PAR MOIS*
TÉLÉVISEUR TOSHIBA^MD 42 PO À ÉCRAN PLASMA
• compatible avec la télé haute définition
• 1024 x 768 pixels • HDMI
• rapport de contraste 8000:1
N° 15920. Rég. Sears 2199,99.
1799,99

RIEN QUE 45,95 PAR MOIS*
TÉLÉVISEUR SONY GRAND WEGA 46 PO AVEC MEUBLE
• compatible avec la télé haute définition • taux de balayage 1080/720p
N° 14714. Rég. Sears 2399,99.
1699,99

PERCEUSE CRAFTSMAN EN PRIME
**À l'achat de l'un de ces téléviseurs (n^os 15749, 14714, 15920), recevez en prime une perceuse sans cordon CRAFTSMAN 18 V.
N° 22550. Rég. Sears 149,99.
Inclure la prime en cas de retour

3446217A

*Payez en 37 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en janvier 2010. Avec la carte Sears ou la carte MasterCard Sears, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 700 $. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Les mensualités indiquées ont été arrondies au cent près. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears ou MasterCard Sears, à compter de la date de la facturation pour cette portion impayée. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 10 décembre 2006. Renseignez-vous. Les formules de paiement et modalités peuvent être modifiées ou supprimées en tout temps sans préavis. Renseignez-vous au sujet d'autres facilités de paiement. Sauf avis contraire, les programmes de financement facultatifs ne donnent pas droit aux points du Club Sears^MC ou aux points Couleurs^MD.

Prix en vigueur jusqu'au dimanche 24 décembre 2006, si Sears est ouvert, dans la limite des stocks.
Achats sur place seulement. Certains articles ont peut-être été soldés au cours de la semaine dernière.
Pour certains appareils électroniques, nos prix en magasin peuvent être plus bas que nos prix annoncés.

NE121E106 © 2006. Sears Canada Inc.

Sears
Mon rêve

Le bleu, blanc, rouge à l'offensive chez Germain.

Germain Larivière vous présente ses joueurs vedettes!
L'excellente gamme d'appareils de buanderie à chargement frontal
et la nouvelle technologie de lavage à la vapeur unique à LG.
Ces appareils sont maintenant offerts dans des couleurs très populaires.

- Laveuse à la vapeur SteamWash[MC] de 4 pi^3 avec tambour en acier inoxydable
- Sécheuse de 7,3 pi^3 (903551)

- Laveuse de 3,4 pi^3 avec système de lavage intelligent SenseClean[MC]
- Sécheuse de 7 pi^3 (902352)

- Laveuse à la vapeur SteamWash[MC] de 4 pi^3 avec tambour en acier inoxydable
- Sécheuse de 7,3 pi^3 (903730)

Épargnez l'équivalent de la TPS et recevez les piédestaux GRATUITEMENT

à l'achat d'un duo à chargement frontal LG (valeur de 400 $)

Épargnez l'équivalent de la TPS

Réfrigérateur 20 pi^3 LG en acier inoxydable

- Congélateur en bas
- Fonction de congélation rapide
- Avertisseur de porte ouverte

(95564)

Prix défi GL

Épargnez l'équivalent de la TPS

Cuisinière électrique 30" LG en acier inoxydable

- Système de convection perfectionné EvenJet[MC]
- Four autonettoyant
- Surface de cuisson lisse Ceran Suprema[MD]

(89784)

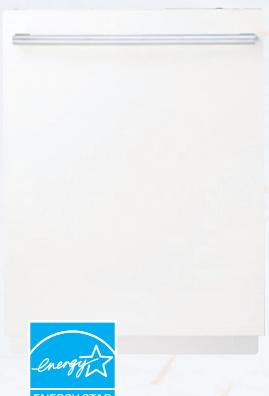
Prix défi GL

Cellier 41 bouteilles

- Triple vitrage en verre fumé complètement résistant aux UV
- Tablettes coulissantes en treillis métallique
- Panneau de commandes avec affichage à DEL

(97420)

Prix défi GL



Recevez jusqu'à 130 $ de remise postale de LG.†

Lave-vaisselle avec panneau de commande entièrement intégré

- Fonctionnement silencieux LoDecibel
- Capacité de 16 couverts
- Panier supérieur à hauteur réglable

(94458)

Prix défi GL

Recevez jusqu'à 130 $ de remise postale de LG.†

Lave-vaisselle en acier inoxydable à fonctionnement silencieux LoDecibel

- Panneau de commande semi-intégré
- Capacité de 16 couverts
- Panier supérieur à hauteur réglable

(68964)

Prix défi GL

LG

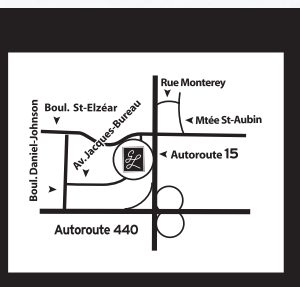
Vive la vie

Sainte-Rosalie
4370, boul. Laurier Est
Saint-Hyacinthe
Autoroute 20, Sortie 138

GERMAIN LARIVIÈRE

ÇA VAUT LE DÉPLACEMENT

Sainte-Rosalie : (450) 799-5522 • Montréal : (514) 866-8691 • Sans frais : 1 800 363-1336
www.germainlariviere.com



Laval
2900, av. Jacques-Bureau, Laval
Angle autoroutes 15 et 440
Entrée par St-Elzéar

Accord D Desjardins

Offres en vigueur jusqu'au 15 décembre 2006 seulement ou jusqu'à épuisement des stocks. †Recevez 130 $ de remise postale à l'achat d'un lave-vaisselle LG admissible AVEC installation professionnelle ou recevez 100 $ de remise postale SANS installation professionnelle. Conditions et détails en magasin. Les offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Livraison gratuite dans un rayon de 200 km.

3444943A

3444944

SONY

L'ÉVOLUTION DU TÉLÉVISEUR À ÉCRAN PLAT

CE QU'IL ÉTAIT

TÉLÉVISEUR PLASMA DE 42 POUCES

CE QU'IL SERA DÉSORMAIS

NOUVEAU TÉLÉVISEUR ACL BRAVIA DE 52 POUCES

Full HD 1080

L'AVANTAGE ACL BRAVIA

L'univers de la télévision haute définition change rapidement et, ce qui représentait la réalité d'hier n'est pas nécessairement la même chose aujourd'hui. Les téléviseurs ACL BRAVIA Sony demeurent l'étalon d'or mais sont plus gros que jamais – jusqu'à 52 pouces – et offerts à des prix très concurrentiels. Aujourd'hui, nous mettons l'accent sur l'ACL comme technologie d'écran plat de l'avenir, car nous croyons que les avantages suivants sont importants pour le client :

RÉSOLUTION EXCEPTIONNELLE : Plusieurs téléviseurs ACL BRAVIA de 40 po et plus offrent la résolution Full HD 1080p, la résolution haute définition la plus élevée sur le marché actuel.

POLYVALENCE : Faites l'expérience de tout ce que Full HD offre avec la gamme Sony étendue, y compris la console de jeu PlayStation[MD] 3, les lecteurs Blu-ray Disc[MC], les caméscopes Handycam[MD] HD et les bloc-notes VAIO[MD].

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : Les téléviseurs ACL BRAVIA consomment moins d'énergie et représentent le choix de l'avenir.

SUPERBE IMAGE DANS TOUT ENVIRONNEMENT : Les téléviseurs ACL BRAVIA sont dotés d'une surface d'écran à faible réflexion, offrant ainsi une meilleure expérience de visionnement même en plein jour ou à proximité de sources lumineuses.

LONGÉVITÉ DU PANNEAU : La technologie des panneaux ACL BRAVIA fait des téléviseurs ACL un choix solide et durable pour les années à venir.

Rendez-vous à Maison Sony ou chez votre détaillant Sony autorisé et voyez vous-même pourquoi les téléviseurs ACL représentent la technologie de téléviseur la plus vendue au Canada aujourd'hui !

Pour obtenir plus d'informations, visitez www.fr.sonystyle.ca/bravia ou composez le 1-888-289-7669

3443617A

52 po

KDL52XBR2
6 999,99 $

KDL52XBR3
7 299,99 $

46 po

KDL46S2000
3 499,99 $

KDL46V2500
3 999,99 $

KDL46XBR2
4 499,99 $

KDL46XBR3
4 799,99 $

40 po

KLV40S200A
2 499,99 $

KDL40S2010
2 599,99 $

KDL40S2400
2 799,99 $

KDL40V2500
3 299,99 $

KDL40XBR2
3 799,99 $

KDL40XBR3
4 099,99 $

BRAVIA | **Le style change tout.**

Full HD 1080

Sony, VAIO et Handycam sont des marques déposées, et Blu-ray Disc et BRAVIA sont des marques de commerce de Sony Corporation. PlayStation est une marque déposée de Sony Computer Entertainment Inc.

3443701